

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, par rapport aux deux exercices antérieurs. Le présent rapport de gestion, daté du 3 décembre 2009, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés et notes complémentaires. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2009, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

6	Vue d'ensemble	23	Assurances	57	Aperçu d'autres risques
6	Faits saillants financiers et autres	26	Services bancaires internationaux	57	Risque lié à la réputation
7	Aperçu de la Banque Royale du Canada	29	Marchés des Capitaux	57	Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique
7	Vision et objectifs stratégiques	32	Services de soutien généraux	58	Risque d'assurance
8	Vue générale et perspectives	33	Résultats par secteur géographique	59	Risque environnemental
10	Rendement financier	34	Situation financière	59	Facteurs de risque additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs
10	Vue d'ensemble	34	Bilan condensé	61	Information financière supplémentaire
11	Résultats d'exploitation	34	Arrangements hors bilan	61	Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC
14	Information financière trimestrielle	38	Gestion du risque, du capital et des liquidités	62	Chapitre 3855 du <i>Manuel de l'ICCA</i> – reclassement de titres dans les prêts
14	Rendement au quatrième trimestre de 2009	38	Aperçu	62	Incidence du contexte du marché
14	Analyse des résultats et des tendances	41	Risque de crédit	65	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR
16	Résultats des secteurs d'exploitation	45	Rendement au chapitre de la qualité du crédit	67	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
16	Résultats par secteur d'exploitation	47	Risque de marché	72	Opérations entre apparentés
16	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	50	Risque opérationnel	73	Renseignements supplémentaires
17	Services bancaires canadiens	50	Gestion du capital		
20	Gestion de patrimoine	55	Gestion des liquidités et du financement		

Se reporter à notre glossaire pour obtenir les définitions de termes utilisés dans le présent document.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, notre vision et nos objectifs stratégiques, les perspectives économiques et les perspectives du marché pour 2010 pour les économies canadienne, américaine et internationale, les perspectives et les priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi que la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs à moyen terme, et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs à moyen terme ni notre vision et nos objectifs stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché,

opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités et à la rubrique Aperçu d'autres risques; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier, y compris l'incidence continue de la conjoncture, le manque de liquidités sur certains marchés, le niveau d'activité et la volatilité sur les marchés financiers et la conjoncture de récession, au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités, ainsi qu'à la rubrique Aperçu d'autres risques.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants financiers et autres

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007	2009 par rapport à 2008 Augmentation (diminution)	
Total des revenus	29 106 \$	21 582 \$	22 462 \$	7 524 \$	34,9 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3 413	1 595	791	1 818	114,0 %
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	4 609	1 631	2 173	2 978	182,6 %
Frais autres que d'intérêt	14 558	12 351	12 473	2 207	17,9 %
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	–	–	1 000	n.s.
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	5 526	6 005	7 025	(479)	(8,0)%
Bénéfice net	3 858 \$	4 555 \$	5 492 \$	(697)\$	(15,3)%
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	2 663 \$	2 662 \$	2 545 \$	1 \$	–
Gestion de patrimoine	583	665	762	(82)	(12,3)%
Assurances	496	389	442	107	27,5 %
Services bancaires internationaux	(1 446)	(153)	242	(1 293)	n.s.
Marchés des Capitaux	1 768	1 170	1 292	598	51,1 %
Services de soutien généraux	(206)	(178)	209	(28)	n.s.
Bénéfice net	3 858 \$	4 555 \$	5 492 \$	(697)\$	(15,3)%
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,59 \$	3,41 \$	4,24 \$	(0,82)\$	(24,0)%
– dilué	2,57 \$	3,38 \$	4,19 \$	(0,81)\$	(24,0)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	11,9 %	18,1 %	24,7 %	n.s.	(6,20) p.b.
Rendement du capital de risque (2)	19,5 %	29,6 %	37,4 %	n.s.	(1 010) p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,65 %	1,39 %	1,33 %	n.s.	26 p.b.
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,97 %	0,53 %	0,33 %	n.s.	44 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,86 %	0,96 %	0,45 %	n.s.	90 p.b.
Ratios de capital et coefficients (4)					
Ratio du capital de première catégorie	13,0 %	9,0 %	9,4 %	n.s.	400 p.b.
Ratio du capital total	14,2 %	11,0 %	11,5 %	n.s.	320 p.b.
Coefficient actif-capital	16,3X	20,1X	20,0X	(3,8)X	n.s.
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) (5)	9,2 %	6,5 %		n.s.	270 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	654 989 \$	723 859 \$	600 346 \$	(68 870)\$	(9,5)%
Valeurs mobilières	186 272	171 134	178 255	15 138	8,8 %
Prêts de détail (6)	205 224	195 455	169 462	9 769	5,0 %
Prêts de gros (6)	78 927	96 300	69 967	(17 373)	(18,0)%
Dépôts	398 304	438 575	365 205	(40 271)	(9,2)%
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	30 450	24 650	21 850	5 800	23,5 %
Moyenne du capital de risque (2)	18 600	15 050	14 450	3 550	23,6 %
Actif ajusté en fonction des risques (4)	244 837	278 579	247 635	(33 742)	(12,1)%
Biens sous gestion	249 700	226 900	161 500	22 800	10,0 %
Biens administrés – RBC	648 800	623 300	615 100	25 500	4,1 %
– RBC Dexia IS (7)	2 484 400	2 585 000	2 713 100	(100 600)	(3,9)%
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 398 675	1 305 706	1 273 185	92 969	7,1 %
– moyenne (diluée)	1 412 126	1 319 744	1 289 314	92 382	7,0 %
– à la fin	1 417 610	1 341 260	1 276 260	76 350	5,7 %
Dividendes déclarés par action	2,00 \$	2,00 \$	1,82 \$	– \$	n.s.
Rendement de l'action (8)	4,8 %	4,2 %	3,3 %	n.s.	60 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	54,80 \$	46,84 \$	56,04 \$	7,96 \$	17,0 %
Capitalisation boursière (TSX)	77 685	62 825	71 522	14 860	23,7 %
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	71 186	73 323	64 815	(2 137)	(2,9)%
Nombre de succursales	1 761	1 741	1 541	20	1,1 %
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 030	4 964	4 419	66	1,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (9)	0,858 \$	0,969 \$	0,915 \$	(0,111)\$	(11,5)%
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,924	0,830	1,059	0,09	11,3 %

- (1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques de 2009 et de 2008 sont calculés selon le cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques de 2007 sont calculés selon le cadre de l'accord de Bâle I. L'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne sont pas directement comparables. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée à la rubrique Gestion du capital.
- (5) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (6) Les montants indiqués pour les prêts de détail et les prêts de gros ci-dessus ne tiennent pas compte de la provision pour pertes sur prêts.
- (7) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (8) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (9) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- n.s. – non significatif

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 80 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 53 autres pays. Nos cinq secteurs d'exploitation, qui sont présentés ci-dessous, bénéficient de l'appui des Services de soutien généraux.

BANQUE ROYALE DU CANADA

Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux
<ul style="list-style-type: none"> Particuliers clients Services financiers à l'entreprise Solutions cartes et paiements 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion de patrimoine – Canada Gestion de patrimoine – États-Unis et International Gestion mondiale d'actifs 	<ul style="list-style-type: none"> Assurances – Canada Assurances – États-Unis Assurances et autres activités – International 	<ul style="list-style-type: none"> Services bancaires RBC Dexia IS 	<ul style="list-style-type: none"> Marchés des Capitaux – Ventes et opérations Services à la grande entreprise et banque d'investissement
Services de soutien généraux				
	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> Technologie 		<ul style="list-style-type: none"> Fonctions

Vision et objectifs stratégiques

Nos stratégies et activités commerciales sont guidées par notre vision consistant à « **Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients** ».

Notre engagement sans équivoque à l'égard de notre vision et de notre stratégie à long terme reflète notre modèle de gestion diversifié, notre bilan solide, une approche rigoureuse de gestion du risque et une approche qui place le client au centre de toutes nos activités

commerciales. Nous cherchons constamment à être une banque des plus performantes qui génère une croissance rentable et durable ainsi que des résultats se situant dans le quartile supérieur pour nos actionnaires et nous portons notre attention sur nos trois objectifs stratégiques décrits ci-après. Nous avons continué de réaliser des progrès en ce qui a trait à ces objectifs, comme en témoigne le tableau ci-dessous, et ce, malgré la difficile conjoncture et les conditions de marché qui ont sévi en 2009.

Objectifs stratégiques

Au **Canada**, notre objectif est d'être le chef de file incontesté en matière de prestation de services financiers.

Aux **États-Unis**, notre objectif est d'être un important fournisseur de services sur les marchés des capitaux ainsi que de services bancaires et de gestion de patrimoine et nous comptons pour ce faire tirer parti de nos importantes capacités.

Progrès réalisés en 2009

- Nous avons annoncé le lancement de la carte de crédit WestJet émise par RBC et MasterCard. Cette nouvelle carte, qui est assortie de primes-voyages, offre aux clients qui voyagent en Amérique du Nord et dans les Antilles des récompenses de WestJet. Par suite du lancement de cette carte, nous sommes la première grande institution financière canadienne à offrir à la fois les cartes MasterCard et Visa.
- Nous avons lancé Envois internationaux de fonds RBC, un nouveau service d'envoi de fonds qui offre à nos clients au Canada une solution économique et sécuritaire pour envoyer des fonds en diverses devises à des membres de leur famille et à leurs amis à l'étranger.
- Nous avons lancé les comptes fictifs par l'entremise de RBC Placements en Direct, qui donnent aux clients l'occasion de faire l'essai de stratégies de placement sans mettre en jeu leurs fonds. Il s'agit du premier produit intégré en son genre offert par une maison de courtage autogéré au Canada.
- Nous sommes demeurés la plus importante société de fonds communs de placement au Canada, notre part de marché étant de 16 % et nos ventes nettes à long terme, de 2,1 milliards de dollars (31 % des ventes nettes du secteur) et nous avons reçu de Lipper le prix de la meilleure famille de fonds à revenu fixe pour 2009.
- Nous continuons d'occuper le premier rang des maisons de courtage détenues par des banques au Canada, selon le sondage annuel *Brokerage Report Card* réalisé par Investment Executive. RBC Dominion valeurs mobilières a terminé au premier rang dans 22 des 31 catégories ayant fait l'objet du sondage, y compris celles concernant le degré de satisfaction générale, les produits et le soutien offerts aux clients disposant d'un avoir net élevé, la possibilité de choisir des produits de façon objective, ainsi que la stabilité, la perspective stratégique, la culture et les principes déontologiques de l'entreprise.
- Nous avons lancé une nouvelle assurance vie universelle s'inscrivant dans le cadre de nos services d'assurance, qui sera vendue par l'entremise de nos conseillers indépendants en assurance afin de renforcer notre potentiel de croissance et notre situation concurrentielle sur le marché du courtage.
- Nous avons élargi notre réseau de succursales de vente au détail d'assurance et ouvert 14 succursales en 2009. Ce réseau, qui compte maintenant 49 succursales, fournit à nos clients un accès plus pratique aux services d'assurance.

- Nous avons établi une solide présence sur le marché des titres à revenu fixe et des opérations de change libellés en dollars américains, nous avons accru nos activités de vente et de négociation de titres de participation et nous sommes maintenant considérés comme un courtier principal aux États-Unis par la Federal Reserve Bank de New York.
- Nous avons annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition de l'unité de services de soutien aux conseillers en placement inscrits externes de J.P. Morgan. Cette acquisition nous permettra d'accroître la portée et l'ampleur de nos services de garde et de compensation (1). Nous avons recruté un nombre record de conseillers financiers expérimentés venus de la concurrence.
- Nous avons amorcé la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis afin d'améliorer leur efficacité et leur efficience et nous portons notre attention sur la prestation à nos clients de services et de produits supérieurs.

Objectifs stratégiques

À l'extérieur de l'**Amérique du Nord**, notre objectif est d'être un prestataire de choix de services précis sur les marchés des capitaux et de certains services bancaires et de gestion de patrimoine dans des marchés ciblés.

Progrès réalisés en 2009

- Nous avons été nommés le meilleur établissement de crédit européen, la meilleure banque pour les obligations libellées en livres sterling, la meilleure banque pour les obligations en devises autres que le dollar, et la meilleure banque en ce qui concerne les systèmes de négociation électroniques lors de la remise des Prix européens 2009 des meilleurs établissements de crédit décernés par le magazine *Credit*. Nous nous sommes également classés parmi les dix meilleurs dans six autres catégories.
- Nous avons conclu l'acquisition de Maurant Private Wealth, qui offre des services fiduciaires aux clients privés institutionnels et possède des bureaux à Jersey, à Dubaï et aux îles Caïmans. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie ayant pour objet d'étendre notre prestation mondiale de services intégrés de gestion de patrimoine à des clients internationaux.
- Nous avons continué à réaliser des progrès relativement à l'intégration des activités de RBTT Financial Group (RBTT), une société que nous avons acquise, et nous avons ouvert un nouveau siège social aux fins de nos activités dans les Antilles, qui se trouve à Trinidad.
- Notre coentreprise RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS) a annoncé la conclusion d'un accord avec Unione di Banche Italiane Scpa (UBI) visant l'acquisition des activités de banque dépositaire d'UBI. Cette acquisition permettra à RBC Dexia IS de devenir le plus grand tiers administrateur de fonds et la quatrième banque dépositaire en importance en Italie. (1)

(1) Ces acquisitions sont assujetties aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles.

Vue générale et perspectives

Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009 – données au 3 décembre 2009

L'économie canadienne s'est contractée à un taux annualisé de 4,8 % en moyenne au cours des deux premiers trimestres civils de 2009, situation qui reflète principalement la baisse des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises, les taux de chômage à la hausse qui ont entraîné des pressions additionnelles sur la qualité du crédit des ménages et des entreprises tout au long de l'exercice, et la faiblesse du marché de l'habitation et des activités de construction d'automobiles. Les exportations ont reculé en raison d'une baisse de la demande aux États-Unis, qui tient en partie à la restructuration du secteur de l'automobile en Amérique du Nord.

Pour remédier à la situation, la Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour, le portant à un taux plancher historique de 0,25 %, et le gouvernement fédéral a mis en œuvre un programme de relance fiscale sous forme de dépenses d'infrastructures accélérées et de réductions d'impôts. Des signes de reprise ont été notés au troisième trimestre civil, comme en témoignent la croissance annualisée du produit intérieur brut (PIB) de 0,4 %, soutenue par l'accroissement des dépenses de consommation, particulièrement dans le secteur des biens durables, reflétant la forte augmentation des ventes d'automobiles, ainsi que le regain de confiance des consommateurs. Les marchés financiers se sont stabilisés et les marchés de l'habitation ont rattrapé les pertes constatées à la fin de 2008 et au début de 2009. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la plupart des principales devises depuis le début de 2009, en raison essentiellement de la hausse des prix des marchandises et du délaissement d'actifs libellés en dollars américains par les investisseurs.

L'économie américaine est demeurée en récession en 2009 et s'est contractée à un taux moyen de 3,6 % au premier semestre civil de 2009, situation qui reflétait le faible niveau des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises, les taux de chômage élevés, la détérioration des marchés de l'habitation et des marchés financiers, ainsi que le resserrement des conditions de crédit. Pour remédier à la situation, la Réserve fédérale a réduit le taux des fonds fédéraux de 75 points de base (p.b.) en décembre 2008 et l'a maintenu à un taux plancher historique de 0 % à 0,25 % en 2009. Le gouvernement américain a également approuvé un autre programme de relance fiscale. Des signes de reprise ont été notés au troisième trimestre civil de 2009, le PIB ayant augmenté à un taux annualisé de 2,8 % par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète l'accroissement des dépenses de consommation et la remontée des marchés de l'habitation. Le marché de l'immobilier commercial est toutefois demeuré faible tout au long de 2009.

La plupart des économies mondiales ont continué de se détériorer au début de 2009, la demande intérieure et le commerce mondial ayant affiché un recul. Un début de reprise a été noté au deuxième trimestre civil dans la plupart des économies de la zone euro, la France et l'Allemagne ayant affiché une croissance positive. Bien que le repli ait ralenti au Royaume-Uni, l'économie a continué de subir des pressions au troisième trimestre civil. Les économies émergentes, particulièrement en Asie et en ce qui concerne la Chine, ont connu une reprise solide en 2009.

Les marchés financiers mondiaux ont continué de subir des pressions et sont demeurés très volatils au début de 2009. Cependant, vers la fin de 2009, la situation sur ces marchés s'était améliorée et la volatilité était moindre par rapport à l'exercice précédent, situation qui reflète la prévision d'une reprise économique mondiale soutenue. Nos écarts de crédit et ceux de maints émetteurs ont rétréci, en raison de l'amélioration générale des marchés du financement découlant des initiatives gouvernementales et de la confiance accrue des investisseurs.

Les marchés des créances de premier rang et les autres sources de financement se sont améliorés au chapitre des prix et de la capacité, tandis que les gouvernements ont réduit leurs programmes de financement. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque d'illiquidité et de financement.

Objectifs à moyen terme

Au dernier exercice, nous avons établi des objectifs à moyen terme (de 3 ans à 5 ans) en fonction de nos trois objectifs stratégiques et de manière à tenir compte de notre point de vue à long terme sur le rendement financier ainsi que de l'évolution de la conjoncture économique et du contexte du marché. Nous pensons qu'en nous concentrant sur l'atteinte de nos objectifs à moyen terme lorsque nous prenons des décisions, nous serons bien positionnés pour générer une croissance soutenue du bénéfice et du rendement pour nos actionnaires.

Progrès à l'égard des objectifs à moyen terme de 2009

Le tableau suivant résume nos objectifs à moyen terme, lesquels continuent de refléter notre engagement à l'égard d'une croissance élevée du bénéfice, d'une gestion prudente des coûts et du rendement du capital investi dans nos activités, ainsi que notre gestion rigoureuse et efficace des risques et du capital. Une analyse des progrès accomplis relativement à ces objectifs est présentée ci-dessous.

Progrès à l'égard des objectifs à moyen terme de 2009

Tableau 2

	Objectifs à moyen terme	Progrès réalisés en 2009
Croissance du bénéfice dilué par action	7 % +	(24)%
Levier d'exploitation défini (1)	> 3 %	3,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 % +	11,9 %
Ratio du capital de première catégorie	8,5 % +	13,0 %
Ratio de distribution	40 % - 50 %	78 %

(1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Nous avons enregistré une croissance du bénéfice dilué par action, un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et un ratio de distribution inférieurs à nos objectifs à moyen terme. Les objectifs au chapitre de la croissance du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont été touchés en grande partie par la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, par l'augmentation des pertes sur créances et des pertes liées au contexte du marché qui reflètent la faiblesse de l'économie et des conditions du marché, par une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition ainsi que par l'effet de dilution des émissions d'actions ordinaires et privilégiées que nous avons effectuées. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des résultats solides, découlant de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de certaines des divisions du secteur Marchés des Capitaux et de la croissance des volumes liés à nos services bancaires.

Ces facteurs ont également influé sur notre ratio de distribution, car le niveau de nos dividendes est demeuré inchangé en 2009, même si le bénéfice a diminué.

Notre levier d'exploitation défini de 3,5 % pour 2009 se compare favorablement à notre objectif à moyen terme, situation qui reflète principalement les revenus élevés tirés des activités de négociation et notre engagement continu envers une gestion prudente des coûts. Si nous excluons des frais autres que d'intérêt la réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige lié à Enron Corp. en 2008, puisqu'elle ne reflète pas les charges d'exploitation dans le cours normal de nos activités, notre levier d'exploitation défini est de 8,2 %. Notre situation de capital est demeurée solide, notre ratio du capital de première catégorie étant de loin supérieur à notre objectif, résultat qui tient principalement à l'émission de 4,8 milliards de dollars de capitaux au cours de l'exercice.

En 2009, nous avons continué d'évaluer notre rendement, y compris le rendement total pour les actionnaires et d'autres mesures financières, par rapport au rendement de notre groupe d'entreprises homologues nord-américain (1) et nous avons continué de porter notre attention sur la maximisation de la valeur pour nos actionnaires. Le rendement total pour les actionnaires ordinaires est une notion utilisée pour comparer le rendement de nos actions sur une période donnée et tient compte de l'appréciation du prix des actions et des dividendes versés aux actionnaires ordinaires. Le rendement total pour les actionnaires absolu fluctue en fonction de la conjoncture des marchés; cependant, le rendement relatif reflète la perception du marché à l'égard du rendement global d'une entreprise par rapport à celui de son groupe d'homologues sur une période donnée. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans se chiffre à 8 % (2) et à 16 % (2), respectivement, soit un résultat qui se situe dans le quartile supérieur de notre groupe d'entreprises homologues pour les deux périodes. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans pour notre groupe d'entreprises homologues s'est chiffrée à (13)% et à (4)%, respectivement (2).

En raison des changements survenus au sein du secteur des services financiers au cours des dernières années, y compris les regroupements d'entreprises, de même que de notre rendement et de l'évolution de notre stratégie globale, nous avons récemment réévalué notre groupe d'homologues afin de nous assurer que nous prenons uniquement en considération les institutions du secteur des services financiers qui, globalement, présentent le plus d'intérêt pour nous à titre de concurrents. Nous évaluerons notre rendement par rapport à celui de notre nouveau groupe d'homologues à compter de 2010 (3).

- (1) En 2009, notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord se compose de 19 institutions financières canadiennes (18 en nous excluant), soit sept grandes institutions financières canadiennes (Banque de Montréal, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Société Financière Manuvie, Banque Nationale du Canada, La Banque de Nouvelle-Écosse, Financière Sun Life inc. et La Banque Toronto-Dominion) et de 11 institutions financières américaines (BB&T Corporation, Bank of America Corporation, The Bank of New York Mellon Corporation, Fifth Third Bancorp, JP Morgan Chase & Co., KeyCorp., Northern Trust Corporation, The PNC Financial Services Group, Sun Trust Banks Inc., US Bancorp et Wells Fargo & Company).
- (2) La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans est calculée en fonction de la somme de la plus-value de nos actions ordinaires et du revenu de dividendes réinvesti pour la période allant du 31 octobre 2006 au 31 octobre 2009. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans est calculée pour la période allant du 31 octobre 2004 au 31 octobre 2009, selon les données publiées par Bloomberg L.P.
- (3) Notre nouveau groupe mondial d'entreprises homologues se composera de 20 institutions financières (19 en nous excluant), soit sept grandes institutions financières canadiennes (Banque de Montréal, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Société Financière Manuvie, Banque Nationale du Canada, Corporation Financière Power, La Banque de Nouvelle-Écosse et La Banque Toronto-Dominion), cinq institutions financières américaines (Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co., The Bank of New York Mellon Corporation, U.S. Bancorp et Wells Fargo & Company), cinq institutions financières européennes (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Group (BBVA), Barclays PLC, BNP Paribas, Credit Suisse Group AG et Deutsche Bank Group) et deux institutions financières australiennes (National Australia Bank et Westpac Banking Corporation).

Rendement total pour les actionnaires

Tableau 3

	2009	2008	2007	2006	2005	TCAC sur 5 ans (1)
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	54,80 \$	46,84 \$	56,04 \$	49,80 \$	41,67 \$	11,6 %
Dividendes versés par action	2,00	2,00	1,72	1,32	1,13	15,3 %
Augmentation (diminution) du cours de l'action	17,0 %	(16,4)%	12,5 %	19,5 %	31,4 %	
Rendement total pour les actionnaires (2)	22,7 %	(12,8)%	16,2 %	23,2 %	35,4 %	

(1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

(2) Le rendement total pour les actionnaires présume le réinvestissement des dividendes; par conséquent, il n'égalise pas la somme du rendement des dividendes versés par action et de l'augmentation (la diminution) du cours de l'action présentés dans le tableau.

Incidence des taux de change sur nos résultats

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain illustrées dans le tableau ci-dessous influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les charges et le bénéfice libellés en dollars américains sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour l'exercice.

Bien que le dollar canadien se soit apprécié par rapport au dollar américain au deuxième semestre, il s'est déprécié de 11 % en moyenne comparativement à l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre bénéfice net consolidé en 2009. Nos revenus libellés en dollars américains, qui ont été touchés de façon favorable par la dépréciation du dollar canadien, ont été largement neutralisés par l'incidence défavorable de cette dépréciation sur la valeur de conversion de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et des frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains.

Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés

Tableau 4

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2009 par rapport à 2008	2008 par rapport à 2007
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)		
2009	0,858 \$	
2008	0,969	0,969 \$
2007		0,915
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	(11)%	6 %
Total des revenus, en hausse (en baisse)	636 \$	(340) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances, en hausse (en baisse)	94	–
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	498	(210)
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	(84)	(90)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	(0,06) \$	(0,07) \$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	(0,06) \$	(0,07) \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires internationaux et Marchés des Capitaux effectuent d'importantes opérations libellées en dollars américains, tandis que les secteurs Services bancaires internationaux et Marchés des Capitaux effectuent aussi d'importantes opérations libellées en euros et en livres sterling, respectivement. Le dollar canadien s'est déprécié de 4 % en moyenne par rapport à l'euro et il s'est apprécié de 10 % en moyenne par rapport à la livre sterling, comparativement à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements concernant les répercussions sur nos secteurs d'exploitation, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Perspectives économiques et perspectives de marché pour 2010 – données au 3 décembre 2009

Nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 2,6 % en 2010, laquelle reflète l'accroissement des dépenses de consommation, une remontée de l'économie américaine, la faiblesse continue des coûts d'emprunt et les programmes de relance fiscale. Les dépenses de consommation devraient être en hausse, en raison de l'augmentation prévue de la valeur des actifs des ménages découlant de la stabilisation continue des marchés financiers et des marchés de l'habitation. Nous nous attendons à ce que la qualité du crédit continue de subir des pressions, mais à ce qu'elle s'améliore dans une certaine mesure en 2010, car le taux de chômage devrait atteindre un plateau au début de 2010. Nous prévoyons que les dépenses des entreprises accuseront un retard par rapport à la reprise initiale, en raison du maintien d'une capacité excédentaire, mais qu'elles augmenteront au deuxième semestre de 2010. Les pressions inflationnistes devraient s'atténuer en 2010, et la reprise devrait être graduelle. Nous nous attendons à ce que le dollar canadien demeure solide par rapport au dollar américain, en raison de la hausse prévue des prix des marchandises et du délaissement continu des actifs libellés en dollars américains par les investisseurs. La Banque du Canada s'est engagée de façon conditionnelle à maintenir ses taux d'intérêt à 0,25 % jusqu'à la fin du deuxième trimestre civil de 2010. Nous prévoyons une hausse de 50 points de base des taux de la Banque du Canada aux troisième et quatrième trimestres civils de 2010, en raison de la consolidation de la reprise.

Nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,5 % en 2010, en raison de la hausse modeste des dépenses de consommation et de la stabilisation continue du marché de l'habitation. Le niveau des dépenses de consommation devrait demeurer faible, car les ménages seront occupés à rétablir leurs bilans et devront probablement composer avec une situation de main-d'œuvre difficile tout au long de 2010. La qualité du crédit devrait demeurer faible aux États-Unis, mais la situation devrait commencer à se stabiliser en 2010, car nous prévoyons un accroissement modeste des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises ainsi que des améliorations continues sur les marchés financiers. Les dépenses engagées par les gouvernements et la hausse des investissements des entreprises devraient donner lieu à une stabilisation des marchés du travail. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale maintienne le taux des fonds fédéraux au niveau actuel jusque vers la fin de 2010 et à ce que la dépréciation du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises se poursuive en 2010, en raison de la lenteur prévue de la reprise et de la faiblesse de la situation budgétaire.

Nous prévoyons une reprise graduelle des économies mondiales en 2010 et d'importantes différences en ce qui concerne le rythme de cette reprise dans les économies avancées et émergentes. La reprise au Royaume-Uni et dans la zone euro devrait être plus lente, situation qui

reflète la faible croissance des exportations découlant du rééquilibrage de la demande mondiale, les taux de chômage élevés et le resserrement des conditions de crédit tenant au fait que les banques continuent de procéder au désendettement de leur bilan. Nous prévoyons une croissance solide des économies émergentes, particulièrement la Chine, en raison du maintien des programmes de relance fiscale, de l'accroissement de la demande interne et d'une croissance modeste des exportations.

Nous nous attendons à une stabilisation continue des marchés financiers mondiaux et à un resserrement plus prononcé des écarts de taux, au fur et à mesure que la reprise économique mondiale se poursuivra et que l'accès au crédit s'améliorera.

En raison des perturbations antérieures sur le marché et des conditions de stress connexes touchant le système financier mondial, il se pourrait que les institutions financières à l'échelle mondiale doivent composer avec une réglementation accrue, avec des exigences plus rigoureuses en matière de capital et avec de nouvelles exigences relatives au levier d'exploitation.

Ces prédictions et prévisions se fondent sur des renseignements et des hypothèses provenant de sources qui nous semblent fiables. Si ces renseignements ou ces hypothèses ne sont pas exacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans cette section.

Rendement financier

Vue d'ensemble

2009 par rapport à 2008

Nous avons déclaré un bénéfice net de 3 858 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, en baisse de 15 % par rapport à 4 555 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts. Cette charge constituait un élément hors trésorerie et n'a eu aucune incidence sur l'exploitation courante de nos activités ni sur nos ratios de capital. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 2,57 \$, en baisse de 24 % par rapport à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 11,9 %, comparativement à 18,1 % à l'exercice précédent.

Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le bénéfice net ajusté s'est établi à 4 858 millions de dollars. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est élevé à 3,28 \$, en baisse de 0,10 \$, ou 3 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 14,9 %, ce qui tenait compte de l'effet dilutif des émissions d'actions ordinaires et privilégiées, qui ont principalement été effectuées au début de l'exercice. L'augmentation de 303 millions de dollars, ou 7 %, du bénéfice net ajusté tient aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation, qui tenaient compte de la diminution des pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement à nos instruments détenus à des fins de transaction, neutralisées en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable liés à certaines de nos activités sur les marchés financiers. L'augmentation des gains nets au titre des opérations de titrisation, la croissance solide de nos services bancaires canadiens, laquelle reflète en partie les acquisitions effectuées à l'exercice précédent, la croissance des volumes des activités de notre secteur Assurances et la diminution des pertes sur les instruments disponibles à la vente liées au contexte du marché ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par les pertes au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris nos acquisitions, et du taux d'imposition effectif.

Nos résultats à l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable de la réduction de 542 millions de dollars (252 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de la provision au titre du litige lié à Enron Corp. Notre ratio du capital de première catégorie s'est élevé à 13,0 %, en hausse de 400 points de base par rapport à 9,0 % à l'exercice précédent. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée de ces mesures, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Vue générale des exercices 2008 et 2007

En 2008, nous avons dégagé un bénéfice net de 4 555 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 17 % par rapport à 2007. Ce résultat reflétait principalement la hausse des pertes nettes totales liées au contexte du marché. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse des activités de montage de titres de participation et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ont également contribué à la diminution du bénéfice net. Nos résultats en 2007 tenaient compte d'un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron et par la croissance élevée des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine reflétant en partie les acquisitions effectuées, dont l'incidence a été compensée en partie par la compression des écarts. La hausse des revenus tirés des activités de négociation a également neutralisé en partie la diminution.

En 2007, nous avons dégagé un bénéfice net de 5 492 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 16 % par rapport à 2006. Nos solides résultats tenaient principalement à la croissance des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, aux résultats solides des activités d'assurance, aux résultats à la hausse au chapitre des activités de négociation de titres de participation et de marchandises et des opérations de change et aux importantes activités de montage de titres de participation de même qu'au gain comptabilisé au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation de pertes liées au contexte du marché en 2007 et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Résultats d'exploitation
Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008 (1)	2007
Intérêts créditeurs	20 543 \$	25 032 \$	26 547 \$
Intérêts débiteurs	9 037	15 984	18 845
Revenu net d'intérêt	11 506	9 048	7 702
Services de placement (2)	4 270	4 697	4 405
Activités d'assurance (3)	5 718	2 609	3 152
Activités de négociation	2 671	(96)	1 999
Services bancaires (4)	3 456	3 076	2 620
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 050	875	1 217
Autres (5)	435	1 373	1 367
Revenus autres que d'intérêt	17 600	12 534	14 760
Total des revenus	29 106	21 582	22 462
Dotations à la provision pour pertes sur créances	3 413	1 595	791
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (3)	4 609	1 631	2 173
Frais autres que d'intérêt	14 558	12 351	12 473
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	-	-
Bénéfice avant impôts	5 526	6 005	7 025
Charge d'impôts	1 568	1 369	1 392
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	100	81	141
Bénéfice net	3 858 \$	4 555 \$	5 492 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation (6)			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	2 294 \$	686 \$	(220) \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	2 671	(96)	1 999
Total	4 965 \$	590 \$	1 779 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (6)			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	3 304 \$	(259) \$	640 \$
Titres de participation	1 008	265	784
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	653	584	355
Total	4 965 \$	590 \$	1 779 \$
Actif moyen	695 300 \$	650 300 \$	581 000 \$
Marge nette d'intérêt	1,65 %	1,39 %	1,33 %
Taux d'imposition effectif (7)	28,4 %	22,8 %	19,8 %

- (1) Certains revenus liés aux activités de négociation constatés dans le secteur Marchés des Capitaux ont été reclassés du poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation au poste Revenu net d'intérêt afin de mieux refléter leur nature. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus.
- (2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde, et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (3) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances, et est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, le gain net (la perte nette) à la vente de titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et le gain ou la perte réalisé), les ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les opérations de titrisation.
- (6) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt.
- (7) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Total des revenus
2009 par rapport à 2008

Le total des revenus a augmenté de 7 524 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 2 458 millions de dollars, ou 27 %, principalement en raison de la diminution des coûts de financement relatifs à certaines positions liées aux activités de négociation. La croissance des dépôts et des prêts, qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes liés aux activités de nos services bancaires au Canada, et la prise en compte des résultats pour un exercice complet par suite de l'acquisition de RBTT et, dans une moindre mesure, de l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB) ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine, laquelle reflète la réduction historique des taux d'intérêt et la hausse du solde des prêts douteux liés principalement à nos services bancaires aux États-Unis. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,65 %, en hausse de 26 points de base.

Les revenus liés aux placements ont diminué de 427 millions de dollars, ou 9 %, principalement en raison de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients et à la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement, facteurs neutralisés en partie par la hausse des volumes de transactions.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 3 109 millions de dollars, en grande partie en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie et de la hausse des volumes de rentes, facteurs contrebalancés en grande partie par la hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance connexes. L'accroissement des volumes dans toutes les gammes d'activités a également contribué à l'augmentation. Pour des détails à ce sujet, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt se sont accrues de 2 767 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 4 965 millions de dollars, en hausse de 4 375 millions. Les revenus plus élevés tirés de nos activités de négociation, qui comprennent la réduction des pertes sur les titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, ont profité d'occasions favorables sur le marché, notamment la faiblesse historique des taux d'intérêt et l'accroissement des activités liées aux clients. L'augmentation tient également à la réduction des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, ainsi qu'aux gains découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés, comparativement aux pertes réalisées à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Incidence du contexte du marché.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 380 millions de dollars, ou 12 %, principalement en raison de l'amélioration des résultats des activités de titrisation auprès de clients et de prêts du secteur Marchés des Capitaux, de la hausse des produits tirés des frais bancaires dans tous les services bancaires et d'un ajustement favorable relatif à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 175 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui tient principalement à la hausse des activités de montage de titres de participation et de prêts, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont reculé de 938 millions de dollars en raison principalement de la comptabilisation de pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction au sein des secteurs Marchés

des Capitaux et Services de soutien généraux, comparativement aux gains réalisés à l'exercice précédent, situation qui reflète le resserrement de nos écarts de taux. Le recul tient également à la comptabilisation de pertes, contre des gains à l'exercice précédent, au titre des swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains portefeuilles de prêts consentis à de grandes entreprises au sein du secteur Marchés des Capitaux. Les pertes nettes liées aux titres disponibles à la vente se sont accrues de 8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, qui comprenait une perte de 144 millions de dollars sur les actions ordinaires de certaines banques canadiennes pour le deuxième semestre de 2009, laquelle a plus que contrebalancé la diminution des pertes liées au contexte du marché. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des revenus tirés de la titrisation de 708 millions de dollars principalement liée aux Services de soutien généraux, reflétant un niveau d'opérations de titrisation supérieur au niveau historique découlant de notre participation aux programmes de financement fédéraux. Un gain au titre du régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, comparativement à une perte à l'exercice précédent, a également contribué à l'augmentation. Pour plus de renseignements sur la perte comptabilisée relativement aux actions ordinaires de certaines banques canadiennes, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés.

Nos produits pour l'exercice ont bénéficié de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

2008 par rapport à 2007

Le total des revenus a diminué de 880 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2007.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 346 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de la baisse des frais de financement de certaines positions de négociation et de la croissance élevée des prêts et des dépôts des Services bancaires canadiens, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrues de 292 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des revenus liés aux services tarifés et aux opérations découlant

de nos acquisitions et de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont reculé de 543 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur neutralisé en grande partie par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. Les pertes sur les placements et la baisse des volumes de rentes ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la forte croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au Canada.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 2 095 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 590 millions de dollars, en baisse de 1 189 millions, ou 67 %, résultat qui tient en grande partie aux pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement aux titres détenus à des fins de transaction.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 456 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de la charge au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit en 2007, de l'amélioration des résultats liés à nos activités de syndication de prêts et de la hausse des revenus tirés des opérations de change.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont reculé de 342 millions de dollars, ou 28 %, en raison principalement du faible niveau des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus sont demeurés stables comparativement à 2007. Le gain lié aux ajustements à la juste valeur à l'égard des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction ainsi que les gains au titre des swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises ont eu une incidence favorable sur les revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés par les pertes liées au contexte du marché sur les titres disponibles à la vente et par le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. constaté en 2007.

Nos produits ont également subi l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Variation du revenu net d'intérêt (1)

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens)	2009 par rapport à 2008			2008 par rapport à 2007		
	Facteur d'augmentation (de diminution)			Facteur d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Canada	16 \$	(24)\$	(8)\$	7 \$	(5)\$	2 \$
États-Unis	15	(141)	(126)	60	(99)	(39)
Autres pays	(127)	(75)	(202)	114	(117)	(3)
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction	(378)	(443)	(821)	(525)	(1 234)	(1 759)
Titres disponibles à la vente	448	(343)	105	309	447	756
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(801)	(1 157)	(1 958)	(165)	(566)	(731)
Prêts						
Canada						
Prêts de détail	681	504	1 185	998	(2 934)	(1 936)
Prêts de gros	(204)	(1 060)	(1 264)	275	1 121	1 396
États-Unis	385	(769)	(384)	684	(763)	(79)
Autres pays	329	(1 345)	(1 016)	375	503	878
Total du revenu d'intérêt	364 \$	(4 853)\$	(4 489)\$	2 132 \$	(3 647)\$	(1 515)\$
Passif						
Dépôts						
Canada	221 \$	(1 698)\$	(1 477)\$	244 \$	(1 490)\$	(1 246)\$
États-Unis	161	(1 141)	(980)	115	(920)	(805)
Autres pays	(540)	(2 399)	(2 939)	1 654	(1 215)	439
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(265)	26	(239)	(54)	(418)	(472)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	4	(1 208)	(1 204)	(303)	(448)	(751)
Débitures subordonnées	9	(13)	(4)	24	(8)	16
Autres passifs portant intérêt	(1)	(103)	(104)	37	(79)	(42)
Total des frais d'intérêt	(411)\$	(6 536)\$	(6 947)\$	1 717 \$	(4 578)\$	(2 861)\$
Revenu net d'intérêt	775 \$	1 683 \$	2 458 \$	415 \$	931 \$	1 346 \$

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

Marge nette d'intérêt

2009 par rapport à 2008

La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,65 %, en hausse de 26 points de base, résultat qui traduit en grande partie la baisse des frais de financement de certaines positions liées aux activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux. Cette baisse a été neutralisée en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine qui reflète la faiblesse historique des taux d'intérêt et l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail au Canada, résultant de la hausse de la croissance des volumes de produits générant des marges plus faibles. Pour plus de détails, se reporter au tableau 66, à la rubrique Information financière supplémentaire.

2008 par rapport à 2007

La marge nette d'intérêt a augmenté de 6 points de base, résultat qui traduit en grande partie la baisse des frais de financement de certaines positions liées aux activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, en grande partie contrebalancée par la compression des écarts.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La qualité du crédit s'est détériorée par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète le cycle économique mondial. Pour plus de renseignements sur notre dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités.

2009 par rapport à 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'élève à 3,4 milliards de dollars, a augmenté de 1,8 milliard par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques de 1,4 milliard, essentiellement liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, à nos services bancaires aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises non garantis au Canada. Une augmentation de 424 millions de dollars de la dotation à la provision générale, principalement liée aux services bancaires aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux portefeuilles de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et de prêts de détail et de prêts aux entreprises au Canada, a aussi contribué à la hausse.

2008 par rapport à 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'élève à 1,6 milliard de dollars, a augmenté de 804 millions par rapport à 2007, ce qui reflète la hausse de 648 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, principalement imputable à la hausse des prêts douteux liés aux services bancaires aux États-Unis, essentiellement en ce qui a trait à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts commerciaux, ce qui reflète la détérioration de la conjoncture économique. Une augmentation de 156 millions de dollars de la dotation à la provision générale, qui reflète la croissance des volumes et la détérioration de la qualité du crédit à l'égard de notre portefeuille de prêts de détail au Canada et de nos portefeuilles de prêts bancaires aux États-Unis, a aussi contribué à la hausse.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

2009 par rapport à 2008

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 2 978 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui traduit en grande partie la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie et la hausse des coûts liés à l'augmentation des volumes de rentes, contrebalancées en grande partie dans les revenus. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur le secteur Assurances.

2008 par rapport à 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition ont diminué de 542 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à 2007. Cette diminution traduit principalement la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, laquelle a été contrebalancée en grande partie dans les revenus.

Frais autres que d'intérêt

2009 par rapport à 2008

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2 207 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent en grande partie en raison de la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation. Environ 60 % de la rémunération variable était basée sur les résultats, et le reste, sur les commissions de vente. L'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, qui comprend les coûts liés à l'effectif et les frais d'occupation découlant des acquisitions effectuées et reflète les charges pour un exercice complet par suite de l'acquisition de RBTT, de Ferris, Baker, Watts Inc. (FBW), d'ANB et de Philips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N), ainsi que l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'attention soutenue que nous portons à la gestion des coûts. Au dernier exercice, nos frais autres que d'intérêt ont profité de l'incidence favorable d'un montant de 542 millions de dollars lié à la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron.

2008 par rapport à 2007

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 122 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à 2007, résultat qui traduit en grande partie la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron. La baisse de la rémunération variable, qui reflète l'augmentation des pertes sur les instruments détenus à des fins de transactions liées au contexte du marché, l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et la baisse de la charge de rémunération à base d'actions liée aux activités de courtage aux États-Unis ont été partiellement contrebalancées par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les frais d'occupation découlant des acquisitions effectuées.

Frais autres que d'intérêt	Tableau 7		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Salaires	4 146 \$	3 845 \$	3 541 \$
Rémunération variable	3 561	2 689	2 975
Avantages sociaux et frais de rémunération au titre de la conservation de personnel	1 189	1 168	1 150
Rémunération à base d'actions	82	77	194
Ressources humaines	8 978 \$	7 779 \$	7 860 \$
Matériel	1 025	934	847
Frais d'occupation	1 045	926	839
Communications	761	749	723
Services professionnels et autres services externes	860	903	838
Autres charges	1 889	1 060	1 366
Frais autres que d'intérêt	14 558 \$	12 351 \$	12 473 \$

Dépréciation de l'écart d'acquisition

En 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars dans les résultats de notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux. La dépréciation reflète l'incidence continue de la détérioration de la conjoncture économique générale aux États-Unis, y compris le ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis et la baisse de la valeur de marché des banques américaines. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés.

Impôts

Nos activités sont assujetties à différents impôts et autres taxes, notamment les impôts sur les bénéfices et sur le capital levés par les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, et les impôts sur les bénéfices levés par les gouvernements des pays étrangers où nous exerçons nos activités. Des taxes sont également levées sur les dépenses et les fournitures liées au soutien de nos activités.

2009 par rapport à 2008

La charge d'impôts a augmenté de 199 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la baisse du bénéfice avant impôts en 2009. Le taux d'imposition effectif, qui se chiffrait à 22,8 % l'an dernier, a augmenté de 5,6 % pour s'établir à 28,4 %, en grande partie en raison de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Compte non tenu de cette charge, le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 24,0 %, soit une hausse de 1,2 %, qui est principalement imputable à la diminution du bénéfice déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi en 2009. Pour plus de détails sur le taux d'imposition effectif ajusté, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les autres taxes ont augmenté de 60 millions de dollars par rapport à 2008, en grande partie en raison de l'augmentation des taxes sur le capital, qui reflète la hausse des niveaux de capital et des taxes foncières, déduction faite de la reprise d'une provision cumulée découlant du règlement favorable d'une vérification fiscale portant sur les biens et services. En plus des impôts sur les bénéficiaires et des autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une charge d'impôts de 1 706 millions de dollars en 2009 (une économie d'impôts de 2 225 millions en 2008) dans les capitaux propres, soit une augmentation de 3 931 millions, qui reflète principalement l'augmentation des gains de change non réalisés, déduction faite des couvertures, des gains non réalisés à l'égard de notre portefeuille de titres disponibles à la vente et des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie.

2008 par rapport à 2007

La charge d'impôts a diminué de 23 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à 2007, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts observée en 2008. Le taux d'imposition effectif s'est chiffré à 22,8 % comparativement à 19,8 %. Cette hausse tient en grande partie à la baisse du bénéfice présenté par nos filiales en exploitation dans les territoires où les taux d'imposition sont plus faibles ainsi qu'au taux d'imposition plus élevé imputable à la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Canada en 2008 et par la hausse du revenu provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) en 2008.

Les autres taxes ont augmenté de 13 millions de dollars. La hausse des cotisations sociales, des taxes d'affaires et des taxes foncières a été

compensée en partie par la baisse des impôts sur le capital découlant de la diminution de l'assiette des impôts sur le capital au Canada et par la réduction de la taxe sur les produits et services.

Impôts	Tableau 8		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008	2007
Impôts sur les bénéficiaires	1 568 \$	1 369 \$	1 392 \$
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	180 \$	204 \$	208 \$
Cotisations sociales	249	242	227
Taxes sur le capital	161	104	117
Taxes foncières (1)	115	103	97
Taxes sur les primes d'assurance	46	42	41
Taxes d'affaires	20	16	8
	771 \$	711 \$	698 \$
Total des impôts sur les bénéficiaires et des autres taxes	2 339 \$	2 080 \$	2 090 \$
Bénéfice net avant impôts	5 526 \$	6 005 \$	7 025 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéficiaires	28,4 %	22,8 %	19,8 %
Taux d'imposition effectif total (2)	37,1 %	31,0 %	27,1 %

- (1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.
- (2) Total de la charge d'impôts et des autres taxes en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes.

Information financière trimestrielle

Rendement au quatrième trimestre de 2009

Nous avons dégagé un bénéfice net de 1 237 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 117 millions, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation, y compris la réduction des pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, qui ont été neutralisés en partie par l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable. L'augmentation est également attribuable à la diminution des pertes nettes liées aux titres disponibles à la vente, à l'amélioration des activités de montage de titres de participation et à la croissance des volumes liés aux services bancaires et aux services d'assurance au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nos résultats à l'exercice précédent avaient été touchés de façon favorable par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron.

Le total des revenus a progressé de 2 390 millions de dollars, en raison des revenus à la hausse tirés des activités d'assurance, qui découlent principalement de la variation de la juste valeur des placements et de l'augmentation des volumes de rentes, qui sont compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, y compris la diminution des pertes liées au contexte du marché. La baisse des pertes nettes sur les titres disponibles à la vente, l'amélioration des activités de montage de titres de participation dans le secteur Marché des Capitaux, la croissance des volumes dans le secteur des Services bancaires canadiens et la hausse des volumes de transactions dans le secteur Gestion de patrimoine ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements comptables cumulatifs des périodes antérieures et par les pertes découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, alors que des gains avaient été constatés à l'exercice précédent. Une provision de 52 millions de dollars (39 millions après impôts) au titre de la restructuration de certains fonds communs de placement liés à nos services bancaires dans les Antilles a également eu une incidence défavorable sur les revenus.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 264 millions de dollars, ou 43 %, par rapport à l'exercice

précédent, résultat qui reflète essentiellement la hausse des provisions spécifiques liées à des clients précis de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. L'augmentation des taux de pertes liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et à notre portefeuille de prêts aux particuliers non garanti au Canada, de même que l'incidence de 28 millions de dollars découlant de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, intitulé Instruments financiers – comptabilisation et évaluation, aux termes desquelles certains titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur et touchant principalement nos services bancaires aux États-Unis ont été reclassés dans les prêts, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée à nos services bancaires aux États-Unis, laquelle reflète la stabilisation de la qualité de l'actif, principalement en ce qui concerne nos activités de financement de constructeurs résidentiels. La dotation à la provision générale s'est accrue de 11 millions de dollars pour s'établir à 156 millions comparativement à la dotation à la provision générale de 145 millions de l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la détérioration du crédit lié à nos services bancaires aux États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur le reclassement, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 408 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de l'augmentation des volumes de rentes, qui ont dans les deux cas été compensés en grande partie dans les revenus. Des ajustements défavorables des provisions techniques découlant des mesures prises par la direction et des modifications apportées aux hypothèses ont également contribué à la hausse.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 617 millions de dollars, ou 21 %, en grande partie en raison de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable attribuable à la hausse des activités de négociation, et ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de porter à la gestion des coûts. Les frais autres que d'intérêt comptabilisés à l'exercice précédent avaient été touchés de façon favorable par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron.

Analyse des résultats et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les

conditions du marché, ainsi que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres.

Résultats trimestriels
Tableau 9

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêt	2 876 \$	2 900 \$	2 898 \$	2 832 \$	2 629 \$	2 221 \$	2 131 \$	2 067 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 583	4 923	3 863	4 231	2 440	3 691	2 823	3 580
Total des revenus	7 459 \$	7 823 \$	6 761 \$	7 063 \$	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances dans les filiales	883	770	974	786	619	334	349	293
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 322	1 253	958	1 076	(86)	553	548	616
Frais autres que d'intérêt	3 606	3 755	3 575	3 622	2 989	3 272	2 970	3 120
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000	–	–	–	–	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 648 \$	2 045 \$	254 \$	1 579 \$	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$
Impôts sur les bénéfices	389	449	266	464	428	442	156	343
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	22	35	38	5	(1)	49	3	30
Bénéfice net (perte nette)	1 237 \$	1 561 \$	(50)\$	1 110 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$
Bénéfice par action – de base	0,83 \$	1,06 \$	(0,07)\$	0,78 \$	0,82 \$	0,93 \$	0,70 \$	0,96 \$
– dilué	0,82 \$	1,05 \$	(0,07)\$	0,78 \$	0,81 \$	0,92 \$	0,70 \$	0,95 \$
Bénéfice net (perte nette) sectoriel								
Services bancaires canadiens	717 \$	669 \$	581 \$	696 \$	676 \$	709 \$	604 \$	673 \$
Gestion de patrimoine	161	168	126	128	116	186	182	181
Assurances	104	167	113	112	59	137	104	89
Services bancaires internationaux	(125)	(95)	(1 126)	(100)	(206)	(16)	38	31
Marchés des Capitaux	561	562	420	225	584	269	13	304
Services de soutien généraux	(181)	90	(164)	49	(109)	(23)	(13)	(33)
Bénéfice net (perte nette)	1 237 \$	1 561 \$	(50)\$	1 110 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$
Taux d'imposition effectif	23,6 %	22,0 %	104,7 %	29,4 %	27,7 %	25,2 %	14,4 %	21,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,924 \$	0,900 \$	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges essentiellement. Le troisième et le quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ont généralement tendance à ralentir, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Aperçu des résultats consolidés

L'économie et les conditions du marché se sont détériorées pendant la majeure partie de la période, et notre bénéfice net a été touché de façon défavorable par la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi que par les pertes nettes totales liées au contexte du marché. La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale augmenté, particulièrement au cours des cinq derniers trimestres, tandis que les pertes liées au contexte du marché se sont atténuées depuis le premier trimestre de 2009. Nos résultats ont aussi été touchés par les divers autres éléments dont il est fait mention ci-après.

- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, ce qui a entraîné une perte nette de 50 millions pour le trimestre, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 104,7 %. Compte non tenu de cette charge, le bénéfice net ajusté pour le trimestre s'est chiffré à 950 millions de dollars et le taux d'imposition effectif ajusté, à 21,2 %, situation qui tient au fait que la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition n'est pas déductible.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige lié à Enron.
- Le dollar canadien s'est déprécié grandement, en moyenne, par rapport au dollar américain entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009, et il s'est considérablement apprécié depuis le troisième trimestre de 2009. Ces fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence sur notre bénéfice net consolidé au cours de la période.

Analyse des tendances

De façon générale, nos résultats trimestriels se sont améliorés comparativement à ceux des trimestres correspondants de l'exercice précédent. Cependant, pour les deux premiers trimestres de 2009, nos résultats ont diminué par rapport aux trimestres correspondants de 2008. Pour les deux derniers trimestres de 2009, nos résultats se sont améliorés par rapport aux trimestres correspondants de 2008 en raison du solide rendement enregistré dans la plupart de nos activités par suite de l'amélioration de la conjoncture.

Les revenus ont de façon générale fluctué au cours de la période. L'augmentation des revenus tient essentiellement aux revenus élevés tirés de certaines de nos activités de négociation sur les marchés financiers et aux variations de la juste valeur des portefeuilles de placement garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie du secteur Assurances découlant de la volatilité du marché, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. De même, les revenus à la hausse tirés des services bancaires, qui tiennent à la croissance élevée des volumes et reflètent en partie nos acquisitions, de même que la croissance des revenus tirés de nos activités de gestion de patrimoine, laquelle découle essentiellement de nos acquisitions, ont également contribué aux résultats. Les revenus ont été touchés de façon défavorable par les pertes totales liées au contexte du marché principalement à la fin de 2008 et au début du premier semestre de 2009, par la réduction des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, par la baisse des volumes de transactions et par la compression des écarts liés à nos services bancaires et services de gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale affiché une importante tendance à la hausse au cours de la période, en raison de la faiblesse de la conjoncture économique. Nous avons également accru nos provisions générales, qui ont été particulièrement élevées au cours des cinq derniers trimestres, en raison essentiellement de la détérioration du crédit principalement liée à la conjoncture économique. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours des huit derniers trimestres, en raison principalement de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant des revenus à la hausse tirés des activités de négociation, de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'incidence de nos acquisitions, et de l'incidence de l'affaiblissement général du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours des huit derniers trimestres, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des

territoires où les taux d'imposition sont différents et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Les pertes liées au contexte du marché et la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, qui ont été comptabilisées en fonction de taux d'imposition plus élevés, la charge

au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de même que la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi ont également influé sur notre taux d'imposition effectif au cours de la période.

Résultats des secteurs d'exploitation

Résultats par secteur d'exploitation								Tableau 10	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009							2008	2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total	Total	Total
Revenu net d'intérêt	6 947 \$	397 \$	– \$	1 687 \$	3 399 \$	(924)\$	11 506 \$	9 048 \$	7 702 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 943	3 683	5 715	903	3 524	832	17 600	12 534	14 760
Total des revenus	9 890 \$	4 080 \$	5 715 \$	2 590 \$	6 923 \$	(92)\$	29 106 \$	21 582 \$	22 462 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 275	–	–	980	702	456	3 413	1 595	791
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	4 609	–	–	–	4 609	1 631	2 173
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	1 000	–	–	1 000	–	–
Frais autres que d'intérêt	4 729	3 262	559	2 346	3 628	34	14 558	12 351	12 473
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	3 886 \$	818 \$	547 \$	(1 736)\$	2 593 \$	(582)\$	5 526 \$	6 005 \$	7 025 \$
Bénéfice net	2 663 \$	583 \$	496 \$	(1 446)\$	1 768 \$	(206)\$	3 858 \$	4 555 \$	5 492 \$
Rendement des capitaux propres	35,9 %	14,2 %	37,0 %	(19,4)%	21,0 %	(10,4)%	11,9 %	18,1 %	24,7 %
Rendement du capital de risque	48,4 %	49,2 %	42,9 %	(49,1)%	24,3 %	(26,0)%	19,5 %	29,6 %	37,4 %
Actif moyen	258 900 \$	20 500 \$	13 100 \$	63 700 \$	347 900 \$	(8 800)\$	695 300 \$	650 300 \$	581 000 \$

(1) Le revenu net d'intérêt, le total des revenus et le bénéfice net avant impôts du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent est éliminée dans le secteur Services de soutien généraux. Des précisions sont fournies à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent tous les revenus et toutes les charges pertinentes qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction à l'égard de ces résultats.

Les aspects importants concernant la gestion de nos secteurs d'exploitation et la présentation de l'information sectorielle sont les suivants :

- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires canadiens tiennent compte des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés canadiens ainsi que des montants connexes au titre des revenus et de la provision spécifique pour pertes sur créances.
- Les résultats déclarés des secteurs Gestion de patrimoine, Assurances et Services bancaires internationaux comprennent des données libellées en dollars américains, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de certains secteurs d'activité en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Assurances tiennent compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurances vie et maladie constatés dans les revenus, laquelle est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- Les résultats déclarés du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent, ce qui signifie que le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) est majoré au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. Nous comptabilisons l'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent dans le secteur Services de soutien généraux. Nous estimons qu'il est utile d'effectuer ces majorations afin de refléter la façon dont le secteur Marchés des Capitaux gère ses activités, car ces majorations accroissent la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les revenus imposables et nos principales sources qui présentent un avantage sur le plan fiscal. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables présentées par d'autres institutions financières.

- Les résultats du secteur Services de soutien généraux comprennent les résultats de toutes les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribués à nos cinq secteurs d'exploitation, notamment la volatilité liée aux activités de trésorerie, la titrisation ainsi que les charges nettes liées au capital non attribué.
- Des provisions spécifiques sont comptabilisées afin de constater les pertes estimatives sur nos prêts classés à titre de prêts douteux. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances est prise en compte dans les résultats de chaque secteur d'exploitation, de manière à refléter les charges pertinentes liées à la conduite des activités de chacun de ces secteurs d'exploitation. Une provision générale est établie afin de couvrir les pertes sur créances estimatives à l'égard de nos portefeuilles de prêts qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. Les variations de la provision générale sont prises en compte dans le secteur Services de soutien généraux, car la Gestion des risques du Groupe exerce un contrôle sur cette provision en assurant la surveillance et le suivi des divers portefeuilles de prêts au sein de l'entreprise.

Principales méthodes

Les informations suivantes mettent en évidence les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Attribution des charges

Afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs activités, nous ventilons les coûts engagés ou les services fournis par les groupes Exploitation et technologie et Fonctions, lorsque ceux-ci ont été engagés ou fournis. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à nos secteurs d'exploitation, y compris les coûts indirects et les autres charges indirectes, nous utilisons notre cadre d'information de gestion pour attribuer ces coûts à chaque secteur d'exploitation d'une manière qui reflète les avantages sous-jacents.

Attribution du capital

Notre cadre d'information de gestion sert également à déterminer l'attribution du capital à nos secteurs d'exploitation, d'une manière visant à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents liés aux activités de chaque secteur d'exploitation. Le montant de capital attribué à chaque secteur d'exploitation constitue le capital attribué. Le capital non attribué, de

même que les charges nettes connexes, est présenté dans le secteur Services de soutien généraux. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter aux rubriques Gestion du capital et Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Prix de cession interne des fonds

Une méthode d'établissement des prix de cession interne des fonds sert à attribuer à chaque secteur d'exploitation les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs liés à chaque produit. Ce processus d'attribution tient compte des risques de taux d'intérêt, d'illiquidité et de financement de chacun de nos secteurs d'exploitation ainsi que des exigences réglementaires auxquelles ceux-ci doivent se conformer. Nous basons le prix de cession interne sur les coûts de marché externes, et chaque secteur d'exploitation assume intégralement les coûts liés à l'exploitation de ses activités. Sous réserve de l'approbation de la direction, il se pourrait que nos secteurs d'exploitation demeurent exposés à certains risques de taux d'intérêt liés au cours normal des activités.

Changements apportés en 2009

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à nos secteurs d'exploitation au cours de l'exercice, de manière à refléter la façon dont chaque secteur d'activité est géré. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés, et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

- Nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité, à savoir le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations et le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement.
- Nous avons restructuré le secteur Assurances en trois secteurs d'activité, à savoir le secteur Assurances – Canada, le secteur Assurances – États-Unis et le secteur Assurances et autres activités – International.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux rubriques Marchés des Capitaux et Assurances.

Services bancaires canadiens

Les Services bancaires canadiens se composent de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays et de certains services de placement s'adressant aux épargnants, et ils sont divisés en trois secteurs d'activité, à savoir Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise et Solutions cartes et paiements. Les Services bancaires canadiens fournissent un vaste éventail de produits et services financiers à plus de 10 millions de particuliers et d'entreprises clients par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires (GAB), de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne. Les services bancaires dans le secteur des services financiers au Canada sont offerts par 22 banques de l'annexe I, par 47 sociétés de fiducie indépendantes, ainsi que par 26 banques étrangères (et un certain nombre de coopératives d'épargne et de crédit et de caisses populaires). Malgré ce contexte concurrentiel, nous sommes un chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la plupart des produits financiers de détail et nous possédons le plus important réseau de succursales, le plus grand nombre de GAB et le plus vaste réseau de ventes hors succursale au Canada.

Bilan de l'exercice

- Nous avons porté notre attention sur la gestion des coûts au cours de l'exercice et nous avons mis en œuvre plusieurs importantes initiatives de transformation qui visent à accroître notre productivité au chapitre des ventes et du service et à améliorer les processus à l'aide de mesures de rationalisation et d'automatisation.
- Nous avons annoncé le lancement de la carte de crédit WestJet émise par RBC et MasterCard. Cette nouvelle carte, qui est assortie de primes-voyages, offre des récompenses aux clients qui voyagent

en Amérique du Nord et dans les Antilles avec WestJet. Par suite du lancement de cette carte, nous sommes la première grande institution financière canadienne à offrir à la fois les cartes MasterCard et Visa.

- Nous avons élargi notre populaire programme RBC Récompenses sur cartes de crédit de manière qu'il s'applique à des produits et services bancaires supplémentaires, afin de récompenser nos clients réguliers.

Revue économique et revue des marchés

Le ralentissement économique a influé sur nos résultats et entraîné une augmentation des pertes sur créances liées à tous nos portefeuilles de prêts. Les faibles taux d'intérêt historiques ont contribué à la forte croissance de nos activités liées au financement aux fins d'accession à la propriété; ils ont toutefois entraîné une importante compression des écarts. La réduction des dépenses des entreprises s'est traduite par une forte croissance des dépôts et des placements des entreprises et par une croissance modérée de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Les clients se sont tournés vers des produits de placement comportant des risques plus faibles, tels que nos certificats de placement garanti (CPG) et nos produits de dépôt et les fonds du marché monétaire à court terme, en raison de la volatilité des marchés des actions. Notre position sur le marché s'est améliorée, particulièrement en ce qui concerne le financement automobile et le crédit-bail, car certains concurrents étrangers et concurrents exerçant leurs activités dans des marchés à créneaux se sont retirés du marché canadien ou ont réduit leur présence sur ce marché. Pour de plus amples renseignements sur notre revue économique générale, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009.

Faits saillants du secteur Services bancaires canadiens

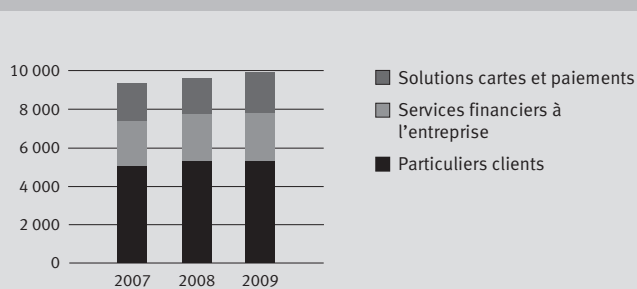
Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêt	6 947 \$	6 718 \$	6 353 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 943	2 868	2 976
Total des revenus	9 890 \$	9 586 \$	9 329 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 275	867	788
Frais autres que d'intérêt	4 729	4 758	4 748
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	3 886 \$	3 961 \$	3 793 \$
Bénéfice net	2 663 \$	2 662 \$	2 545 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres	35,9 %	38,1 %	34,9 %
Rendement du capital de risque	48,4 %	52,2 %	48,1 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,76 %	2,98 %	3,17 %
Levier d'exploitation	3,8 %	2,6 %	6,5 %
Principales données moyennes figurant au bilan			
Total de l'actif (2)	258 900 \$	232 300 \$	207 500 \$
Total des actifs productifs (2)	251 600	225 600	200 400
Prêts et acceptations (2)	249 600	225 000	199 200
Dépôts	172 600	155 000	147 100
Capital attribué	7 250	6 900	7 200
Capital de risque	5 400	5 050	5 250
Autres renseignements			
Biens administrés	133 800 \$	109 500 \$	120 200 \$
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	23 280	24 222	23 930
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,50 %	0,36 %	0,35 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,51 %	0,39 %	0,39 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total.

(2) Le total de la moyenne de l'actif, le total de la moyenne des actifs productifs et la moyenne des prêts et des acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 37 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (22 milliards et 4 milliards en 2008; 19 milliards et 4 milliards en 2007).

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2009 par rapport à 2008

Le bénéfice net est demeuré inchangé, résultat qui tient au fait que la forte croissance des volumes au chapitre des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises et la gestion efficace des coûts ont été neutralisées entièrement par la hausse considérable de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 304 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à l'exercice précédent, reflétant en grande partie la forte croissance des volumes d'activités liées au financement aux fins d'accession à la propriété et des dépôts des particuliers et des entreprises, ainsi que de l'ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours du présent exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts découlant des taux d'intérêt considérablement plus bas et par la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle tient à la dépréciation du capital.

La marge nette d'intérêt a reculé de 22 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les faibles taux d'intérêt historiques, la hausse des coûts de financement à terme et l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits, résultant de la hausse de la croissance des volumes de produits générant des marges plus faibles, y compris les dépôts des particuliers et les activités de financement aux fins d'accession à la propriété.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 408 millions de dollars, ou 47 %, en raison de l'accroissement des taux de pertes liés à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis et du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui tiennent principalement à la conjoncture de récession. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 29 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient essentiellement à l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment à la réduction de l'effectif s'inscrivant dans le cadre des initiatives au chapitre de la productivité et à la baisse des charges de retraite et des coûts liés aux avantages sociaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts opérationnels engagés à l'appui de la croissance du volume d'activités et de l'expansion du réseau de succursales.

La moyenne de l'actif s'est accrue de 27 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement du maintien de la croissance élevée des activités liées au financement aux fins d'accession à la propriété et des prêts aux particuliers. La moyenne des dépôts a augmenté de 18 milliards

de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la forte croissance des dépôts des particuliers et des entreprises.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a augmenté de 117 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à 2007, résultat qui reflète la forte croissance des volumes enregistrée et notre gestion des coûts efficace, qui ont été neutralisées en partie par la compression des écarts et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 257 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et la hausse des revenus tirés des opérations de change, des frais bancaires et des frais de placement liés aux fonds communs de placement, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts. Nos résultats en 2007 comprenaient le gain relatif au rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne effectué dans le cadre de la restructuration de Visa Inc., lequel a été neutralisé en partie par un ajustement défavorable lié au passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 19 points de base, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail, ainsi que la baisse des taux d'intérêt et les pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 79 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète la croissance des portefeuilles et l'augmentation des taux de pertes liés aux portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêt se sont chiffrés à 4 758 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé qui tient au fait que la hausse des frais liés aux équipes de vente et de service de notre réseau de succursales bancaires engagés à l'appui de la croissance des activités et des dépenses liées aux projets a été neutralisée en grande partie par la diminution des coûts liés aux services de soutien opérationnel et aux infrastructures.

Perspectives et priorités

La reprise prévue de la croissance de l'économie en 2010, la hausse des dépenses de consommation et le maintien de faibles taux d'intérêt donneront lieu à une forte croissance des prêts de consommation, particulièrement en ce qui concerne le financement aux fins d'accession à la propriété. D'autres améliorations prévues sur les marchés des actions devraient contribuer à redonner confiance aux consommateurs et se traduire par une plus forte croissance de nos fonds communs de placement. Nous nous attendons à ce que la croissance des prêts aux entreprises accuse un retard par rapport à la reprise économique, compte tenu de la hausse des niveaux de liquidité et de la capacité excédentaire. Nous prévoyons que le taux de chômage atteindra un sommet au début de 2010; les pertes sur créances resteront donc vraisemblablement élevées. Pour de plus amples renseignements sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2010.

Principales priorités stratégiques pour 2010

- Nous comptons continuer à fournir une expérience client supérieure.
- Nous comptons continuer à simplifier nos activités commerciales en éliminant toute complexité et en automatisant les principaux processus.
- Nous comptons favoriser la collaboration et la convergence de l'effectif et des canaux afin d'accroître l'engagement et la productivité des membres du personnel et de renforcer nos capacités de distribution.

Analyse des secteurs d'activité

Particuliers clients

Le secteur d'activité Particuliers clients vise à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits et de services de financement et de placement tels que du financement aux fins d'accession à la propriété, des prêts aux particuliers, des comptes de dépôt, des fonds communs de placement ainsi que des comptes de courtage autogéré, des CPG et des services de gestion privée au Canada. Nous occupons le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits bancaires aux particuliers et nous possédons le plus vaste réseau de services bancaires de détail au Canada, lequel se compose de 1 197 succursales et de 4 214 GAB.

Rendement financier

Le total des revenus est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice précédent, puisque l'incidence des plus faibles taux d'intérêt concernant les écarts liés aux dépôts et la baisse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, qui découlent de la dépréciation du capital, ont neutralisé la croissance élevée des volumes d'activités liées au financement aux fins d'accession à la propriété et des comptes de dépôt, ainsi que la hausse des écarts liés aux prêts.

La moyenne des soldes des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 9 % par rapport à l'exercice précédent, en raison des faibles taux d'intérêt historiques et de la solidité du marché de l'habitation. La moyenne des dépôts des particuliers s'est accrue de 19 % comparativement à l'exercice précédent, résultat qui tient au succès

continu de nos principaux comptes d'épargne et à la préférence des clients pour un niveau de risque réduit.

Faits saillants	Tableau 12		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	5 305 \$	5 315 \$	5 082 \$
Autres renseignements (soldes moyens)			
Prêts hypothécaires résidentiels	141 800	129 800	113 200
Prêts aux particuliers	53 000	43 700	38 700
Dépôts des particuliers	49 000	41 200	35 500
CPG de particuliers	58 000	55 600	57 900
Soldes des fonds communs de placement (1)	63 300	58 000	66 900
Biens administrés – courtage autogéré (1)	35 500	26 500	28 300
Ouvertures de nouveaux comptes (en milliers)	990	1 129	1 066
Nombre de :			
Succursales	1 197	1 174	1 146
Guichets automatiques bancaires	4 214	4 149	3 946

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

Services financiers à l'entreprise

Les Services financiers à l'entreprise offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de location, de dépôt, de placement, de change, de gestion de la trésorerie et de négociation aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients des secteurs de l'agriculture et du négoce agricole dans l'ensemble du Canada. Notre vaste réseau de services bancaires à l'entreprise se compose de plus de 100 centres bancaires et regroupe plus de 2 000 gestionnaires de comptes commerciaux. Notre engagement ferme envers nos clients nous a permis de nous classer au premier rang en ce qui concerne notre part du marché des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises.

Rendement financier

Le total des revenus est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice précédent, puisque la croissance élevée des volumes de dépôts et l'amélioration des écarts liés aux prêts ont neutralisé la diminution des marges liées aux dépôts découlant de la faiblesse historique des taux d'intérêt.

Au cours de l'exercice, les entreprises ont accru leurs niveaux de liquidités. Cette situation a donné lieu à une forte croissance de 13 % des dépôts des entreprises, mais elle a entraîné une baisse de la demande pour le crédit et limité la croissance de nos prêts aux entreprises à 6 %.

Solutions cartes et paiements

Les Solutions cartes et paiements offrent une vaste gamme de cartes de crédit pratiques et personnalisées ainsi que de produits et solutions connexes. Nous avons plus de six millions de comptes de cartes de crédit, et notre part de marché au chapitre des volumes d'achat par carte de crédit au Canada s'élève à environ 20 %.

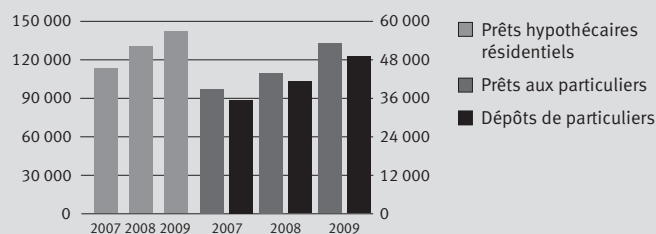
Les activités de ce secteur comprennent également notre participation de 50 % dans Solutions Moneris Inc., la coentreprise de traitement des opérations sur cartes de crédit à l'intention des commerçants formée avec la Banque de Montréal.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 298 millions de dollars, ou 16 %, comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'accroissement des écarts découlant de la baisse des coûts de financement et de la hausse des volumes de transactions. L'augmentation reflète aussi un ajustement favorable de 52 millions de dollars lié au passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, qui tient aux modifications favorables apportées aux hypothèses concernant le coût du programme. Un gain de 18 millions de dollars au titre de la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa au cours du présent exercice, comparativement à une perte de 29 millions au rachat obligatoire de nos actions de Visa Inc. lié au premier appel public à l'épargne effectué par Visa à l'exercice précédent, a aussi contribué à l'augmentation.

Les soldes sont demeurés dans l'ensemble inchangés par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète la baisse de la croissance générale du marché ainsi que les stratégies mises en œuvre au début de 2009 afin de

Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des dépôts des particuliers (en millions de dollars canadiens)

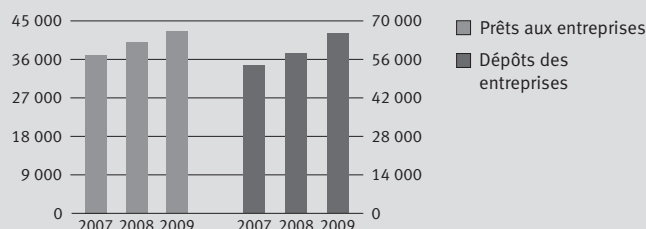


Faits saillants

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	2 457 \$	2 441 \$	2 301 \$
Autres renseignements (soldes moyens)			
Prêts aux entreprises (1)	42 400	39 900	36 900
Dépôts des entreprises (2)	65 400	58 000	53 700

- (1) Comprend les prêts aux petites entreprises traités à titre de prêts de détail ou de gros.
(2) Comprend les soldes des CPG.

Moyenne des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises (en millions de dollars canadiens)

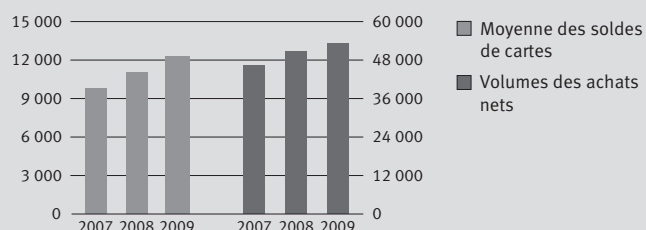


limiter les pertes sur créances durant la récession, dans le cadre desquelles nous avons notamment réduit nos programmes de commercialisation et de publipostage direct.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	2 128 \$	1 830 \$	1 946 \$
Autres renseignements			
Moyenne des soldes de cartes	12 500	12 400	11 200
Volumes des achats nets	53 200	52 600	47 200

Moyenne des soldes de cartes et volumes des achats nets (en millions de dollars canadiens)



La Gestion de patrimoine regroupe la Gestion de patrimoine – Canada, la Gestion de patrimoine – États-Unis et International et la Gestion mondiale d'actifs. Ce secteur offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine, en Europe et en Asie, y compris une gamme complète de solutions de placements, de services de fiducie et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également aux institutions et aux particuliers faisant partie de notre clientèle des produits de gestion d'actifs, par l'entremise de nos réseaux de distribution RBC et de tiers distributeurs. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

Bilan de l'exercice

- Nous avons su tirer parti de la solidité et de la stabilité de RBC pour attirer des professionnels ayant un contact direct avec les clients, dans le cadre de campagnes d'embauche proactives organisées dans chacun de nos secteurs d'activité. Nous avons embauché plus de 158 conseillers financiers et professionnels ayant un contact direct avec les clients au Canada, aux États-Unis et à l'étranger.
- Nous avons conclu l'acquisition de Mourant Private Wealth et avons intégré avec succès les activités de FBW et de J.B. Hanauer & Co. (JBH), deux sociétés acquises, aux activités de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International. Nous avons également annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition de l'unité de services de soutien aux conseillers en placement inscrits externes de J.P. Morgan. Cette acquisition nous permettra d'accroître la portée et l'ampleur de nos services de garde et de compensation (1).
- Nous avons réalisé d'importants progrès relativement à l'intégration des activités de Phillips, Hager & North (PH&N), une société que nous avons acquise, et nous avons restructuré nos activités de gestion d'actifs au Canada et aux États-Unis en nous concentrant sur

trois types de services présentant des occasions, soit i) les services de gestion d'actifs au détail au Canada, à l'égard desquels nous avons continué d'afficher des ventes et un rendement solides, les ventes nettes de fonds à long terme s'étant chiffrées à 2,1 milliards de dollars en 2009; ii) les services de gestion d'actifs institutionnels au Canada, pour lesquels nous occupons le troisième rang en importance au Canada au chapitre des biens sous gestion; iii) les services de gestion d'actifs aux États-Unis, dans le cadre desquels nous avons repositionné les services de Voyageur Asset Management afin d'assurer leur croissance.

- Nous avons été désignés « Maison de gestion privée hors pair en Amérique du Nord » par *Private Banker International*. Ce prix reconnaît notre solidité, notre stabilité et notre leadership.

Revue économique et revue des marchés

Les valeurs des actifs tarifés des clients et les volumes de transactions ont été touchés par la faiblesse continue des conditions du marché au début de 2009. Cependant, les améliorations survenues au deuxième semestre ont neutralisé en partie ce facteur, en raison de l'appréciation du capital et de la confiance accrue des investisseurs, qui ont donné lieu à une hausse des volumes de transactions et des ventes nettes. De plus, un petit nombre de concurrents ont réduit leurs activités en raison des perturbations sur les marchés, tandis que nous avons continué à accroître notre part du marché et à embaucher un nombre record de professionnels ayant un contact direct avec les clients, principalement en ce qui concerne les services de gestion de patrimoine aux États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur notre revue économique générale, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009.

- (1) L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être conclue au deuxième trimestre de 2010.

Faits saillants du secteur Gestion de patrimoine

Tableau 15

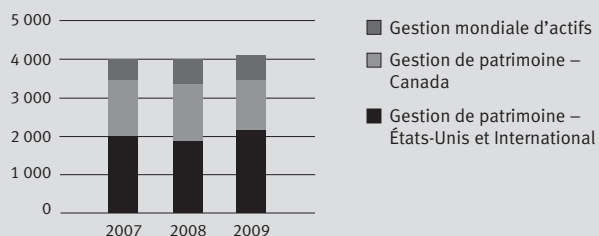
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêt	397 \$	468 \$	427 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	2 154	2 276	2 109
Revenus tirés des transactions et autres revenus	1 529	1 243	1 456
Total des revenus	4 080 \$	3 987 \$	3 992 \$
Frais autres que d'intérêt	3 262	3 038	2 902
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	818 \$	948 \$	1 089 \$
Bénéfice net	583 \$	665 \$	762 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres	14.2 %	23.3 %	32.4 %
Rendement du capital de risque	49.2 %	64.9 %	65.1 %
Marge avant impôts (1)	20.0 %	23.8 %	27.3 %
Principales données moyennes figurant au bilan			
Total de l'actif	20 500 \$	16 900 \$	16 600 \$
Prêts et acceptations	5 800	5 200	4 600
Dépôts	31 500	26 900	24 900
Capital attribué	3 900	2 800	2 300
Capital de risque	1 100	1 000	1 150
Autres renseignements			
Revenus par conseiller (en milliers) (2)	670 \$	731 \$	787 \$
Biens administrés	502 300	495 100	488 500
Biens sous gestion	245 700	222 600	161 200
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	10 818	10 954	9 621
Nombre de conseillers (3)	4 504	4 346	3 811
Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains	2009 par rapport à 2008		
Total des revenus : augmentation (diminution)	197 \$		
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	163		
Bénéfice net : augmentation (diminution)	33		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1 00 \$ CA en dollars américains	(11)%		

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2009 par rapport à 2008

Le bénéfice net pour l'exercice s'est établi à 583 millions de dollars, en baisse de 82 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la réduction de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la compression des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions, une perte ayant été constatée à l'exercice précédent, par la comptabilisation de provisions liées au Reserve Primary Fund et aux titres à enchères à l'exercice précédent, de même que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la prise en compte des résultats pour l'exercice complet de PH&N, une société que nous avons acquise.

Le total des revenus a augmenté de 93 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation tient également à un gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, une perte ayant été constatée à l'exercice précédent, et à l'accroissement des volumes de transactions découlant de la prise en compte des résultats de FBW pour l'exercice complet. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la diminution des revenus tirés des services tarifés, laquelle reflète la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, facteur contrebalancé en partie par la prise en compte des revenus de PH&N pour l'exercice complet et par la compression des écarts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 224 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le résultat à la hausse est aussi imputable à l'accroissement des coûts liés à l'infrastructure et à l'effectif engagés à l'appui de la croissance des activités, qui reflètent en grande partie la prise en compte des charges de PH&N et de FBW pour l'exercice et l'embauche de conseillers chevronnés ayant un contact direct avec les clients, ainsi qu'à l'augmentation de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, par la comptabilisation, à l'exercice précédent, de provisions au titre de l'entente visant le soutien des clients de FBW ayant investi dans le Reserve Primary Fund, ainsi que par la quote-part du secteur Gestion de patrimoine du règlement lié aux titres à enchères intervenu avec les autorités de réglementation américaines.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net pour l'exercice s'est établi à 665 millions de dollars, en baisse de 97 millions, ou 13 %, par rapport à 2007, en raison principalement de la réduction des volumes de transactions, d'une perte au titre de notre régime de rémunération à base d'actions et de l'inci-

dence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients pendant presque tout l'exercice 2008.

Le total des revenus est demeuré essentiellement inchangé par rapport à 2007. La hausse des revenus tirés des services tarifés découlant des ventes nettes plus élevées, l'embauche de conseillers chevronnés et l'apport de PH&N, une société que nous avons acquise, ont été touchés par l'importante dépréciation du capital au deuxième semestre, en raison de la baisse générale de la valeur des biens. La hausse des revenus tirés des transactions découlant de l'acquisition de JBH et de FBW a été contrebalancée en partie par la baisse du volume de transactions liées à nos services de courtage traditionnel et par la perte au titre de notre régime de rémunération à base d'actions. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a également eu une incidence défavorable sur les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 136 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à l'infrastructure et à l'effectif engagés à l'appui de la croissance des activités, principalement les acquisitions effectuées. L'augmentation reflète également les provisions au titre du Reserve Primary Fund et des titres à enchères.

Perspectives et priorités

Nous prévoyons que l'amélioration continue du marché et le regain de confiance des investisseurs généreront une augmentation des valeurs des biens et des volumes de transactions à court terme. Nous continuerons d'embaucher et de conserver les meilleurs professionnels ayant un contact direct avec les clients dans tous nos secteurs d'activité, tout en continuant de porter notre attention sur l'élaboration de produits et services de gestion de patrimoine innovateurs, de manière à soutenir la croissance stable des actifs liés aux services tarifés des clients à moyen terme. Nous nous attendons à ce que la croissance des prêts et des dépôts soit neutralisée en partie par la compression des écarts découlant des faibles taux d'intérêt. Nous poursuivrons notre gestion prudente des coûts. Pour de plus amples renseignements sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2010.

Principales priorités stratégiques pour 2010

- Nous considérerons activement les occasions de conclure des acquisitions au sein de la Gestion mondiale d'actifs, dans le contexte du marché actuel, et nous continuerons à optimiser les capacités de ce secteur dans tous nos réseaux.
- Nous continuerons d'accroître notre clientèle disposant d'un avoir net élevé en embauchant et en conservant les meilleurs conseillers qui soient, en concluant de nouvelles acquisitions liées aux services de gestion de patrimoine à l'échelle internationale et en offrant un plus vaste éventail de produits et services de gestion de patrimoine.
- Nous comptons faire en sorte que les acquisitions effectuées récemment et les activités d'embauche au sein du secteur des services de gestion de patrimoine aux États-Unis se traduisent par une rentabilité accrue.
- Nous continuerons d'investir dans notre effectif, nos produits, nos services et notre infrastructure, de manière à assurer notre croissance à l'échelle mondiale, à améliorer l'efficacité de l'exploitation et à maintenir les normes les plus élevées qui soient en matière de gestion de la clientèle et de conformité à la réglementation.
- Nous sommes l'une des 20 principales sociétés de gestion de patrimoine au monde et nous prévoyons continuer à faire connaître la marque RBC Gestion de patrimoine auprès des meilleurs talents, des particuliers, des entreprises et des institutions faisant partie de notre clientèle, de même que des autres parties prenantes.

Analyse des secteurs d'activité

Gestion de patrimoine – Canada

La Gestion de patrimoine – Canada, une maison de courtage traditionnel au Canada, est le chef de file au chapitre des biens administrés. Elle regroupe plus de 1 430 conseillers en placement et fournit des solutions financières complètes élargies aux clients fortunés et à ceux qui disposent d'un avoir net élevé. Nous fournissons par ailleurs des services de gestion discrétionnaire de placements et des services successoraux et fiduciaires à nos clients. À cette fin, nous avons recours à près de 70 conseillers en placement et à plus de 120 spécialistes des services de fiducie, qui sont répartis dans tous nos bureaux au Canada.

Nos concurrents sont les banques et sociétés de fiducie canadiennes, les banques de gestion privée mondiales, les sociétés de conseils en placement, les services de courtage traditionnels appartenant à des banques et les maisons de courtage spécialisées, ainsi que les sociétés de fonds communs de placement. Au Canada, les sociétés de gestion de patrimoine détenues par des banques continuent d'être des acteurs majeurs.

Rendement financier

Les revenus ont diminué de 151 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse des actifs

liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète la dépréciation du capital et la compression des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la prise en compte des revenus tirés des services-conseils en gestion privée de PH&N pour l'exercice complet.

Les biens administrés ont augmenté de 8 % comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'appréciation du capital découlant de l'amélioration des conditions sur les marchés au deuxième semestre et des ventes nettes de services tarifés.

Faits saillants		Tableau 16		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007	
Total des revenus	1 323 \$	1 474 \$	1 460 \$	
Autres renseignements				
Biens administrés (1)	174 200	160 700	183 000	
Biens sous gestion (1)	24 700	23 000	22 200	
Total de l'actif lié aux services tarifés	88 000	78 800	83 300	

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

Gestion de patrimoine – États-Unis et International

La Gestion de patrimoine – États-Unis et International se compose de l'une des plus importantes maisons de courtage traditionnel aux États-Unis, laquelle regroupe près de 2 300 conseillers financiers. Nous offrons également des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières indépendants et aux institutions de petite et moyenne taille. Dans les autres pays, nous fournissons des services de gestion privée, des services bancaires personnalisés ainsi que des solutions en matière de crédit, de placement et de services de fiducie aux clients qui disposent d'un avoir net élevé. Notre réseau regroupe plus de 2 500 employés travaillant dans 31 bureaux répartis dans 21 pays.

Nous exerçons nos activités dans un marché fragmenté où la concurrence est extrêmement vive. Aux États-Unis, on dénombre environ 5 000 courtiers inscrits, y compris des acteurs indépendants de calibre international et de calibre régional. À l'échelle internationale, les concurrents comprennent des sociétés de gestion de patrimoine mondiales, des banques de gestion privée traditionnelles étrangères, des

Faits saillants		Tableau 17		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007	
Total des revenus	2 132 \$	1 869 \$	1 988 \$	
Autres renseignements (en millions de dollars américains)				
Total des revenus	1 839	1 812	1 826	
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1), (2)	5 500	5 200	5 100	
Total des dépôts (1), (2)	18 700	18 500	16 500	
Biens administrés (3)	303 300	277 600	323 300	
Biens sous gestion (3)	19 700	16 200	21 400	
Total de l'actif lié aux services tarifés (4)	31 000	21 300	28 100	

(1) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays.

(2) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

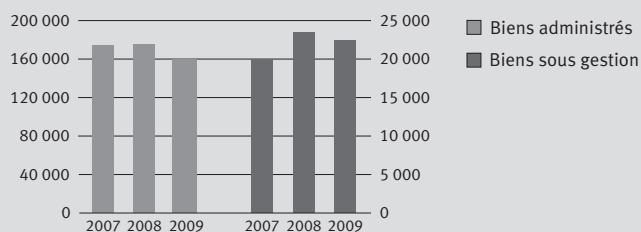
(4) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Gestion mondiale d'actifs

La Gestion mondiale d'actifs est responsable des services de gestion d'actifs pour notre propre compte. Nous fournissons un vaste éventail de services de gestion de placements à tous nos clients, y compris des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et des portefeuilles gérés séparément. Nous offrons nos solutions de placement par l'intermédiaire d'un vaste réseau constitué de nos succursales bancaires, de nos activités de courtage à escompte et traditionnel et des conseillers indépendants, et directement aux clients. Nous fournissons également des solutions de placement aux clients institutionnels, y compris des régimes de retraite ainsi que des fonds de dotation et des fondations. Nous sommes la plus importante société de fonds communs de placement et l'un des principaux gestionnaires de placements au Canada, notre part de marché au chapitre des biens administrés calculée par l'Institut des fonds d'investissement du Canada étant de 16 %.

Au Canada, nous subissons la concurrence des principales banques, compagnies d'assurance et organisations de gestion d'actifs, de même que de sociétés de placement spécialisées. Le secteur canadien de la gestion de fonds est vaste et bien établi, mais constitue un marché qui demeure relativement fragmenté. Notre gestionnaire d'actifs américain

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)
(en millions de dollars canadiens)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

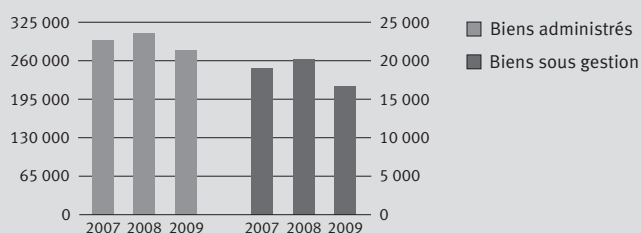
sociétés de gestion de patrimoine canadiennes et des fournisseurs américains de services de gestion privée axés sur les placements.

Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 263 millions de dollars, ou 14 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 27 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions, laquelle reflète la prise en compte des revenus de FBW pour l'exercice complet, et du gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions, une perte ayant été constatée à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital et de la compression des écarts.

Libellés en dollars américains, les biens administrés ont augmenté de 9 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à l'appréciation du capital découlant de l'amélioration des conditions du marché au deuxième semestre.

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)
(en millions de dollars américains)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

realise avec des sociétés de gestion d'actifs indépendantes de même qu'avec celles qui font partie de banques nationales et internationales, des compagnies d'assurance et des groupes de gestionnaires d'actifs spécialisés.

Rendement financier

Les revenus ont diminué de 19 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement à la baisse des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, neutralisée en grande partie par la prise en compte des revenus tirés des services de gestion d'actifs de PH&N pour l'exercice complet.

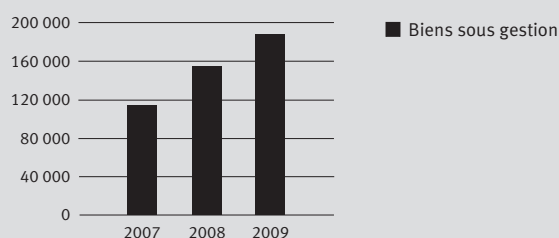
Les biens administrés ont augmenté de 11 % comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'appréciation du capital découlant de l'amélioration des conditions du marché au deuxième semestre, des ventes élevées d'instruments du marché monétaire dans le cadre de nos activités de gestion d'actifs aux États-Unis et des ventes nettes élevées de fonds à long terme au Canada, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos actifs libellés en dollars

américains ainsi que par les rachats nets de fonds sur le marché monétaire au Canada.

Faits saillants	Tableau 18		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	625 \$	644 \$	544 \$
Autres renseignements			
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au Canada	2 100	300	6 200
Ventes nettes de fonds communs de placement sur le marché monétaire au Canada	(2 000)	8 400	1 300
Biens sous gestion (1)	199 700	180 100	118 800

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

Moyenne des biens sous gestion (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

Assurances

Le secteur Assurances regroupe les secteurs d'activité Assurances – Canada, Assurances – États-Unis et Assurances et autres activités – International. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'entremise de nos propres réseaux, qui ne cessent de croître et qui se composent de succursales de vente au détail d'assurance, de centres d'appels et de notre équipe de vente interne, ainsi que par l'entremise de conseillers indépendants en assurance et d'agences de voyages. Aux États-Unis, nous offrons des produits par l'entremise d'organisations de marketing indépendantes, de centres d'appels, d'institutions financières et de notre équipe de vente interne. Dans les autres pays, nous exerçons des activités de réassurance à l'échelle mondiale. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

Bilan de l'exercice

- Nous avons restructuré le secteur Assurances en trois secteurs d'activité afin de mieux répondre aux besoins changeants de nos clients et de nous positionner de manière à renforcer davantage les aspects économiques de notre réseau de distribution, d'approfondir nos relations avec les clients et de simplifier nos processus.

- Nous avons élargi notre réseau canadien de succursales de vente au détail d'assurance, le portant de 35 succursales en 2008 à 49 succursales en 2009, de manière que nos clients puissent plus aisément avoir accès à des services d'assurance.
- Nous avons continué d'élargir et de diversifier nos services de réassurance au cours de l'exercice.
- Nous avons conclu un accord avec un important fournisseur d'assurance voyage aux États-Unis, aux fins de la vente de nos produits d'assurance voyage par l'entremise des réseaux de distribution de ce fournisseur.

Revue économique et revue des marchés

La conjoncture économique n'a eu qu'une très faible incidence sur nos activités d'assurance. Aux États-Unis, le contexte du marché a généré des occasions liées aux produits de rentes fixes, ce qui reflète la vigueur de la marque RBC et la croissance du marché des produits générant des revenus. Nous avons continué d'afficher des résultats solides au chapitre de la croissance des revenus, des sinistres et du rendement des placements liés à nos activités d'assurance au Canada et à l'échelle internationale. Pour de plus amples renseignements sur notre revue économique générale, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009.

Faits saillants du secteur Assurances

Tableau 19

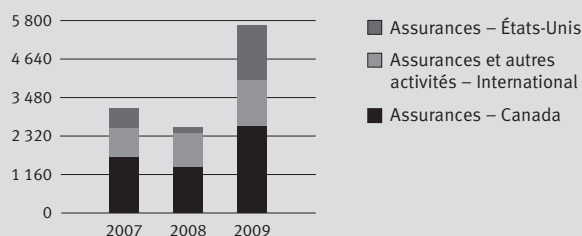
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	3 889 \$	2 864 \$	2 593 \$
Revenu de placement (1)	1 579	(458)	402
Honoraires	247	204	197
Total des revenus	5 715 \$	2 610 \$	3 192 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	3 975	1 029	1 588
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	634	602	585
Frais autres que d'intérêt	559	576	537
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	547 \$	403 \$	482 \$
Bénéfice net	496 \$	389 \$	442 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres	37,0 %	32,8 %	31,2 %
Rendement du capital de risque	42,9 %	37,1 %	34,7 %
Principales données moyennes figurant au bilan			
Total de l'actif	13 100 \$	12 600 \$	12 500 \$
Capital attribué	1 300	1 150	1 400
Capital de risque	1 150	1 050	1 250
Autres renseignements			
Primes et dépôts (2)	4 970 \$	3 861 \$	3 460 \$
Sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance	8 922	7 385	7 283
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	917	(870)	(108)
Valeur intrinsèque (3)	5 915	4 919	s.o.
Biens sous gestion	200	400	300
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	1 653	1 722	1 575

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

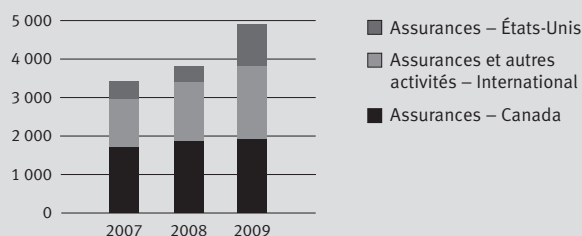
(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

(3) Nous définissons la valeur intrinsèque comme étant la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances plus la valeur des contrats en vigueur (polices en vigueur). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Primes et dépôts par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2009 par rapport à 2008

Le bénéfice net a augmenté de 107 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la comptabilisation de pertes sur placements de 110 millions (80 millions après impôts) à l'exercice précédent. La croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, le nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni, la diminution des coûts de financement attribués au capital et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements défavorables des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 3 105 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et des volumes de rentes plus élevés dans les secteurs d'activité Assurances - États-Unis et Assurances et autres activités - International, qui ont dans les deux cas été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes sur placements attribuables aux cessions et aux prêts douteux reflétant l'incidence des fluctuations des marchés des actions.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 2 978 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie ainsi que la hausse des coûts découlant de l'accroissement des volumes de rentes. La croissance des activités, les ajustements défavorables des provisions techniques, qui reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, de même que l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 17 millions de dollars, ou 3 %, en raison de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, facteur neutralisé en grande partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'ouverture de nouvelles succursales de vente au détail d'assurance au Canada.

Les primes et dépôts ont augmenté de 1 109 millions de dollars, ou 29 %, résultat qui reflète la croissance des activités, principalement nos activités aux États-Unis et les volumes de contrats de réassurance de rentes, ainsi que l'incidence favorable du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La valeur intrinsèque a augmenté de 996 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des nouveaux contrats, y compris l'incidence favorable de nos initiatives au chapitre des produits et de la tarification et du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni. L'augmentation tient également aux résultats favorables au chapitre des provisions techniques et à la diminution du coût en capital lié aux changements relatifs à nos besoins de trésorerie aux fins de nos activités au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le transfert de capitaux de notre secteur Assurances. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à 2007, en raison principalement des pertes sur placements. Les résultats de 2007 comprenaient un gain au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques et par la solide croissance de nos activités.

Le total des revenus a reculé de 582 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements, laquelle a été compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les pertes sur placements, les ventes réduites de rentes aux États-Unis et l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance de nos activités de réassurance ainsi que de nos activités d'assurance au Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance du secteur Assurances ont diminué de 542 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements, qui a été contrebalancée en grande partie par les revenus ainsi que par une augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques. L'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'incidence des ventes réduites de rentes aux États-Unis ont également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Perspectives et priorités

Le redressement des marchés financiers mondiaux continuera probablement d'avoir une incidence favorable sur le rendement des investissements. La croissance des produits d'assurance voyage pourrait être touchée de façon défavorable à court terme, car nous prévoyons une lente reprise des activités en matière de voyages, en raison essentiellement de la faiblesse continue des marchés du travail. La réforme des tarifs réglementaires liés à l'assurance automobile au Canada pourrait avoir une incidence sur les résultats à court terme. Pour de plus amples renseignements sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2010.

Principales priorités stratégiques pour 2010

- Nous comptons accroître nos ventes à l'aide de nos propres réseaux de distribution et renforcer notre position dans les réseaux de distributeurs indépendants.
- Nous comptons approfondir nos relations avec les clients en fournissant à ceux-ci une gamme unique de produits et services conçus en fonction de leurs besoins.
- Nous comptons simplifier nos processus et allons à cette fin améliorer et rationaliser tous nos processus commerciaux afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous.
- Nous comptons tirer parti d'occasions dans des marchés à créneaux précis à l'échelle internationale, dans le but d'accroître nos activités de réassurance.

Assurances – Canada

Nous offrons des produits d'assurances vie et maladie, des assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que des produits d'accumulation d'actifs à nos clients au Canada qui sont à la recherche d'assurances individuelle ou collective. Notre portefeuille d'assurances vie et maladie se compose de produits d'assurance vie universelle, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance invalidité et d'assurance soins de longue durée, ainsi que des fonds distincts et des régimes collectifs d'avantages sociaux. Nous offrons aux particuliers des produits d'assurances habitation et automobile et offrons également des produits d'assurance commerciale dans le cadre de notre partenariat avec Aon Reed Stenhouse Inc. Nos produits d'assurance voyage comprennent l'assurance frais médicaux hors province ainsi que des produits d'assurance annulation et interruption de voyage.

Au Canada, nous nous mesurons à environ 250 autres compagnies d'assurance. Nous occupons une position de chef de file en ce qui concerne les produits d'assurance voyage et nous jouissons d'une présence importante sur les marchés des produits d'assurances vie et maladie et d'une présence croissante sur les marchés des produits d'assurances habitation et automobile.

Rendement financier

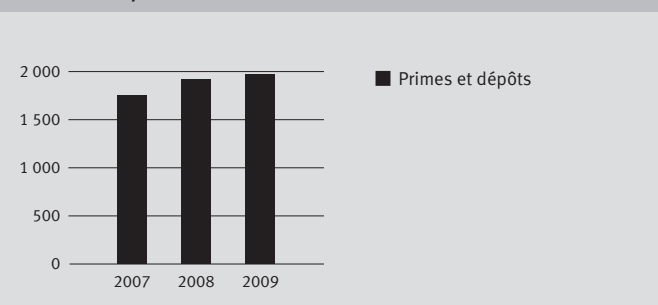
Le total des revenus a augmenté de 1 254 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les gains sur placements (des pertes sur placements ont été comptabilisées à l'exercice précédent), la forte croissance des produits d'assurances vie, habitation et automobile et la diminution des coûts de financement attribués au capital ont également contribué à l'augmentation.

Les primes et dépôts se sont accrus de 49 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète la croissance des ventes de produits d'assurances vie, habitation et automobile. De plus, nous avons maintenu un

taux de fidélisation élevé des clients et un taux de maintien élevé des polices relativement à ces activités.

Faits saillants	Tableau 20		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	2 654 \$	1 400 \$	1 733 \$
Autres renseignements			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	1 210	1 188	1 141
Assurance IARD	708	643	600
Produits de rente et dépôts des fonds distincts	46	84	5
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance	452	(524)	(93)

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



Assurance – États-Unis

Nous offrons des produits d'assurance vie, de rente et d'assurance voyage à nos clients aux États-Unis. Les produits d'assurances vie et maladie comprennent l'assurance temporaire, l'assurance vie universelle indexée, l'assurance vie entière, l'assurance en cas de décès par accident et l'assurance contre les maladies graves. Nous offrons également des produits de rentes fixes traditionnels et de rentes fixes indexées. Nos produits d'assurance voyage comprennent les assurances annulation et interruption de voyage ainsi que l'assurance frais médicaux hors province.

Aux États-Unis, nous rivalisons avec environ 2 000 compagnies d'assurances vie et maladie. Nous sommes au nombre des 100 principales compagnies en ce qui concerne le total des polices d'assurance vie en vigueur et au nombre des 15 principaux fournisseurs de produits de rentes fixes indexées.

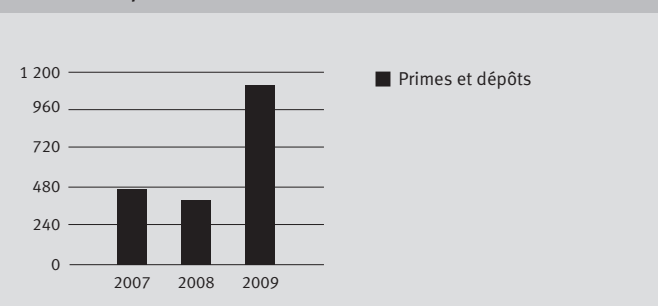
Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 1 516 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance et de l'accroissement des volumes de rentes, qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes sur placements.

Les primes et dépôts se sont accrus de 708 millions de dollars, résultat qui reflète la forte croissance des dépôts liés aux rentes fixes et l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Faits saillants	Tableau 21		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	1 662 \$	146 \$	601 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance	458	(346)	(18)
Autres renseignements (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	1 448	166	553
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	247	263	260
Assurance IARD	11	4	3
Produits de rente	704	115	159
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance	400	(313)	(13)

Primes et dépôts (en millions de dollars américains)



Le secteur Assurances et autres activités – International se compose principalement de nos activités de réassurance, qui consistent à assurer les risques d'autres compagnies d'assurance et de réassurance. Nous offrons des produits d'assurances vie et maladie, d'assurance contre les accidents, d'assurance crédit et des produits de réassurance financière. Nous avons continué d'accroître notre présence sur le marché des produits de réassurance de rentes viagères.

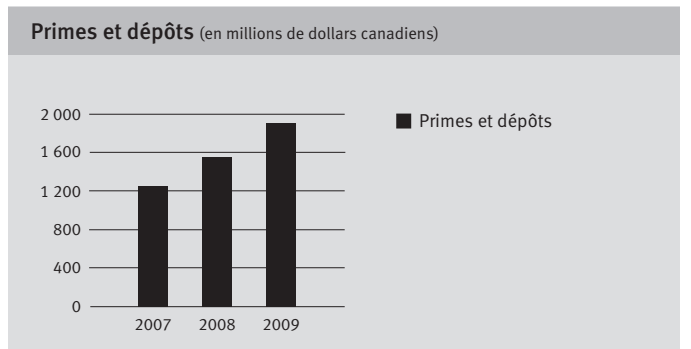
Un petit nombre de grandes sociétés contrôlent le marché mondial de la réassurance, et ces sociétés ont une présence importante aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro. Le marché de la réassurance est concurrentiel, et les entraves à l'accès à ce marché demeurent élevées.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 335 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance de nos activités d'assurance vie en Europe et de nos autres produits de récession vie, ainsi que de l'expansion continue de nos activités de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les primes et dépôts se sont accrus de 352 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui tient essentiellement aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Faits saillants	Tableau 22		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	1 399 \$	1 064 \$	858 \$
Autres renseignements			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	1 643	1 374	1 199
Assurance IARD	41	52	52
Produits de rente	219	125	–



Services bancaires internationaux

Les Services bancaires internationaux regroupent nos services bancaires et notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Les services bancaires comprennent nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles, dans le cadre desquels nous offrons un vaste éventail de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux institutions faisant partie de notre clientèle, dans leurs marchés respectifs. RBC Dexia IS offre une gamme de produits intégrés aux investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

Bilan de l'exercice

- En raison de notre rendement dans le cadre de la conjoncture économique et des conditions des marchés extrêmement difficiles aux États-Unis depuis le milieu de 2008, nous avons amorcé la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis, laquelle implique l'harmonisation de nos capacités de distribution, de notre structure de gouvernance et de notre gestion des risques, la réduction du nombre de niveaux de direction, la simplification des processus de bout en bout et la solidification de notre équipe de cadres dirigeants, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de manière à demeurer concurrentiels et à renforcer notre position dans le sud-est des États-Unis.
- Dans les Antilles, nous avons poursuivi l'intégration de RBTT afin d'établir une plateforme commune qui nous permettra d'assurer notre croissance et notre expansion dans la région. Nous avons également ouvert un nouveau siège social aux Antilles, qui est situé à la Trinité et qui servira de centre à notre réseau bancaire dans les Antilles.

- RBC Dexia IS a annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition des activités de banque de dépôts de UBI Banca (1). Cette acquisition nous permettra d'accroître notre présence dans les principaux marchés de l'Europe, d'élargir nos capacités et d'accroître notre clientèle.

Revue économique et revue des marchés

Le contexte de récession et la conjoncture difficile ont entraîné une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des pertes liées à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente au sein de nos services bancaires aux États-Unis. Nos résultats ont également été touchés par la compression continue des écarts aux États-Unis et dans les Antilles, qui tient aux faibles taux d'intérêt historiques et aux pressions concurrentielles. Dans la zone euro, les répercussions de la conjoncture et des conditions du marché sur RBC Dexia IS se sont traduites par une baisse des volumes de transactions et par une réduction des actifs liés aux services tarifés des clients. Pour de plus amples renseignements sur notre revue économique générale, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009.

En 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition qui reflète l'incidence continue de la détérioration générale de la conjoncture aux États-Unis, y compris le recul du marché de l'habitation américain et la baisse de la valeur de marché des banques américaines. Pour plus de détails, se reporter à la note 10 des Notes complémentaires.

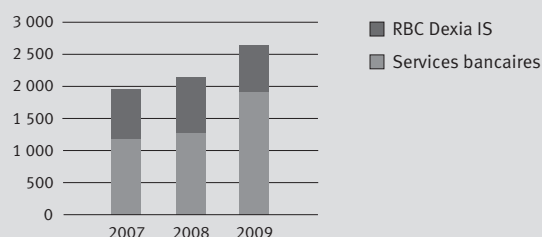
(1) L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être conclue au premier semestre de 2010.

Faits saillants du secteur Services bancaires internationaux
Tableau 23

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêt	1 687 \$	1 330 \$	1 031 \$
Revenus autres que d'intérêt	903	771	884
Total des revenus	2 590 \$	2 101 \$	1 915 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	980	497	109
Frais autres que d'intérêt	2 346	1 876	1 481
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	1 000	—	—
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(1 736)\$	(272)\$	325 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1 446)\$	(153)\$	242 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres	(19,4)%	(3,4)%	6,9 %
Rendement du capital de risque	(49,1)%	(8,1)%	11,7 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	63 700 \$	51 300 \$	39 700 \$
Prêts et acceptations	35 800	27 000	22 300
Dépôts	51 600	42 500	34 200
Capital attribué	7 750	5 200	3 350
Capital de risque	3 050	2 150	1 950
Autres renseignements			
Biens administrés – RBC (1)	7 700 \$	11 200 \$	— \$
– RBC Dexia IS (2)	2 484 400	2 585 000	2 713 100
Biens sous gestion – RBC (1)	3 800	3 900	—
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	11 462	12 335	6 001
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	8,80 %	5,97 %	1,81 %
Dotation aux provisions pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,74 %	1,84 %	0,49 %
Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros	2009 par rapport à 2008		
Total des revenus : augmentation (diminution)	134 \$		
Dotation à la provision pour pertes sur créances : augmentation (diminution)	94		
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	142		
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(70)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(11)%		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%		

(1) Représentent respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(2) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)

Rendement financier
2009 par rapport à 2008

La perte nette s'est chiffrée à 1 446 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 153 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de 272 millions de dollars (184 millions après impôts), de même que par la prise en compte pour l'exercice complet des résultats de RBTT.

Le total des revenus a augmenté de 489 millions de dollars, ou 23 %. L'augmentation tient principalement à la croissance des dépôts et des prêts, laquelle découle essentiellement de la prise en compte pour l'exercice complet des revenus de RBTT et, dans une moindre mesure, de la prise en compte des revenus d'ANB. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution des pertes comptabilisées relativement à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, qui découle en partie de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, en vertu desquelles certains titres disponibles à la vente ont été reclassés dans les prêts, ainsi qu'à l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus de RBC Dexia IS et par la compression des écarts, principalement en ce qui concerne nos services bancaires aux États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur le reclassement, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, à la section portant sur le reclassement des titres de participation dans les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 483 millions de dollars, résultat qui a trait principalement aux services bancaires aux États-Unis et qui tient au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, à nos portefeuilles de prêts commerciaux, de prêts pour l'achat de lots et de prêts hypothécaires résidentiels et au financement aux fins de l'accession à la propriété, en raison essentiellement de la détérioration de la conjoncture économique et des conditions sur le marché de l'habitation. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances aux États-Unis, la hausse des provisions de 59 millions de dollars découlant du reclassement dont il est fait mention ci-dessus et la prise en compte pour l'exercice complet des résultats de RBTT ont également contribué à l'augmentation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 470 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts liés à l'effectif et des coûts d'occupation liée principalement à la prise en compte pour l'exercice complet des charges de RBTT et, dans une moindre mesure, des charges d'ANB. L'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain et la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis ont également contribué à l'augmentation.

2008 par rapport à 2007

Nous avons constaté une perte nette de 153 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 242 millions en 2007. La baisse du bénéfice, qui touche principalement nos services bancaires aux États-Unis, est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi qu'aux pertes liées au contexte du marché de 297 millions de dollars (201 millions après impôts) comptabilisées relativement à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les activités de RBTT et d'ANB, lesquelles se sont traduites par une croissance des prêts et des dépôts, ainsi que par la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Le total des revenus a augmenté de 186 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient en grande partie aux activités d'ANB et de RBTT, à la croissance des activités de RBC Dexia IS et à l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 497 millions de dollars, en hausse de 388 millions, et a trait principalement aux services bancaires aux États-Unis. Ce résultat reflète le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 395 millions de dollars, ou 27 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à l'effectif et des coûts d'occupation et d'intégration liés à ANB et RBTT et de l'accroissement du volume d'activités de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Perspectives et priorités

Nous prévoyons une lente reprise de l'économie aux États-Unis, situation qui continuera probablement de se répercuter de façon défavorable sur la croissance de nos prêts et dépôts. Nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis demeure élevée à court terme et à ce qu'elle diminue vers la fin de 2010, en raison de l'amélioration graduelle de la conjoncture économique. L'économie dans les Antilles continuera probablement de subir des pressions, ce qui devrait avoir une incidence

défavorable sur la croissance de nos prêts et dépôts, mais nous nous attendons à des signes de reprise d'ici la fin de 2010. Dans la zone euro, l'amélioration prévue des marchés financiers et le regain de confiance des investisseurs devraient donner lieu à une augmentation des volumes de transactions et des actifs liés aux services tarifés des clients de RBC Dexia IS. Pour de plus amples renseignements sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la section Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2010.

Principales priorités stratégiques pour 2010

- Nous comptons poursuivre la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis en mettant en œuvre un plan stratégique visant à renforcer notre modèle d'exploitation lié à nos prêts de détail et à améliorer notre rendement en simplifiant nos processus, en améliorant notre gestion des risques et nos capacités de distribution et en offrant une expérience client supérieure.
- Nous comptons renforcer notre position dans les Antilles grâce au déploiement d'une nouvelle plateforme de services bancaires dans cette région et intégrer avec efficacité les activités de RBTT.
- Nous comptons porter notre attention sur les stratégies de croissance de RBC Dexia US et mettre en œuvre à cette fin des initiatives visant des clients et des marchés choisis, en fonction des occasions sur les marchés émergents.

Analyse des secteurs d'activité

Services bancaires

Les Services bancaires regroupent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Ils offrent un éventail complet de produits et services bancaires par l'entremise de 438 centres bancaires, d'environ 500 GAB et de services bancaires en direct. Nos services bancaires dans les Antilles se composent d'une gamme complète de produits et services bancaires, ainsi que de services de financement international et de services de promotion commerciale offerts par l'entremise d'un vaste réseau de succursales et de GAB, ainsi que de services bancaires en direct.

Dans le sud-est des États-Unis, nous nous mesurons à environ 1 200 autres banques, institutions d'épargne et coopératives de crédit. Le repli de l'économie et les conditions du marché au premier semestre de 2009 ont entraîné un nombre important de regroupements dans le secteur des services bancaires de détail aux États-Unis, de même que la faillite de plusieurs banques et certaines acquisitions. Dans ce contexte, nous sommes au nombre des cinq principales institutions en ce qui concerne la part du marché des dépôts en Caroline du Nord et nous nous classons au septième rang en ce qui concerne les dépôts dans notre territoire du sud-est des États-Unis (1).

Dans les Antilles, nos concurrents sont des banques, des sociétés de fiducie et des sociétés de placement qui offrent leurs services aux épargnants, aux grandes entreprises et aux institutions. Nous nous classons au deuxième rang en ce qui concerne les actifs dans les Antilles anglaises, où nous exploitons un réseau de 125 succursales réparties dans 17 pays de la région.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 634 millions de dollars, ou 51 %, comparativement à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains,

les revenus ont augmenté de 391 millions de dollars, ou 32 %, résultat qui reflète principalement la croissance des dépôts et des prêts, laquelle découle essentiellement de la prise en compte pour l'exercice complet des revenus de RBTT et, dans une moindre mesure, des revenus d'ANB. La diminution des pertes liées au contexte du marché, qui reflète en partie le reclassement dont il est fait mention ci-dessus, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts découlant des faibles taux d'intérêt historiques et par la hausse des soldes de prêts douteux, qui touchent principalement nos services bancaires aux États-Unis.

En dollars américains, la moyenne des prêts et acceptations et celle des dépôts ont augmenté de 6 milliards de dollars dans les deux cas, ou 26 % et 24 %, respectivement. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de 89 % des prêts et acceptations et à la croissance de 72 % des dépôts liés à nos services bancaires dans les Antilles, qui reflètent en grande partie les résultats de RBTT. En ce qui concerne nos services bancaires aux États-Unis, la croissance de 12 % des prêts et acceptations et la croissance de 10 % des dépôts reflètent en grande partie les résultats d'ANB.

(1) Nous offrons des services bancaires dans les États suivants du sud-est des États-Unis : Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Alabama, Floride et Géorgie.

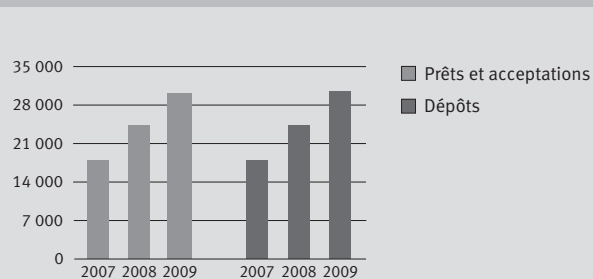
Faits saillants

Tableau 24

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009 (1)	2008 (1)	2007
Total des revenus	1 880 \$	1 246 \$	1 156 \$
Autres renseignements (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	1 612	1 221	1 059
Marge nette d'intérêt	3,57 %	3,62 %	3,56 %
Moyenne des prêts et des acceptations	30 000 \$	24 100 \$	17 800 \$
Moyenne des dépôts	30 300	24 100	17 700
Biens administrés	7 100	9 300	–
Biens sous gestion	3 500	3 300	–
Nombre :			
de succursales	563	566	394
de guichets automatiques bancaires	816	815	473

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT. Pour 2008, nos résultats tiennent compte des résultats de RBTT du 16 juin au 30 septembre.

Moyenne des prêts et des dépôts (en millions de dollars américains)



RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, offre une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels, incluant des services de garde internationaux, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services de prêt de titres, des services aux actionnaires, des services d'analyse et d'autres services connexes.

RBC Dexia IS exploite des bureaux répartis dans 16 pays sur quatre continents, et ses concurrents sont les plus importantes sociétés de services de garde à l'échelle mondiale, de même que des institutions financières locales offrant des services aux investisseurs dans certains marchés. Bien que la concurrence demeure vive, RBC Dexia IS se classe parmi les 10 principales sociétés de services de garde au monde et elle se classe régulièrement dans le quartile supérieur des principaux sondages au sein de l'industrie.

Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 145 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction

des volumes de transactions et de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients, résultats qui reflètent la dépréciation du capital. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du recul du dollar canadien par rapport à l'euro.

Les biens administrés ont reculé de 4 %, résultat qui reflète essentiellement la dépréciation du capital.

Faits saillants	Tableau 25		
(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	710 \$	855 \$	759 \$
Autres renseignements			
Biens administrés (1)	2 484 400	2 585 000	2 713 100

(1) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Marchés des Capitaux

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de produits et services aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et de services et nous jouissons de solides relations de longue date avec nos clients. Nos capacités à l'échelle mondiale sont diversifiées et choisies avec le plus grand soin, et elles comprennent des services à revenu fixe, des opérations sur les marchés boursiers, des opérations de change, des produits structurés et des services de banque d'investissement. Ce secteur se compose des Marchés des Capitaux – Ventes et opérations, ainsi que des Services à la grande entreprise et banque d'investissement. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

Bilan de l'exercice

- Nous avons agi à titre de coordonnateur mondial dans le cadre d'un placement de titres de capitaux propres de 4,0 milliards de dollars US, opération qui représente la plus importante opération de prise ferme jamais réalisée à l'échelle mondiale, le plus important placement de titres de capitaux propres effectué par un producteur d'or et le plus important placement de titres de capitaux propres effectué par une société canadienne.
- Nous avons continué de tirer parti des occasions sur le marché en embauchant les meilleurs talents et en renforçant nos équipes aux États-Unis et en Europe et nous avons accru nos principales activités et noué de nouvelles relations clients. En raison de nos investissements dans les infrastructures et l'embauche de talents, nous avons accru notre part de marché dans plusieurs secteurs d'activité aux États-Unis et jouissons d'une importante présence sur les marchés des services à revenu fixe et des opérations de change aux États-Unis.
- À l'heure actuelle, nous sommes la seule banque canadienne qui est considérée comme un courtier principal aux États-Unis, ce qui

nous donne un accès à un plus grand nombre de clients et à davantage d'informations et de perspectives sur le marché et témoigne de notre engagement continu envers nos services de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis.

- Nous demeurons la principale banque d'investissement mondiale au Canada et nous avons de nouveau été nommés négociateur de l'année au Canada (*Financial Post*), meilleure banque d'investissement au Canada et numéro un en ce qui concerne les trois catégories considérées, à savoir les titres d'emprunt, les titres de participation et les services de fusion et d'acquisition (*Euromoney*) et l'un des leaders au Canada en matière de services de prise ferme de titres de participation et de financement de titres d'emprunt de sociétés (Bloomerg/Thomson Reuters). Nous avons également été nommés le meilleur établissement de crédit européen (Prix européens 2009 des meilleurs établissements de crédit décernés par le magazine *Credit*); ce prix reconnaît notre succès au chapitre des activités de négociation sur le marché du crédit.

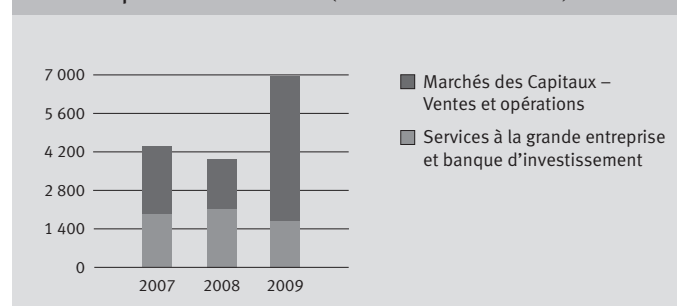
Revue économique et revue des marchés

Le redressement des marchés financiers mondiaux et l'allègement des conditions sur les marchés du crédit au deuxième semestre de 2009 ont donné lieu à une diminution des pertes nettes totales liées au contexte du marché pour l'exercice 2009 dans notre secteur Marchés des Capitaux. Nous avons bénéficié, dans le cadre d'un grand nombre de nos activités de négociation, d'occasions favorables sur les marchés, d'écarts acheteur-vendeur plus importants, de faibles taux d'intérêt, du niveau plus élevé d'activités des clients et du resserrement des écarts de taux. Nous avons toutefois affiché des résultats modérés tirés des activités de négociation, les conditions du marché s'étant stabilisées au deuxième semestre de 2009. Nous avons effectué un plus grand nombre d'activités traditionnelles de banque d'investissement en 2009, comparativement à l'exercice précédent, et ce, principalement au cours du deuxième semestre et au Canada. Pour de plus amples renseignements sur notre revue économique générale, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2009.

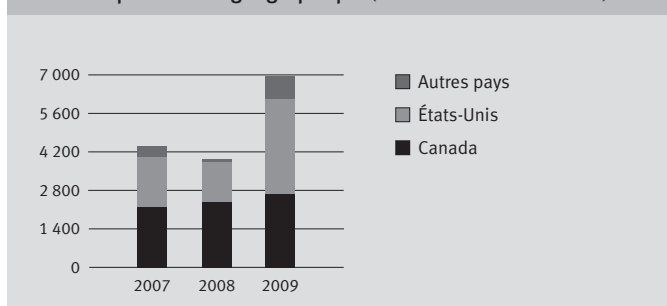
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêt (1)	3 399 \$	1 527 \$	623 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 524	2 408	3 766
Total des revenus (1)	6 923 \$	3 935 \$	4 389 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	702	183	(22)
Frais autres que d'intérêt	3 628	2 121	2 769
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	2 593 \$	1 631 \$	1 642 \$
Bénéfice net	1 768 \$	1 170 \$	1 292 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres	21,0 %	20,5 %	26,6 %
Rendement du capital de risque	24,3 %	24,5 %	32,5 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	347 900 \$	340 300 \$	311 200 \$
Titres de négociation	121 100	140 200	152 900
Prêts et acceptations	39 500	38 300	29 000
Dépôts	108 100	132 600	125 700
Capital attribué	8 100	5 600	4 800
Capital de risque	7 000	4 700	3 900
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	3 097	3 296	3 339
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,32 %	1,30 %	0,06 %
Provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,78 %	0,48 %	(0,08) %
Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling (1)	2009 par rapport à 2008		
Total des revenus : augmentation (diminution)	166 \$		
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	130		
Bénéfice net : augmentation (diminution)	19		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(11) %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %		

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour 2009 s'est établie à 366 millions de dollars (410 millions en 2008; 332 millions en 2007). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Revenus par secteur géographique (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2009 par rapport à 2008

Le bénéfice net a augmenté de 598 millions de dollars, ou 51 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation. L'augmentation tient aussi à l'amélioration des résultats tirés de certains services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et à la diminution des pertes nettes totales liées au contexte du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la réduction de 542 millions de dollars (252 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de la provision au titre du litige lié à Enron à l'exercice précédent. La hausse du taux d'imposition effectif a également eu une incidence défavorable sur le bénéfice net.

Le total des revenus a progressé de 3 milliards de dollars, ou 76 %, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, qui tiennent compte de la diminution des pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes découlant de l'ajustement à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, ainsi que par les pertes au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique au portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent. Se reporter à la rubrique Incidence du contexte du marché pour de plus amples renseignements.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 519 millions de dollars, résultat qui reflète un certain nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et concernant des clients spécialisés dans les secteurs des services financiers autres que ceux fournis par des banques, des produits de

financement et de la technologie et médias. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1,5 milliard de dollars, en raison principalement de l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation et de l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain. La réduction de la provision au titre du litige lié à Enron constatée à l'exercice précédent avait eu une incidence favorable sur les frais autres que d'intérêt.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a diminué de 122 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à 2007, résultat qui tient principalement à la hausse considérable des pertes nettes totales liées au contexte du marché, au faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts et à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La diminution du bénéfice net a été neutralisée en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines de nos activités de négociation et par la baisse des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a reculé de 454 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui est principalement imputable à la hausse des pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché et au faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts. L'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling a également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés de nos activités de négociation, par les gains à la hausse sur les dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur de

certaines titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 183 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 22 millions en 2007, en raison d'un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 648 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, de la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant essentiellement des pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, ainsi que de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des investissements dans les infrastructures liés à certaines activités et par les pertes hors exploitation.

Perspectives et priorités

Nous prévoyons un plus grand nombre d'activités de montage de titres de participation et de prêts et d'activités de fusion et d'acquisition à court terme, en raison du redressement prévu de la conjoncture économique et des conditions du marché. Nous nous attendons à des niveaux plus modestes d'activités de négociation en 2010, en raison de la baisse prévue de la volatilité des marchés, du resserrement des écarts acheteur-vendeur, de la réduction probable des programmes de liquidités des gouvernements, de l'intensification de la concurrence et de la hausse des taux d'intérêt. Nos activités de prêts seront probablement touchées par le resserrement des écarts de taux qui influe sur les revenus, et nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances diminue, en raison de la reprise prévue de l'économie à court terme. Il se pourrait que nos revenus tirés des activités de négociation soient touchés par les changements apportés au contexte réglementaire en vertu duquel nous exerçons nos activités, en raison de l'augmentation de nos besoins de trésorerie et des nouvelles exigences relatives au levier financier. Nous

prévoyons une diminution importante des pertes nettes totales liées au contexte du marché, car la stabilisation des marchés devrait se poursuivre à court terme. Pour de plus amples renseignements sur nos perspectives économiques générales, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2010.

Principales priorités stratégiques pour 2010

- Nous comptons maintenir notre position de chef de file incontesté au Canada.
- Nous comptons être un fournisseur de premier rang en ce qui concerne les produits et services offerts aux clients de même que les produits et les services de négociation aux États-Unis et nous prévoyons notamment accroître nos activités de montage et notre clientèle de services de banque d'investissement et accroître davantage nos activités de négociation de titres à revenu fixe en tirant parti de notre statut de courtier principal.
- Nous comptons continuer d'accroître nos activités en Europe et en Asie, en tirant parti de la solidité de nos produits à revenu fixe et de nos autres produits de négociation. Dans le cadre de nos services de banque d'investissement, nous continuerons de porter notre attention sur l'accroissement de notre part de marché dans les secteurs des mines et de l'énergie.
- Nous comptons investir davantage dans les activités liées au marché des marchandises afin de jouir d'une plateforme de négociation et de commercialisation de premier rang dans le secteur de l'énergie en Amérique du Nord et en Europe et nous allons pour ce faire tirer parti de notre expertise dans ce secteur.
- Nous comptons continuer de gérer notre bilan de manière que nos actifs soient positionnés pour générer le rendement le plus élevé, maintenir un portefeuille diversifié d'activités et gérer les risques de marché et de crédit en fonction de limites établies. Nous poursuivons notre gestion prudente des coûts tout en effectuant des investissements dans nos infrastructures en matière de gestion des risques et de contrôle.

Analyse des secteurs d'activité

Marchés des Capitaux – Ventes et opérations

Les Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupent nos services de négociation et de distribution, qui ont trait principalement aux titres à revenu fixe, nos produits de change, de capitaux propres et de dérivés à l'intention des institutions et des grandes entreprises faisant partie de notre clientèle, de même que les activités de négociation pour notre propre compte.

Les Marchés des Capitaux – Ventes et opérations font concurrence à des banques d'investissement mondiales et régionales. Nous avons tiré parti des occasions sur le marché auxquelles les perturbations ont donné lieu, un certain nombre de concurrents s'étant retirés du marché ou ayant considérablement réduit leurs placements dans ces domaines.

Rendement financier

Les revenus des Marchés des Capitaux – Ventes et opérations ont augmenté de 3,4 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, laquelle tient compte de la diminution des pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché et des gains au titre des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés, des pertes ayant été constatées à l'exercice précédent. Le solide rendement affiché relativement à nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis et de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale, ainsi que d'instruments du marché monétaire, a également contribué à l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de

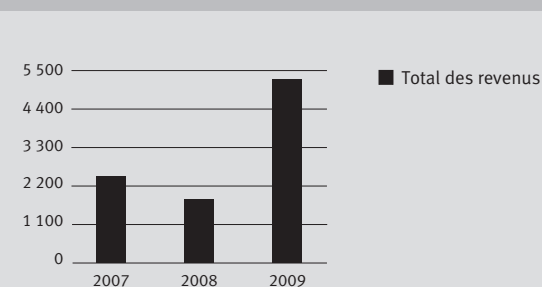
transaction, en raison du resserrement des écarts de taux, des gains ayant été comptabilisés à l'exercice précédent.

Faits saillants

Tableau 27

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	5 247 \$	1 824 \$	2 453 \$
Autres renseignements			
Moyenne de l'actif	315 700	309 700	282 900
Équivalent de travail à plein temps	1 493	1 595	1 655

Total des revenus (en millions de dollars canadiens)



Services à la grande entreprise et banque d'investissement

Les Services à la grande entreprise et banque d'investissement regroupent les services de banque d'investissement, les activités de montage de prêts et de titres de participation, les services-conseils, les prêts aux grandes entreprises, les placements privés et les opérations de titrisation auprès des clients. Ils se composent également des Crédits mondiaux, un groupe responsable de la gestion de nos portefeuilles de prêts et de la division Institutions financières mondiales. La Recherche offre des services de recherche visant l'économie et les valeurs mobilières

à l'intention des clients institutionnels et des clients des services de détail à l'échelle mondiale.

Les Services à la grande entreprise et banque d'investissement font principalement concurrence à des banques d'investissement mondiales, à des banques commerciales et à de plus petites sociétés de placement. Nous jouissons d'une réputation bien établie de banque d'investissement canadienne de premier rang, de même que de positions de chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la quasi-totalité des services de gros au Canada.

Rendement financier

Les revenus des Services à la grande entreprise et banque d'investissement ont reculé de 435 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils a augmenté de 139 millions de dollars, en raison principalement du niveau plus élevé d'activités de montage de titres de participation, principalement au Canada, et d'activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, résultat qui découle de l'amélioration des marchés des actions à l'échelle mondiale et de l'allègement des conditions sur les marchés du crédit au deuxième semestre de 2009. Ces résultats à la hausse ont été contrebalancés en partie par la diminution des honoraires tirés des activités de fusion et d'acquisition, qui reflète principalement le solide rendement affiché au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cependant, les honoraires tirés des activités de fusion et d'acquisition ont augmenté tout au long de 2009, en raison essentiellement de l'amélioration des conditions du marché.

Les autres revenus ont reculé de 574 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les pertes liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés de nos opérations de titrisation auprès des clients et de nos principales activités de prêts.

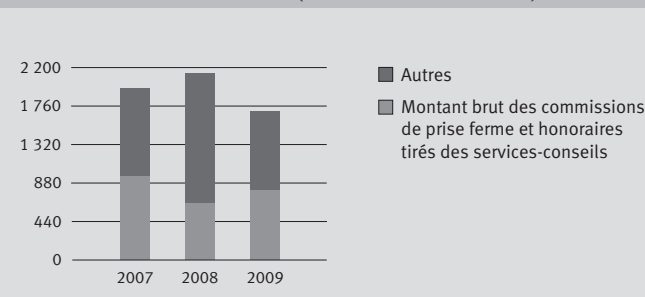
Faits saillants

Tableau 28

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Total des revenus	1 676 \$	2 111 \$	1 936 \$
Autres renseignements			
Montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils	789	650	949
Autres revenus (1)	887	1 461	987
Moyenne de l'actif	32 200	30 600	28 300
Équivalent de travail à plein temps	1 604	1 701	1 684

(1) Le poste Autres comprend les revenus liés à notre principal portefeuille de prêts et au financement par syndicat, les distributions sur les placements privés, ainsi que les gains et les pertes sur les placements privés.

Montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils et autres revenus (en millions de dollars canadiens)



Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux se composent des groupes Exploitation et technologie et Fonctions. Le groupe Exploitation et technologie fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation conçue pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients. Le groupe Fonctions regroupe la trésorerie générale ainsi que les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, de vérification interne et d'autres fonctions générales. Les coûts liés à ces activités sont en grande partie attribués aux secteurs d'exploitation, bien que certaines activités liées au contrôle et à la surveillance de l'entreprise soient comprises dans ce secteur.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'entreprise qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse sur douze mois n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chacun des exercices.

Faits saillants du secteur Services de soutien généraux

Tableau 29

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêt (1)	(924)\$	(995)\$	(732)\$
Revenus autres que d'intérêt	832	358	377
Total des revenus (1)	(92)\$	(637)\$	(355)\$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (2)	456	47	(85)
Frais autres que d'intérêt	34	(18)	36
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(582)\$	(666)\$	(306)\$
(Perte nette) bénéfice net	(206)\$	(178)\$	209 \$
Titrisations			
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	32 685 \$	19 316 \$	17 889 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de l'exercice (4)	18 689	6 482	4 264
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	20 876	20 794	20 349

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes de 366 millions de dollars comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux en 2009 (410 millions en 2008; 332 millions en 2007).
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.
- (4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de l'exercice. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

2009

La perte nette de 206 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 589 millions (391 millions après impôts) et des pertes sur certains titres disponibles à la vente de 419 millions (pertes liées au contexte du marché de 390 millions), y compris une perte de 144 millions (99 millions après impôts) comptabilisées au deuxième semestre de l'exercice relativement aux actions ordinaires de certaines banques canadiennes. La perte est également imputable aux pertes découlant des ajustements à la juste valeur de 217 millions de dollars (151 millions après impôts) de certains

titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, résultat qui reflète le resserrement de nos écarts de taux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains au titre des opérations de titrisation de 918 millions de dollars (630 millions après impôts), qui tiennent compte des nouvelles activités d'investissement et des activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques, et reflètent principalement un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique découlant de notre participation aux programmes de financement gouvernementaux. Pour de plus amples renseignements sur la provision générale, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

2008

La perte nette de 178 millions de dollars tient compte de pertes liées au contexte du marché de 268 millions de dollars (210 millions après impôts) comptabilisées relativement à certains titres disponibles à la vente et de pertes liées au contexte du marché de 129 millions (87 millions après impôts) comptabilisées relativement à certains titres détenus à des fins de transaction. La perte nette reflète aussi une augmentation de la provision générale de 145 millions de dollars (98 millions après impôts) ainsi qu'un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les montants d'impôts qui sont principalement liés aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, par le gain de 190 millions de dollars (129 millions après impôts) lié aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, lesquels reflètent l'élargissement de nos écarts de taux,

par les gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés liés à certaines couvertures économiques de notre financement et par les gains liés aux activités de titrisation.

2007

Le bénéfice net de 209 millions de dollars tient compte des montants d'impôts liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que du règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la juste valeur découlant de la comptabilisation de la tranche inefficace des éléments couverts et des dérivés connexes dans le cadre des relations de couverture comptable, par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture, ainsi que par la hausse des impôts sur le capital qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Résultats par secteur géographique (1)

Tableau 30

(en millions de dollars canadiens)	2009				2008				2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	7 828 \$	2 134 \$	1 544 \$	11 506 \$	6 929 \$	1 132 \$	987 \$	9 048 \$	6 402 \$	412 \$	888 \$	7 702 \$
Revenus autres que d'intérêt	9 464	5 565	2 571	17 600	8 220	2 521	1 793	12 534	8 638	4 322	1 800	14 760
Total des revenus	17 292 \$	7 699 \$	4 115 \$	29 106 \$	15 149 \$	3 653 \$	2 780 \$	21 582 \$	15 040 \$	4 734 \$	2 688 \$	22 462 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 479	1 821	113	3 413	924	643	28	1 595	696	90	5	791
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 100	1 571	938	4 609	922	30	679	1 631	1 230	474	469	2 173
Frais autres que d'intérêt	7 632	4 572	2 354	14 558	7 490	2 991	1 870	12 351	7 409	3 405	1 659	12 473
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	1 000	-	1 000								
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 799	(133)	2	1 668	1 826	(163)	(213)	1 450	1 788	(13)	(242)	1 533
Bénéfice net	4 282 \$	(1 132)\$	708 \$	3 858 \$	3 987 \$	152 \$	416 \$	4 555 \$	3 917 \$	778 \$	797 \$	5 492 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 des Notes complémentaires.

2009 par rapport à 2008

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 4 282 millions de dollars, en hausse de 295 millions, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète principalement la hausse des gains nets liés aux opérations de titrisation, la croissance élevée des volumes et les mesures de gestion des coûts liées à nos services bancaires, de même que l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation, qui a été neutralisé en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Le nombre plus élevé d'activités de montage de titres de participation a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent. La compression des écarts liés à nos services bancaires et à certains services de gestion de patrimoine et la hausse des pertes sur les titres disponibles à la vente ont aussi neutralisé en partie l'augmentation du bénéfice net.

La perte nette aux États-Unis s'est chiffrée à 1 132 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 152 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète essentiellement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi que la réduction, à l'exercice précédent, de la provision au titre du litige lié à Enron. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, les pertes au titre des swaps sur défaillance et la compression des écarts ont également contribué au résultat à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation, qui a été contrebalancée en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, par la diminution des pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement à nos instruments détenus à des fins de transaction et à nos instruments disponibles à la vente, par les volumes de transactions plus élevés et par l'amélioration des activités de montage de prêts.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est élevé à 708 millions de dollars, en hausse de 292 millions, ou 70 %, en raison principalement de la diminution des pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement à nos instruments détenus à des fins de transaction et à nos instruments disponibles à la vente et de la hausse des revenus tirés des

activités de négociation, neutralisée en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. La prise en compte pour l'exercice complet des résultats de RBTT, la croissance de nos produits de rétrocession vie en Europe et de nos autres produits de rétrocession vie et l'expansion continue de nos activités de réassurance de rentes au Royaume-Uni ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes au titre des swaps sur défaillance et par les pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 987 millions de dollars, en hausse de 70 millions, ou 2 %, comparativement à 2007. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des gains découlant des ajustements des évaluations de crédit à l'égard de certains contrats dérivés, par la solide croissance des volumes et les mesures de gestion des coûts liées à nos services bancaires, ainsi que par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. à l'exercice précédent, par les faibles activités de montage de titres de participation et par la baisse des activités de fusion et d'acquisition et de montage de prêts.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 152 millions de dollars, soit une baisse de 626 millions, ou 80 %, qui s'explique en grande partie par la hausse considérable des pertes liées au contexte du marché et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la baisse des activités de montage de titres de participation et de prêts et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, par la baisse des frais au titre de la rémunération variable et par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation, ainsi que par les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est établi à 416 millions de dollars, soit une baisse de 381 millions qui reflète essentiellement les pertes liées au contexte du marché. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation, par

les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, par la

prise en compte des résultats de RBTT, une société que nous avons acquise, et par la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Situation financière

Bilan condensé (1), (2)	Tableau 31	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Actif		
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 353 \$	11 086 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 923	20 041
Valeurs mobilières	186 272	171 134
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	41 580	44 818
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	280 963	289 540
Autres actifs – Dérivés	92 173	136 134
– Autres	36 725	51 106
Total de l'actif	654 989 \$	723 859 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	398 304 \$	438 575 \$
Autres passifs – Dérivés	84 390	128 705
– Autres	125 462	114 039
Débiteures subordonnées	6 461	8 131
Titres de fiducie de capital	1 395	1 400
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 071	2 371
Total du passif	618 083	693 221
Total des capitaux propres	36 906	30 638
Total du passif et des capitaux propres	654 989 \$	723 859 \$

- (1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires.
- (2) Se reporter au tableau 1 pour consulter le cours du change au comptant entre les dollars canadiens et américains à la fin de la période.

2009 par rapport à 2008

Le total de l'actif a diminué de 69 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent et environ la moitié de la diminution est imputable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés principalement en dollars américains. La baisse de la juste valeur des dérivés a également contribué à la diminution.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont reculé de 11 milliards de dollars, résultat qui reflète en grande partie le nombre moins élevé de prêts interbancaires en raison de la conjoncture économique et des conditions du marché.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 15 milliards de dollars, ou 9 %, résultat attribuable à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements et au fait que nous soyons maintenant considérés comme un courtier principal aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés principalement en dollars américains.

Les prêts ont diminué de 9 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés principalement en dollars américains. En outre, la forte croissance des produits de financement aux fins d'accès à la propriété au

Canada a été neutralisée par l'intensification des activités de titrisation et par une baisse des prêts de gros découlant d'une utilisation réduite des facilités de prêts par nos clients.

Les dérivés ont reculé de 44 milliards de dollars, ou 32 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à une baisse de la juste valeur des actifs dérivés. Cette baisse est imputable en grande partie à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur le solde de l'actif libellé en dollars américains et sur les contrats de change pour lesquels nous détenons une position acheteur en dollars américains. Une réduction stratégique de nos positions et l'incidence du resserrement des écarts de taux sur la protection de crédit achetée ont également contribué à la diminution.

Les autres actifs ont affiché une baisse de 14 milliards de dollars, ou 28 %, principalement en raison de la reclassification au cours de l'exercice considéré de certaines sommes à recevoir des courtiers, lesquelles sont contrebalancées dans les prêts de gros, de la baisse des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée au cours de l'exercice.

Le total du passif a diminué de 75 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, et près de la moitié de ce recul est imputable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des passifs libellés principalement en dollars américains.

Les dépôts ont diminué de 40 milliards de dollars, ou 9 %, résultat en grande partie imputable à la diminution des dépôts des entreprises et des gouvernements découlant de la baisse des besoins de financement, à l'appréciation du dollar canadien, ainsi qu'à la diminution des dépôts à terme fixe des particuliers en raison des taux d'intérêt, qui ont connu un creux historique. Ces facteurs ont été en partie compensés par une augmentation des dépôts à vue des particuliers attribuable à la forte demande visant nos comptes d'épargne à intérêt élevé.

Les passifs dérivés ont reculé de 44 milliards de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à une baisse de la juste valeur des passifs dérivés. Cette baisse est imputable en grande partie à l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur les passifs libellés en dollars américains et sur les contrats de change pour lesquels nous détenons une position vendeur en dollars américains. Une réduction stratégique de nos positions et l'incidence du resserrement des écarts de taux sur la protection de crédit vendue ont également contribué à la diminution.

Les autres passifs ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement d'une augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert, ainsi que d'une augmentation des conventions de revente découlant de l'accroissement des volumes attribuable au fait que nous soyons maintenant considérés comme un courtier principal aux États-Unis, ce qui a été contrebalancé par une diminution des acceptations.

Les capitaux propres se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 20 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie l'émission d'actions ordinaires et privilégiées de même que la diminution des pertes nettes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente et notre bénéfice, déduction faite des dividendes.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces opérations comprennent les opérations avec des structures d'accueil et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque, du capital et des liquidités.

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et distinct. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante. Les structures d'accueil peuvent comprendre des entités à détenteurs de droits variables telles qu'elles sont définies dans la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable rate entities)* (NOC-15). Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1, 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour en savoir davantage sur notre

politique en matière de consolidation ainsi que sur les EDDV que nous avons consolidées (au bilan) ou celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). En vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 12 de l'ICCA, intitulée *Cessions de créances* (NOC-12), les structures d'accueil admissibles sont des entités juridiques manifestement distinctes du cédant, qui exercent des activités soumises à des limitations précises, qui détiennent des actifs précis et qui ne peuvent vendre ou céder des actifs désignés qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières. La gestion et la surveillance de nos liens avec des structures d'accueil incombent à notre Comité de surveillance du risque lié à la réputation, comité qui est décrit à la section Gestion du risque, du capital et des liquidités.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de

négociation. Par ailleurs, nous participons à des opérations de titrisation d'obligations principalement afin de diversifier nos sources de financement. Les gains et les pertes sur les opérations de titrisation sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour une description de la convention comptable concernant les opérations de titrisation de prêts et à la note 5 pour une description de nos opérations de titrisation par principal type de produit.

Opérations de titrisation d'actifs financiers		Tableau 32	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		2009	2008
Actifs titrisés en cours			
Créances sur cartes de crédit		3 870 \$	4 120 \$
Prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux		39 796	24 386
Certificats de participation liés à des obligations		1 105	1 243
Total		44 771 \$	29 749 \$
Droits conservés			
Prêts hypothécaires résidentiels			
Titres adossés à des créances hypothécaires conservés (1)		8 920 \$	12 342 \$
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires		1 497	699
Créances sur cartes de crédit			
Titres adossés à des actifs acquis (2)		981	954
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires		33	26
Créances en vertu des contrats de prêt subordonnés		5	8
Prêts hypothécaires commerciaux			
Titres adossés à des actifs acquis (2)		2	7
Certificats de participation liés à des obligations conservés		55	87
Total		11 493 \$	14 123 \$

- (1) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont des prêts hypothécaires consentis au Canada et ils sont garantis par le gouvernement.
(2) Titres acquis au cours du processus de titrisation.

Opérations de titrisation en 2009

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé un montant de 26,7 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 16,6 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 10,1 milliards (valeur nominale) a été conservée. Ces résultats à la hausse pour 2009 sont attribuables non seulement à notre participation régulière au programme traditionnel d'obligations hypothécaires canadiennes, mais également au fait que nous avons vendu des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles assurés par le gouvernement

canadien dans le cadre du programme d'enchères du gouvernement canadien, à savoir le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés. Nous avons également titrisé et vendu 15 millions de dollars de certificats de participation liés à des obligations. Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour une analyse détaillée ainsi que pour les montants des prêts douteux et des prêts en retard que nous gérons et de toute perte constatée au titre des opérations de titrisation durant l'exercice.

Fiducies de capital

Nous émettons des instruments innovateurs, soit les titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS) et les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires de RBC), par l'entremise de trois structures d'accueil : la Fiducie de capital RBC (Fiducie), la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II) et la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III). Nous consolidons la Fiducie, mais nous ne consolidons pas la Fiducie II ni la Fiducie III pour les raisons suivantes : nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire, nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues et nous ne détenons pas de droits significatifs dans ces fiducies. Aux 31 octobre 2009 et 2008, nous détenions des droits résiduels de 1 million de dollars dans chacune des Fiducie II et Fiducie III. Nous disposons d'un prêt à recevoir de la Fiducie II d'un montant de 3 millions de dollars (3 millions en 2008) et d'un prêt à recevoir de la Fiducie III d'un montant de 30 millions (30 millions en 2008) et nous avons inscrit le billet de dépôt de premier rang de 900 millions de dollars et celui de 999,8 millions (900 millions et 999,8 millions en 2008) que nous avons émis à la Fiducie II et à la Fiducie III, respectivement, dans le passif lié aux dépôts. Dans certaines circonstances, les RBC TruCS de la Fiducie II seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées de RBC, et les billets secondaires de RBC, contre des billets subordonnés, sans le consentement préalable des porteurs. De plus, les porteurs de titres RBC TruCS de la Fiducie II peuvent échanger leurs titres contre des actions privilégiées, comme cela est décrit à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Les intérêts débiteurs sur les billets de dépôt de premier rang émis à la Fiducie II et à la Fiducie III se sont chiffrés à 52 millions de dollars et à 47 millions, respectivement (52 millions et 47 millions en 2008) pour l'exercice. Se reporter à la section Gestion du capital et à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour plus de détails sur les fiducies de capital et sur les modalités des RBC TruCS et des billets secondaires de RBC émis et en circulation.

Structures d'accueil

Le tableau suivant présente de l'information sur nos EDDV en complément des informations et de l'analyse détaillée de nos EDDV fournies aux notes 1, 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Entités à détenteurs de droits variables		Tableau 33												
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		2009										2008		
		Total de l'actif par cote de crédit (3)					Total de l'actif par échéance moyenne				Total de l'actif par lieu de résidence de l'emprunteur			Total de l'actif (1)
Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	De première qualité (4)	De qualité inférieure (4)	Aucune cote	Moins de un an	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays			
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :														
Conduits multicédants (5)	26 181 \$	26 550 \$	26 001 \$	180 \$	– \$	13 515 \$	10 775 \$	1 891 \$	– \$	6 097 \$	18 426 \$	1 658 \$	42 698 \$	43 448 \$
EDDV de financement structuré	9 613	2 527	5 885	–	3 728	1	–	9 612	–	–	9 613	–	10 904	3 927
EDDV de création de produits de crédit	930	505	294	471	165	–	–	930	–	–	930	–	2 649	1 281
Conduits de tiers	575	250	575	–	–	575	–	–	–	575	–	–	734	386
Fonds de placement	84	28	–	–	84	–	–	–	84	–	2	82	816	184
Autres	340	103	–	–	340	–	–	29	311	32	272	36	155	63
	37 723 \$	29 963 \$	32 755 \$	651 \$	4 317 \$	14 091 \$	10 775 \$	12 462 \$	395 \$	6 704 \$	29 243 \$	1 776 \$	57 956 \$	49 289 \$
EDDV consolidées :														
EDDV de financement structuré	2 620	–	2 561	59	–	–	–	2 620	–	–	2 620	–	2 491	–
Fonds de placement	588	–	–	–	588	–	–	–	588	202	189	197	1 268	–
Structures de rémunération	64	–	–	–	64	–	–	–	64	64	–	–	76	–
EDDV de création de produits de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	196	–
Autres	3	–	–	–	3	–	–	3	–	–	3	–	113	–
	3 275 \$	– \$	2 561 \$	59 \$	655 \$	– \$	– \$	2 623 \$	652 \$	266 \$	2 812 \$	197 \$	4 144 \$	– \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
(2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
(3) La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs. Certains actifs, notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les garanties sous-jacentes ne sont assortis d'aucune cote dans les catégories présentées dans le tableau.
(4) Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.
(5) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

Plus de 84 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs et plus de 77 % des actifs dans des EDDV consolidées étaient assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Ces actifs proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance. En ce qui a trait aux conduits multicédants et aux EDDV de financement structuré non consolidés, plus de 95 % et de 61 % des actifs, respectivement, étaient assortis d'une cote supérieure ou égale à A.

Titrisation des actifs financiers des clients

Nous administrons six programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des structures multicédantes (conduits multicédants ou conduits), soit trois au Canada et trois aux États-Unis. Nous exerçons des activités sur ce marché des conduits parce que nos clients accordent de la valeur à ces transactions. Ces conduits nous offrent une bonne source de revenus, un rendement ajusté en fonction des risques et des occasions d'interdistribution. Nos clients ont principalement recours aux conduits multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement en tirant parti de la valeur de garanties de grande qualité.

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) bénéficiant de cotes élevées, sans levier financier. Un pour cent (moins de 1 % en 2008) des actifs titrisés en cours étaient constitués de prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux.

Nous fournissons aux conduits multicédants certains services tels que des services de structuration des opérations et d'administration, ainsi que des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels. Les commissions touchées à l'égard de ces services ont augmenté considérablement par rapport à l'exercice précédent, se chiffrant à 271 millions de dollars en 2009 comparativement à 160 millions en 2008, en raison de l'augmentation du prix des opérations qui a plus que contrebalancé la baisse de volume enregistrée au cours de l'exercice. Ces montants sont constatés à titre de revenus autres que d'intérêt. Les engagements au titre des facilités de garantie de liquidités et des facilités de rehaussement de crédit sont pris en compte dans notre calcul de l'actif ajusté en fonction des risques et, par conséquent, ils ont une incidence sur nos besoins en matière de capital réglementaire. Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces conduits multicédants et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs qu'ils détiennent.

Le total de nos engagements envers les conduits au titre des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit est présenté ci-après. Le montant total de l'engagement au titre de ces facilités est supérieur au montant maximal total des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des conventions d'achat. Par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités. Les facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit sont décrites aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Facilités de liquidités et de rehaussement de crédit

Tableau 34

	2009				2008			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)								
Facilités de garantie de liquidités	26 669 \$	22 200 \$	1 683 \$	23 883 \$	43 452 \$	37 080 \$	1 882 \$	38 962 \$
Facilités de rehaussement de crédit	2 667	2 667	–	2 667	4 486	4 486	–	4 486
Total	29 336 \$	24 867 \$	1 683 \$	26 550 \$	47 938 \$	41 566 \$	1 882 \$	43 448 \$

(1) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées.

(2) Déduction faite de la provision pour pertes sur prêts et des radiations.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

Tableau 35

	2009			2008		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
Au 31 octobre (en millions de dollars)						
Actifs titrisés en cours						
Prêts sur cartes de crédit	9 180 \$	1 494 \$	11 426 \$	12 281 \$	1 494 \$	16 286 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	2 611	2 488	5 312	3 426	5 390	9 517
Prêts aux étudiants	2 358	–	2 551	3 670	–	4 420
Créances clients	1 464	867	2 451	2 280	2 302	5 048
Titres adossés à des actifs	2 087	–	2 258	2 306	–	2 778
Créances au titre du matériel	596	986	1 631	365	1 535	1 975
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	290	–	314	235	–	283
Créances liées au marché de l'électricité	–	255	255	–	306	306
Prêts aux grandes entreprises à recevoir	206	–	223	276	–	333
Primes d'assurance	–	66	66	213	203	460
Prêts hypothécaires résidentiels	–	63	63	–	110	110
Prêts à la consommation	–	–	–	1 122	–	1 351
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	–	–	–	327	187	581
Total	18 792 \$	6 219 \$	26 550 \$	26 501 \$	11 527 \$	43 448 \$
Montant équivalent en dollars canadiens	20 331 \$	6 219 \$	26 550 \$	31 921 \$	11 527 \$	43 448 \$

Au cours de l'exercice, nous avons continué à mettre l'accent sur nos activités de montage de manière sélective, ce qui a permis de réduire notre risque de perte maximal et les concentrations tout en augmentant les prix et la protection de premier niveau contre les pertes. Le montant maximal des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat en cours se chiffrait à 26,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009 (42,7 milliards en 2008). Les variations par rapport à l'exercice précédent sont les suivantes : les actifs libellés en dollars américains ont diminué de 7,5 milliards de dollars US par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories des prêts sur cartes de crédit, des prêts aux étudiants et des prêts à la consommation; les actifs libellés en dollars canadiens ont diminué de 5,2 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories des prêts-auto et crédit-bail automobile, des créances clients et des créances au titre du matériel. Sur l'ensemble des engagements d'achat en cours, les conduits multicédants avaient acheté au total pour 18,9 milliards de dollars d'actifs financiers au 31 octobre 2009 (33,6 milliards en 2008). Étant donné que 76,7 % des actifs des conduits

multicédants sont des actifs libellés en dollars américains, notre risque de perte maximal total présenté dans le tableau 35 tient compte de l'incidence des variations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain. En appliquant le taux de change en vigueur au 31 octobre 2008, notre risque de perte maximal aurait diminué d'environ 33 % entre le 31 octobre 2008 et le 31 octobre 2009, pour s'établir à 29 milliards de dollars, au lieu d'inscrire la baisse de 39 % reflétée dans le tableau précédent.

Au 31 août 2009, la moyenne pondérée de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes fournie par les cédants des actifs financiers s'établissait à 41 % du total des actifs, ce qui correspond à un multiple de couverture de 8,3 fois le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 4,9 % lié au portefeuille d'actifs du client. En outre, notre structure de frais contribue à diminuer le risque lié au portefeuille. Au 31 octobre 2009, 93 % (90 % en 2008) des actifs titrisés sont financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais; ainsi, le coût payé par nos clients correspond à la somme du coût de financement

du conduit majoré d'une commission qui couvre le coût des facilités de crédit attribuables et les frais accessoires que nous ou des tiers engageons. Par conséquent, nous ne sommes pas exposés au risque de financement ou d'écart lié à ces actifs, lequel pourrait survenir dans des marchés volatils. Par ailleurs, un tiers non lié (l'investisseur qui prend en charge les pertes prévues) prend en charge les pertes sur créances, jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal, qui pourraient survenir à l'égard des actifs des conduits multicédants avant nous et les détenteurs de titres d'emprunt des conduits multicédants.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des opérations effectuées par les conduits multicédants. Trois agences de notation, soit Moody's Investors Service (Moody's), Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings (Fitch), évaluent les opérations financées par nos conduits multicédants aux États-Unis. Les opérations effectuées par nos conduits multicédants au Canada sont également évaluées par Dominion Bond Rating Services (DBRS). Chaque agence de notation qui évalue ces opérations examine également le rendement continu des opérations sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Le PCAA émis par les conduits multicédants totalise 18,9 milliards de dollars (33,6 milliards en 2008) et 70 % (74 % en 2008) de l'ensemble de ce papier commercial obtient généralement la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation. Les échéances moyennes pondérées (45,3 et 37,9 jours pour les conduits aux États-Unis; 31,3 et 29,4 jours pour les conduits au Canada aux 31 octobre 2009 et 2008, respectivement) demeurent plus longues que les moyennes historiques, ce qui a donné lieu à un calendrier des échéances bien équilibré et contribué à l'atténuation des risques de financement découlant des perturbations du marché. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 31 octobre 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 3,7 millions de dollars (598 millions en 2008), lesquels sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction. Les stocks demeurent en deçà des niveaux historiques.

Les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,4 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs. En 2008 et en 2009, certains conduits multicédants aux États-Unis ont eu recours à nos facilités de garantie de liquidités pour financer une portion des titres adossés à des actifs. Ces emprunts, déduction faite des radiations et des provisions, se chiffraient à 1,7 milliard de dollars (1,9 milliard en 2008) et sont compris dans le poste Prêts – prêts de gros. De ce montant de 1,7 milliard de dollars, une tranche de 65 millions (203 millions en 2008) et un montant connexe de 2 millions au titre de la provision pour pertes sur prêts (65 millions en 2008) ont trait à un TGC lié à des TAA qui a été classé comme un prêt douteux. En 2009, nous avons radié un montant de 126 millions de dollars (néant en 2008) de la provision pour pertes sur prêts. Tous les autres titres adossés à des actifs ont maintenu un bon rendement.

Création de produits de placement de crédit

Nous offrons des structures d'accueil généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Ces structures d'accueil émettent des effets capitalisés et non capitalisés. Dans certains cas, nous investissons dans ces effets. Les agences de notation externes peuvent attribuer des cotes aux effets capitalisés. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en Bourse. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart des effets capitalisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons occasionnellement à titre de teneur de marché. Pour de plus amples renseignements sur les effets non capitalisés, veuillez vous reporter aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Comme c'est le cas pour tous nos dérivés, les contrats sur dérivés conclus avec ces structures d'accueil sont comptabilisés à leur juste valeur dans les actifs et les passifs se rapportant aux dérivés. Notre exposition à ces structures d'accueil a diminué par rapport à l'exercice précédent, par suite de la liquidation de certaines de ces entités. Au 31 octobre 2009, les actifs dans ces structures d'accueil s'élevaient à 2,9 milliards de dollars (5,3 milliards en 2008), dont une tranche de néant était consolidée au 31 octobre 2009 (0,2 milliard en 2008). Au 31 octobre 2009, nos placements dans les effets capitalisés, les créances liées aux dérivés et les valeurs nominales des effets non capitalisés liés aux structures d'accueil non consolidées s'élevaient à 18 millions de dollars (34 millions en 2008), 317 millions (599 millions en 2008) et 170 millions (648 millions en 2008), respectivement.

Financement structuré

À l'exercice 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains d'entités qui ont financé leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 octobre 2009, le total des actifs des EDDV de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements importants et la juste valeur de ces placements importants s'élevaient à 4,7 milliards de dollars (4,9 milliards en 2008) et à 1,3 milliard (2,0 milliards en 2008), respectivement. Au 31 octobre 2009, environ 89 % de ces placements présentaient une cote AAA. Les intérêts créditeurs sur les placements dans des titres à enchères, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, se sont chiffrés à 77,5 millions de dollars pour l'exercice (93 millions en 2008 et 2 millions en 2007).

Nous vendons également des titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable émis par ces programmes et nous procurons des facilités de liquidités et des lettres de crédit à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation lié à des titres à enchères. L'information sur les garanties présentée à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 porte notamment sur les facilités de liquidités et sur les lettres de crédit. Au 31 octobre 2009, le total des actifs des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères non consolidés se chiffrait à 791 millions de dollars (1,4 milliard en 2008). Nous ne détenons aucun certificat à taux variable à titre d'agent de revente dans le cadre des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères aux 31 octobre 2009 et 2008. Les commissions touchées à l'égard des services de revente et des lettres de crédit et facilités de liquidités fournies, qui sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, se sont élevées à 3 millions de dollars pour l'exercice (3 millions en 2008; néant en 2007).

En 2008, nous avons également vendu des titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une entité non affiliée et non consolidée. L'achat des titres à enchères par cette entité a été financé par un prêt que nous avons consenti, et le prêt est garanti par les divers actifs de l'entité. Au 31 octobre 2009, le total des actifs de cette entité et notre risque maximal de perte s'élevaient à 4,2 milliards de dollars (4,7 milliards en 2008) et à 449 millions (500 millions en 2008), respectivement. Les commissions reçues de cette entité, provenant de la facilité de crédit, des services administratifs et des garanties que nous lui fournissons, ainsi que de nos services à titre d'agent de revente des titres à enchères détenus par l'entité, se sont chiffrées à 3,7 millions de dollars au cours de l'exercice (4,0 millions en 2008; 0,3 million en 2007). Ce montant est comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêt. Les intérêts créditeurs sur le prêt et sur la facilité de crédit, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, ont totalisé 7,2 millions de dollars pour l'exercice (6,7 millions en 2008; 1,1 million en 2007).

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des opérations sur dérivés sur actions avec des fonds de placement. Ces opérations offrent aux investisseurs le degré de risque qu'ils souhaitent. Nous couvrons notre risque lié à ces dérivés en investissant dans d'autres fonds. En raison d'une hausse des rachats au cours de l'exercice, le total de l'actif des fonds que nous n'avons pas consolidés et dans lesquels nous détenons des droits importants a diminué de 732 millions de dollars pour s'établir à 84 millions au 31 octobre 2009. En outre, nous avons choisi de réduire nos participations dans certains fonds au cours de l'exercice. Par conséquent, notre exposition totale, qui visait principalement les placements dans les fonds, a diminué de 156 millions de dollars pour s'établir à 28 millions au 31 octobre 2009.

Fiducies, fonds communs de placement et organismes de placement collectif

Notre coentreprise, RBC Dexia IS, offre aux investisseurs institutionnels des services de garde internationale, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services aux actionnaires, des services d'opérations de change, de prêt de titres et d'analyse ainsi que d'autres services connexes. Lorsqu'elle agit à titre de fiduciaire, RBC Dexia IS doit, aux termes de sa responsabilité fiduciaire, agir au mieux des intérêts des bénéficiaires des fiducies. Une tranche de 50 % des commissions que touche RBC Dexia IS est incluse dans nos revenus, ce qui représente notre quote-part de notre participation dans la coentreprise. Se reporter à la note 9 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour plus de détails.

Nous gérons les actifs des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif et nous touchons des commissions fondées sur les taux du marché pour ces fonds et ces organismes, mais nous ne garantissons aucunement aux investisseurs le capital ni les rendements de ces fonds et de ces organismes.

Garanties, engagements vis-à-vis de la clientèle de détail et engagements commerciaux

Comme il est décrit à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, nous concluons des ententes de garanties en contrepartie de frais inscrits à titre de revenus autres que d'intérêt. Au 31 octobre 2009, le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à ces garanties se chiffrait à 89 milliards de dollars (137 milliards en 2008). En outre, au 31 octobre 2009, les garanties pour prêt de titres de RBC Dexia IS totalisaient 34,7 milliards de dollars (45,7 milliards en 2008). Le risque auquel nous sommes exposés correspond à 50 % de ce montant. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, sans qu'il soit tenu compte des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu des dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage. Au 31 octobre 2009, nous disposons de facilités de garantie de liquidités d'un montant de 22,6 milliards de dollars (37,9 milliards en 2008) relativement à nos programmes de PCAA, dont une tranche correspondant à 98 % (98 % en 2008) était engagée auprès de conduits multicédants gérés par RBC.

Nous fournissons aussi des engagements à nos clients dans le but de les aider à combler leurs besoins de financement. Ces garanties et ces engagements nous ont exposés au risque d'illiquidité et de financement.

Le tableau ci-après présente un sommaire détaillé de nos engagements hors bilan. La note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 fournit des renseignements détaillés sur nos garanties et nos engagements.

Engagements vis-à-vis de la clientèle de détail et engagements commerciaux (1)

Tableau 36

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 an	De plus de 3 ans à 5 an	Plus de 5 ans	Total
Lettres de crédit documentaire	481 \$	– \$	– \$	– \$	481 \$
Engagements de crédit et facilités de liquidités	10 531	61 528	5 217	4 188	81 464
Montants non engagés (2)	–	181 172	–	–	181 172
	11 012 \$	242 700 \$	5 217 \$	4 188 \$	263 117 \$

(1) Basé sur la durée restante jusqu'à l'échéance.

(2) Les montants non engagés représentent les montants que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Aperçu

Contexte de gestion des risques

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre capacité à gérer ces risques constitue l'une de nos principales compétences, et elle est étayée par notre culture bien établie et notre démarche efficace en matière de gestion des risques.

Nous gérons nos risques en cherchant à nous assurer que nos activités commerciales et nos opérations se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés et qu'ils s'alignent sur notre goût du risque et nous gérons ce dernier au sein de toute l'organisation en assurant le respect de notre cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise.

L'économie mondiale était toujours en récession au début de 2009. Le recul de l'économie a toutefois ralenti au deuxième semestre de 2009, surtout en raison de la stabilisation des marchés des capitaux et de la conjoncture économique. Le risque de crédit a augmenté et la qualité du crédit s'est détériorée par rapport à l'exercice précédent, résultats qui cadrent avec le cycle économique mondial. Le degré de détérioration du crédit en 2010 dépendra de la conjoncture économique et cette détérioration continuera de se répercuter sur nos résultats consolidés, car les pertes sur créances atteignent généralement un sommet un an après la fin du cycle économique.

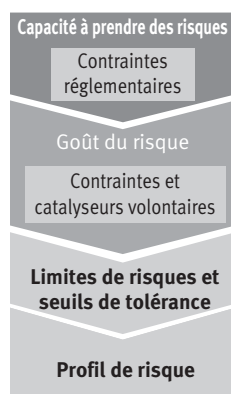
Les marchés financiers mondiaux ont continué de subir des pressions et sont demeurés très volatils au début de 2009. Nous avons continué à subir des pertes nettes liées au contexte du marché en 2009. Ces pertes, dont le rythme de croissance est analogue à celui des pertes enregistrées jusqu'à la fin de 2008, se sont toutefois atténuées au deuxième semestre, par suite de l'amélioration des conditions des marchés financiers à l'échelle mondiale et de la baisse de la volatilité découlant des autres signes de stabilisation des marchés financiers. Il n'en demeure pas moins que des risques importants subsistent, car la viabilité de cette tendance demeure incertaine.

Nous avons continué de prendre des mesures pour atténuer l'incidence du contexte de gestion des risques actuel sur notre profil de risque et nous avons amélioré nos positions de capital et de liquidités en émettant d'autres capitaux et en participant à certaines opérations de titrisation en 2009.

En raison de la conjoncture et des conditions du marché qui règnent à l'heure actuelle, nous avons évalué, au cours de l'exercice, les conditions susceptibles d'entraîner un stress afin de nous assurer que nous sommes bien positionnés pour gérer ces conditions. Par ailleurs, en raison des perturbations qui se sont produites antérieurement sur les marchés, les autorités de réglementation à l'échelle mondiale se sont engagées à resserrer les exigences en matière de capital et de liquidités, ce qui pourrait fort probablement entraîner une hausse des niveaux de capital.

Goût du risque

Notre goût du risque constitue la nature et le montant des risques que nous sommes disposés à accepter pour atteindre nos objectifs. Notre cadre de gestion lié à notre goût du risque prévoit une démarche structurée aux fins des processus suivants :



1. Délimiter notre **capacité à prendre des risques** en établissant les contraintes réglementaires qui limitent notre capacité à accepter le risque.

2. Établir et confirmer, sur une base régulière, notre goût du risque, lequel se compose de **contraintes et de catalyseurs volontaires** en vertu desquels nous avons choisi de limiter les risques que nous prenons ou d'exercer une influence sur ces risques. Nos contraintes sont les suivantes :

- maintenir une cote AA ou une cote supérieure;
- assurer l'adéquation du capital;
- maintenir une faible exposition aux événements entraînant un stress;
- maintenir la stabilité du bénéfice;
- assurer une gestion rigoureuse et prudente du risque d'illiquidité et de financement;
- se conformer aux exigences et aux attentes des autorités de réglementation;
- maintenir un profil de risque qui ne comporte pas plus de risques que le profil de risque de notre homologue moyen.

3. Convertir notre goût du risque en **limites de risques** et en **seuils de tolérance** qui servent de lignes directrices à nos secteurs d'exploitation aux fins de la prise de risques.

4. Évaluer régulièrement notre **profil de risque** par rapport aux limites de risques et aux seuils de tolérance pour s'assurer que les mesures appropriées sont prises avant que le profil de risque ne cesse de correspondre à notre goût du risque.

Notre cadre de gestion lié à notre goût du risque est conforme aux meilleures pratiques de l'industrie et aux attentes des autorités de réglementation. Nous comptons dorénavant l'adapter et l'appliquer à chaque secteur d'exploitation, à chaque secteur d'activité et à chaque entité juridique. Ce cadre évoluera en fonction de l'importance que les autorités de réglementation et les marchés continueront d'accorder à l'analyse du goût du risque effectuée par la direction.

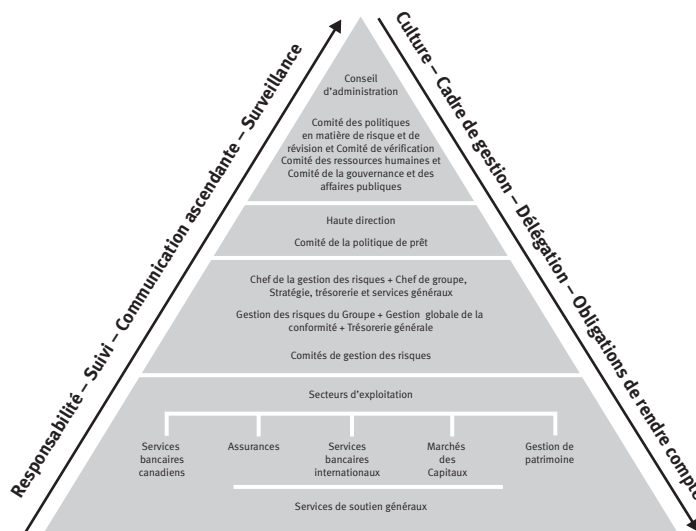
Principes de gestion du risque

Les principes suivants servent de lignes directrices aux fins de la gestion des risques au sein de l'entreprise :

- Pour maintenir un équilibre efficace entre les risques et les récompenses**, nous assurons la concordance entre notre goût du risque et notre stratégie commerciale; nous diversifions les risques; nous établissons adéquatement les prix en fonction des risques; nous atténuons les risques au moyen de contrôles permettant de les détecter et de les prévenir; nous transférons les risques à des tiers.
- Tous les échelons de l'organisation sont responsables de la gestion du risque.** Chaque secteur d'exploitation est responsable de la gestion active des risques qu'il prend, et la Gestion des risques du Groupe et les autres unités fonctionnelles des Services de soutien généraux fournissent à cette fin des lignes directrices et assurent une surveillance.
- Nous basons notre processus de prise de décisions sur notre compréhension des risques** et nous procédons à une évaluation rigoureuse des risques liés aux relations, aux produits, aux transactions et aux autres activités commerciales.
- Nous évitons toute activité qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de conduite ou nos politiques**, ce qui nous aide à protéger notre réputation.
- L'attention que nous prêtons à nos clients réduit nos risques**, car elle nous permet de connaître nos clients et de faire en sorte que les services que nous fournissons répondent aux besoins des clients et que ces derniers en aient une bonne compréhension.
- Nous nous assurons que tous les échelons de l'organisation exercent des jugements et font preuve de bon sens** aux fins de la gestion du risque.

Gouvernance du risque

La pyramide de structure générale de gouvernance du risque ci-dessous illustre les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes aux fins de la gestion du risque d'entreprise. Nous comparons régulièrement cette structure aux meilleures pratiques de l'industrie et aux lignes directrices des autorités de réglementation. Au cours de la dernière année, nous avons apporté des améliorations à notre structure de gouvernance; nous avons créé un nouveau comité de surveillance des portefeuilles de placement, nous avons confirmé le rôle du Comité des ressources humaines du Conseil d'administration en ce qui concerne la surveillance de nos systèmes de rémunération et nous avons mis en place un processus plus structuré grâce auquel les questions liées à la gestion des risques et à la gouvernance peuvent, le cas échéant, être communiquées de façon ascendante par les conseils d'administration des entités juridiques et les comités aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration. Une autre amélioration incluait l'établissement d'un nouveau comité de surveillance de la gestion du risque lié à la rémunération afin d'officialiser les processus en matière de gouvernance, de surveillance et de gestion des programmes de rémunération.



Les composantes de notre structure de gouvernance du risque sont les suivantes :

Conseil d'administration

- Le Conseil d'administration fournit des services de surveillance et s'acquitte de son mandat de gestion du risque par l'entremise de ses comités, y compris le Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Comité de vérification, le Comité de la gouvernance et des affaires publiques et le Comité des ressources humaines.

Comité des politiques en matière de risques et de révision

- Ce comité approuve le goût du risque de l'organisation.
- Il approuve les cadres, principes et politiques de gestion du risque recommandés par la haute direction.
- Il examine l'efficacité de notre programme d'évaluation des facteurs de stress.
- Il examine les rapports détaillés sur le profil de risque par rapport au goût du risque qui a été approuvé.
- Il examine les risques de crédit importants liés à une seule entreprise.

Comité de vérification

- Ce comité examine et approuve notre processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres.
- Il s'assure que des politiques aux fins de la gestion des liquidités, du financement et du capital sont en place et qu'elles sont revues et approuvées régulièrement.
- Il examine le caractère approprié et l'efficacité des contrôles internes.
- Il assure la surveillance de l'intégrité de nos états financiers.

Comité des ressources humaines

- Ce comité et le Comité des politiques en matière de risques et de révision sont conjointement responsables de notre Code de déontologie.
- Il est responsable de l'élaboration et du fonctionnement de nos systèmes de rémunération.

Comité de la gouvernance et des affaires publiques

- Ce comité examine les politiques et programmes liés à notre image et à notre réputation.
- Il s'assure que des processus appropriés sont en place aux fins des communications avec les clients, les employés, les actionnaires, la communauté financière et le public.

Haute direction

- La haute direction se compose d'une équipe de cadres dirigeants et elle a à sa tête le président et chef de la direction.
- Elle est responsable de notre stratégie et de sa mise à exécution et elle doit à cette fin donner le ton.
- Les activités de surveillance des risques de la haute direction incombent principalement au Comité de la politique de prêt, ainsi qu'aux comités de gestion des risques.

Comité de la politique de prêt

- Ce comité est chargé de faire en sorte que notre profil de risque général cadre avec nos objectifs stratégiques et qu'un processus de gestion des risques permanent et approprié ait été mis en œuvre afin de déterminer, d'évaluer et de gérer l'ensemble de nos risques.

Chef de la gestion des risques et Gestion des risques du Groupe

- Le chef de la gestion des risques et la Gestion des risques du Groupe sont principalement chargés de promouvoir notre culture de gestion du risque.
- Ils établissent et communiquent notre goût du risque.
- Ils maintiennent, à l'échelle de l'entreprise, un programme visant à déterminer, à évaluer, à contrôler et à communiquer les risques importants avec lesquels nous devons composer.
- Ils établissent les contrôles des risques et les limites de risques afin d'assurer une diversification des risques appropriée et d'optimiser le ratio risque/rendement, tant en ce qui concerne le portefeuille que la transaction.
- Ils surveillent les niveaux de risques, y compris notre profil de risque par rapport à notre goût du risque, et ils communiquent aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration les principaux risques que nous acceptons ou ceux avec lesquels nous devons composer.

Chef de la conformité à la réglementation et Gestion globale de la conformité

- Le chef de la conformité à la réglementation et la Gestion globale de la conformité assurent une surveillance active des politiques et processus en matière de conformité qui ont été élaborés afin d'atténuer et de gérer le risque lié à l'environnement réglementaire et d'assurer le respect de la réglementation dans tous les pays où nous exerçons des activités.

Trésorerie générale

- La Trésorerie générale gère et surveille notre position de capital, notre risque de taux d'intérêt structural et notre risque d'illiquidité et de financement.

Comités de gestion des risques

- **Comité actif-passif** – Ce comité examine, recommande et approuve des politiques ayant un vaste champ d'application ainsi que les rapports de conformité réguliers concernant la gestion du capital, des liquidités et du financement, de même que la gestion du risque de taux d'intérêt structural.
- **Comité de surveillance des risques liés aux marchés financiers** – Ce comité est responsable de la gestion des risques liés aux marchés financiers et il est le principal responsable de l'approbation des risques liés aux produits, initiatives, politiques et limites touchant le secteur Marchés des Capitaux.
- **Comité de surveillance des portefeuilles de placements** – Ce comité surveille nos portefeuilles de placements non effectués par le secteur Marchés des Capitaux, et il approuve les politiques et les cadres de gestion des placements.
- **Comité d'examen de la politique** – Ce comité est le principal responsable de l'approbation des politiques, des produits et des services.
- **Comité de surveillance du risque lié à la réputation** – Ce comité s'acquitte de ses responsabilités de surveillance en procédant à l'examen des montages financiers, des prêts complexes, des produits, des activités commerciales ou des relations-clients susceptibles d'entraîner d'importants risques liés à la réputation, risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, risques comptables ou risques fiscaux.
- **Comité de surveillance de la gestion du risque lié à la rémunération** – Ce comité revoit la conception du programme de rémunération et les distributions dans le cadre des principaux programmes incitatifs et en fait le suivi afin d'assurer la conformité avec les principes pour de saines pratiques en matière de rémunération publiés par le Conseil de stabilité financière. Ce comité est constitué du chef de la gestion des risques, du dirigeant principal des ressources humaines, du chef de l'administration et du chef des finances.

- **Comité de déontologie et de conformité à la réglementation** – Ce comité soutient directement notre processus de gestion des risques liés à l'environnement réglementaire, à la conformité et à la réputation.
- **Comité de gouvernance et de surveillance des entités locales et juridiques** – Ce comité fait en sorte que les conseils d'administration des entités juridiques disposent de contrôles pour assurer la communication ascendante des risques et des questions de gouvernance aux cadres supérieurs. Ainsi, le Comité de gouvernance d'entreprise – États-Unis est responsable de la communication ascendante aux cadres supérieurs des risques et des enjeux de gouvernance touchant nos activités aux États-Unis.

Secteurs d'exploitation

- Les secteurs d'exploitation sont responsables de la gestion des risques qui leur sont propres, et ils doivent aligner la stratégie commerciale sur le goût du risque et cerner, contrôler et gérer les risques assumés.

Évaluation des risques

Notre capacité à évaluer les risques est une composante clé de notre processus de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à divers types de risques, tandis que certaines autres ne s'appliquent qu'à un seul type de risque. Bien que l'évaluation quantitative des risques soit importante, nous nous appuyons également sur des facteurs qualitatifs. Nos modèles et techniques d'évaluation font continuellement l'objet d'évaluations indépendantes afin de déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Dans le cas des types de risques difficiles à quantifier, nous accordons une plus grande importance aux facteurs de risque qualitatifs et à l'évaluation des activités afin d'évaluer le niveau de risque général et de nous assurer qu'il s'aligne sur notre goût du risque.

Pertes prévues

Les pertes prévues représentent les pertes auxquelles la conduite des affaires normales est susceptible de donner lieu dans une période de temps donnée selon les prévisions statistiques.

Pertes imprévues et capital économique

Les pertes imprévues représentent une estimation statistique de l'excédent des pertes réelles sur les pertes prévues pour un horizon donné, évalué en fonction d'un niveau de confiance précis. Nous utilisons, à l'échelle de l'entreprise, le capital économique pour estimer les pertes imprévues liées à nos activités commerciales. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Analyse de sensibilité et évaluation des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress sont des techniques d'évaluation du risque qui nous aident à assurer que les risques que nous prenons n'excèdent pas notre goût du risque et que le niveau de capital demeure adéquat.

Les analyses de sensibilité consistent notamment à varier un seul facteur (p. ex., un paramètre d'entrée du modèle ou une hypothèse précise) afin d'évaluer son incidence sur diverses mesures du risque.

Les évaluations des facteurs de stress tiennent généralement compte des modifications simultanées d'un certain nombre de facteurs de risque. Elles servent à évaluer le niveau des pertes imprévues auxquelles pourraient donner lieu le risque de crédit, le risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), le risque opérationnel ainsi que le risque d'illiquidité et de financement lorsque des conditions défavorables surviennent. Les évaluations des facteurs de stress jouent un rôle important et étayent nos processus aux fins de la gestion globale du capital et de l'évaluation de l'adéquation du capital. Notre programme d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise utilise des scénarios de stress de gravités diverses élaborés à partir d'événements peu susceptibles de se produire, mais qui pourraient avoir une incidence défavorable sur le marché et l'économie. Nous évaluons ces groupes de scénarios de stress communs et intégrons les résultats afin d'obtenir un aperçu, à l'échelle de l'entreprise, des incidences sur nos résultats financiers et nos besoins de trésorerie. À partir de prévisions macro-économiques, le programme établit l'incidence des facteurs de stress sur divers types de risque à l'échelle de l'entreprise. Les scénarios macro-économiques pris en considération cette année comprennent une récession prolongée, la faiblesse du marché de l'immobilier, un contexte de déflation persistante et la survenance d'une crise dans les marchés émergents. Le contexte économique actuel est propice aux prévisions de ces scénarios.

Validation des modèles

Nous évaluons et gérons les différents types de risque à l'aide de modèles. Nous avons recours à un processus de validation globale en vertu duquel nous révisons les modèles, les paramètres d'entrée et les données obtenues. Dans le cadre de ce processus, nous examinons notamment les données utilisées, les fondements logiques et théoriques sur lesquels repose le modèle, le processus de traitement, l'interprétation des données obtenues et l'utilisation stratégique des résultats tirés du modèle. Notre processus de validation des modèles est conçu afin de nous assurer que tous les facteurs de risque sous-jacents sont cernés et atténués avec succès. Afin d'assurer la solidité de nos techniques d'évaluation, la validation des modèles est effectuée par des spécialistes du risque n'ayant aucun lien avec les personnes responsables de l'élaboration et de l'application des modèles et des hypothèses. Si une validation indépendante ne peut être réalisée à l'interne (p. ex., pour des modèles particulièrement spécialisés), nous embauchons des experts indépendants pour valider le modèle.

Contrôle du risque

Nous avons recours à un processus exhaustif de contrôle du risque à l'appui de notre démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Le processus de contrôle repose sur le cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise, sur les cadres de gestion propres à chaque risque et sur les cadres de gestion du capital, des liquidités et de la conformité. Ces cadres établissent les fondements en vue de l'élaboration et de la communication de politiques, de la mise en œuvre de processus officiels d'examen et d'approbation des risques, ainsi que de l'établissement des pouvoirs délégués et des limites de risque fixées. La mise en œuvre de contrôles du risque solides nous permet d'optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération.

Notre cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise offre un aperçu de notre programme visant à cibler, à mesurer et à contrôler les risques importants auxquels nous sommes confrontés et à communiquer de l'information à leur sujet.

Nos cadres et politiques de gestion du risque sont structurés selon les cinq niveaux suivants :

Niveau 1 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : c'est sur ce cadre que reposent toutes les questions liées à la gestion du risque au sein de l'organisation.

Niveau 2 : Cadres de gestion propres à chaque risque : ces cadres de gestion individuels exposent plus en détail chaque type de risque, ainsi que les méthodes utilisées pour cerner et évaluer les risques, pour assurer leur suivi et pour présenter de l'information à leur sujet, de même que les principales politiques et responsabilités.

Niveau 3 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : ces politiques constituent des critères minimaux en vertu desquels nos secteurs d'exploitation et nos employés doivent exercer leurs activités.

Niveau 4 : Cadre de gestion des risques multiples à l'échelle de l'entreprise : ces politiques régissent les activités telles que l'examen et l'approbation des risques liés aux produits, les évaluations des facteurs de stress, les pouvoirs d'approbation des risques et la gestion des risques liés aux modèles.

Niveau 5 : Politiques et procédures propres aux secteurs d'exploitation : ces politiques et ces procédures sont élaborées afin de gérer les risques qui sont propres aux activités des secteurs d'exploitation.

Processus d'examen et d'approbation des risques

Les processus d'examen et d'approbation des risques sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, en fonction de la nature, de l'importance et de la complexité du risque visé. En règle générale, dans le cadre du processus, une personne, un groupe ou un comité indépendants procède à l'examen officiel des risques et approuve ceux-ci. Les responsabilités au chapitre de l'approbation sont régies par les pouvoirs délégués, selon les catégories suivantes : opérations, prêts structurés, projets et initiatives, et nouveaux produits et services.

Pouvoirs et limites

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision délègue les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'assurance au président et chef de la direction et au chef de la gestion des risques. En vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ces dirigeants peuvent approuver les limites d'exposition aux risques à l'échelle individuelle et pour chaque secteur géographique (pays et région) et secteur d'activité qui s'inscrivent dans des paramètres définis, établir des limites en matière de prise ferme et de

placements pour ce qui est des activités de négociation et des services de banque d'investissement et établir des restrictions à l'égard du risque de marché.

Communication de l'information

Le processus de suivi et la communication des risques à l'échelle de l'entreprise constituent des composantes cruciales de notre programme général de gestion du risque et ils étayent la capacité des hauts dirigeants et du Conseil d'administration à assumer efficacement leurs responsabilités en matière de gestion et de surveillance des risques. Chaque trimestre, les cadres dirigeants et le Conseil d'administration reçoivent le rapport sur les risques du Groupe, qui porte sur divers risques avec lesquels l'organisation doit composer et qui contient une analyse des questions et tendances connexes. Chaque année, le chef de la gestion des risques présente au Conseil d'administration l'évaluation de l'état actuel et prévu de notre profil de risque par rapport à notre goût du risque, ainsi que des risques émergents mis en évidence. Outre les rapports sur la surveillance régulière des risques, des rapports ad hoc portant sur les questions liées aux nouveaux risques ou aux risques émergents, ou encore sur les variations importantes de notre niveau de risque, sont présentés aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration, pour autant que leur présentation soit justifiée.

Des exigences uniques en matière de surveillance et de communication sont stipulées dans le cadre de gestion propre à chaque risque, notamment les limites propres à chaque risque, lesquelles ont été élaborées de manière à cadrer avec les meilleures pratiques au chapitre de la gouvernance et avec les lois et règlements pertinents.

Le texte grisé et les tableaux suivis d'un astérisque (*) qui sont présentés dans la section du rapport de gestion qui suit représentent les informations sur les risques de crédit et de marché et sur les risques d'illiquidité et de financement que nous avons fournies conformément au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », et elles comprennent une analyse de la façon dont nous évaluons nos risques ainsi que des objectifs, politiques et méthodes qui servent à gérer ces risques. Par conséquent, ce texte et ces tableaux grisés font partie intégrante de nos états financiers annuels consolidés vérifiés des exercices terminés les 31 octobre 2009 et 2008.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou la réticence d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement et il comprend également le risque de crédit de contrepartie lié à nos activités de négociation. Le risque de crédit peut être direct (p. ex., émetteur, débiteur, emprunteur ou titulaire de police) ou indirect et associé à un obligé secondaire (p. ex., garant, réassureur), hors bilan ou conditionnel à la défaillance de la partie principale.

La plupart de nos secteurs d'exploitation offrent des produits et services de crédit, et tous ces produits et services constituent un inducteur important de notre rendement général.

Si nous ne réussissons pas à gérer efficacement le risque de crédit lié à tous nos produits, services et activités à l'échelle de l'organisation, cela pourrait avoir une importante incidence directe et immédiate sur nos résultats et notre réputation. Nous évitons toute activité commerciale qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de conduite ou nos politiques.

Afin d'assurer un équilibre entre les risques et le rendement :

- nous nous assurons que la qualité du crédit n'est pas compromise aux fins de notre croissance;
- nous diversifions les risques de crédit liés aux transactions, aux relations d'affaires et aux portefeuilles;
- nous utilisons des systèmes, des politiques et des outils aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de l'établissement de cotes de crédit;
- nous établissons nos prix en fonction des risques de crédit pris en charge;
- nous appliquons une démarche uniforme aux fins de l'évaluation des risques de crédit auxquels nous sommes exposés;
- nous atténuons le risque de crédit au moyen de contrôles préventifs et de contrôles de détection;
- nous transférons les risques de crédit à des tiers, le cas échéant, au moyen de techniques d'atténuation des risques approuvées, notamment des opérations de couverture et des assurances.

Mesure du risque

Nous quantifions le risque de crédit, tant en ce qui concerne les risques liés aux débiteurs individuels que ceux liés aux portefeuilles afin d'estimer les pertes sur créances prévues et de réduire les pertes imprévues afin de limiter la volatilité des résultats.

Nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail. Le portefeuille de prêts de gros donne lieu à des risques liés aux entreprises, aux États souverains et aux banques, y compris les prêts aux entreprises de moyenne et grande taille et certains prêts aux petites entreprises gérés individuellement. Le portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés collectivement. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme.

Deux approches peuvent principalement être utilisées pour la mesure du risque de crédit en vertu du cadre de l'accord de Bâle II : l'approche des notations internes avancées et l'approche standardisée. Nous utilisons l'approche des notations internes avancées pour la plupart de nos risques de crédit.

En vertu de l'approche des notations internes avancées, les principaux paramètres utilisés pour évaluer nos pertes prévues sont la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Ces paramètres se définissent comme suit :

- Probabilité de défaillance : pourcentage estimatif qui représente la probabilité qu'un cas de défaillance par les débiteurs se produise dans un délai de un an lorsqu'une cote donnée a été attribuée ou qu'un portefeuille d'expositions existe.
- Perte en cas de défaillance : pourcentage estimatif du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance susceptible de donner lieu à des pertes advenant un cas de défaillance par un débiteur.
- Risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance : valeur en dollars estimative du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité lorsqu'une défaillance par un débiteur se produit compte tenu des provisions spécifiques ou des radiations partielles.

Ces paramètres sont fondés sur l'expérience historique des systèmes internes d'établissement des cotes de crédit conformément aux normes de supervision, sont étayés par des analyses comparatives et sont mis à jour régulièrement.

En vertu de l'approche standardisée, qui est utilisée principalement pour RBC Dexia IS, RBC Bank (USA) et nos activités bancaires dans les Antilles, les facteurs de pondération des risques prescrits par le BSIF servent à calculer les actifs pondérés en fonction des risques relativement au risque de crédit. Pour déterminer les facteurs de pondération des risques appropriés, les évaluations de crédit effectuées par les agences d'évaluation du crédit externes reconnues par le BSIF, soit S&P, Moody's, Fitch et DBRS, sont utilisées. En ce qui a trait aux actifs faisant l'objet d'un risque cotés qui sont principalement liés aux États souverains et aux banques, nous effectuons la pondération des risques correspondante en vertu du système de notation standard du BSIF. En ce qui a trait aux actifs faisant l'objet d'un risque non cotés qui sont principalement liés à nos prêts aux entreprises et à nos prêts de détail, nous appliquons habituellement les facteurs de pondération des risques prescrits par le BSIF conformément aux normes et aux lignes directrices du BSIF en tenant compte de certains facteurs de risque précis, notamment le type de contrepartie, le type de risque et la technique d'atténuation du risque de crédit utilisée.

Portefeuille de prêts de gros

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt, selon deux dimensions.

Dans le cas de la première dimension, une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est attribuée à chaque débiteur; cette cote reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur. Chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est assortie d'une probabilité de défaillance. Cette probabilité constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur auquel une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur a été attribuée se produise sur un horizon de un an. La cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur classe le risque de défaillance d'un débiteur et correspond à notre évaluation de la capacité et de la volonté du débiteur de satisfaire à ses obligations contractuelles, malgré des conditions commerciales défavorables ou entraînant un stress, des creux dans le cycle économique, des ralentissements économiques ou des événements imprévus susceptibles de se produire. L'attribution des cotes d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde sur une évaluation du risque commercial et du risque financier liés aux débiteurs au moyen d'une analyse fondamentale de leur solvabilité, qui est étayée par des modèles quantitatifs.

Notre système d'établissement de cotes de crédit est semblable à celui utilisé par les agences de notation externes. Le tableau suivant illustre ce système de notation interne, lequel se base sur 22 points, et il fournit une comparaison par rapport aux cotes de crédit attribuées par les agences externes.

Cotes de crédit internes

Tableau 37

Cotes	Standard & Poor's (S&P)	Moody's Investors Service (Moody's)	Description
1 à 4	AAA à AA-	Aaa à Aa3	de première qualité
5 à 7	A+ à A-	A1 à A3	
8 à 10	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	
11 à 13	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	de qualité inférieure
14 à 16	B+ à B-	B1 à B3	
17 à 20	CCC+ à CC	Caa1 à Ca	prêts douteux/défaillance
21 à 22	C à D	C à faillite	

Les taux de pertes en cas de défaillance se fondent en grande partie sur des facteurs tels que le rang des prêts, les garanties additionnelles et le type de produit, ainsi que le secteur dans lequel le débiteur exerce ses activités. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance représente une estimation du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité de crédit lorsqu'une défaillance par un obligé se produit. Au moment de la défaillance, il se pourrait que le débiteur ait utilisé la totalité de la facilité ou qu'il ait remboursé une tranche du capital. Nous estimons le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en nous basant sur le montant de l'encours et sur un montant estimatif de la tranche non utilisée qui sera probablement prélevée au moment de la défaillance.

Bien que nous ayons recours à la probabilité de défaillance en ce qui concerne le débiteur, nous estimons la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en ce qui concerne les diverses facilités de crédit liées à ce débiteur. Ces cotes et ces évaluations des risques servent à déterminer le montant des pertes prévues et imprévues, ainsi que le montant du capital économique et du capital réglementaire. Elles servent aussi aux fins de l'établissement des plafonds de risque, de la gestion des portefeuilles et de l'établissement des prix des produits.

Portefeuille de prêts de détail

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous l'utilisons dans le cas des nouveaux clients (évaluation par cote des nouveaux clients) ainsi qu'aux fins de la gestion des comptes des clients existants (évaluation du comportement par cote).

Les modèles d'évaluation par cote des nouveaux clients, qui sont utilisés à des fins de souscription, se fondent sur des méthodes statistiques établies d'analyse des caractéristiques des nouvelles demandes et du risque passé afin d'estimer le risque de crédit futur. Lors de l'élaboration des modèles, les sources de données comprennent les données fournies par le client, telles que les états de service, les données provenant de nos systèmes internes, telles que les renseignements sur les prêts, et les données fournies par des sources externes, comme les agences de notation.

Nous nous servons de modèles d'évaluation du comportement par cote aux fins de la gestion continue des comptes des clients ayant un prêt de détail avec lesquels nous avons une relation bien établie. Ces modèles se fondent sur des techniques statistiques qui tiennent compte du comportement passé afin de prédire le comportement futur et qui incorporent des informations telles que les flux de trésorerie et les tendances en matière d'emprunts, ainsi que l'étendue de notre relation avec le client. Les modèles d'évaluation du comportement par cote sont dynamiques et ils sont habituellement mis à jour mensuellement afin de constamment réévaluer les risques. Les caractéristiques utilisées aux fins de ces modèles se fondent sur les données liées aux comptes existants et aux prêts concernant chaque client, ainsi que sur les données fournies par des sources externes, telles que les agences de notation.

Aux fins de la gestion générale des portefeuilles, nous évaluons les risques liés aux prêts de détail collectivement, et chaque bloc d'expositions regroupe les risques possédant des caractéristiques homogènes. Nous sommes d'avis que ces blocs d'expositions permettent d'estimer avec une plus grande précision et une plus grande uniformité les caractéristiques des défaillances et des pertes.

Les critères utilisés pour établir les blocs d'expositions servant à quantifier les risques comprennent la cote de comportement, le type de produit (prêt hypothécaire, prêt sur cartes de crédit, marge de crédit et prêt remboursable par versements), le type de garantie (biens meubles, actifs liquides et biens immobiliers), le temps pendant lequel le compte a été inscrit dans nos livres comptables, ainsi que la situation de défaillance (prêt productif, en retard, en défaillance) liée au risque. Nous procédons à un suivi régulier et à des ajustements périodiques afin de nous assurer que ce processus donne lieu à une différenciation des

risques utile. Nous transférons les expositions d'un bloc à l'autre pour évaluer la qualité du crédit.

Les blocs sont également évalués selon la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque de perte et ils tiennent compte des caractéristiques de l'emprunteur et de la transaction, notamment l'évaluation du comportement par cote, le type de produit et la situation de défaillance. Nous estimons la perte en cas de défaillance en fonction de facteurs propres à la transaction, notamment les types de produits, le ratio prêt-valeur et les types de garanties. Nos cotes de crédit sont revues et mises à jour régulièrement.

Le tableau suivant illustre les taux de probabilité qu'une défaillance se produise et les niveaux de risque connexes :

Taux de probabilité	Description
0,0 % – 1,0 %	Faible risque
1,1 % – 6,4 %	Risque moyen
6,5 % – 99,99 %	Risque élevé
100,00 %	Prêt douteux/défaillance

Validation

Nous nous assurons que nos systèmes et méthodes aux fins de l'établissement de cotes de crédit font régulièrement l'objet d'une validation indépendante. Cette mesure nous permet de nous assurer que nos systèmes ciblent de façon appropriée les facteurs qui nous aident à différencier les risques, à quantifier de façon adéquate le risque et à élaborer des mesures du risque qui réagissent aux variations de l'environnement macroéconomique et de l'environnement de crédit; ces processus sont conformes aux exigences réglementaires et à notre philosophie en matière d'établissement de cotes de crédit. Les personnes responsables des processus de validation exercent leurs activités indépendamment des groupes dont les méthodologies et les processus font l'objet de la validation. Les services de vérification interne examinent régulièrement les processus de validation, ainsi que les résultats et les conclusions auxquels ils donnent lieu.

Contrôle du risque

Le Conseil d'administration et les comités suivants participent au processus de gestion des risques de crédit : le Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Comité de la politique de prêt, le Comité d'examen de la politique et le Comité de surveillance du risque lié à la réputation. Ensemble, ces comités approuvent les plafonds de risque de crédit et s'assurent que la direction a mis en œuvre les cadres, les politiques, les processus et les procédures nécessaires à la gestion du risque. Des rapports sont fournis au Conseil d'administration, au Comité de la politique de prêt et aux cadres dirigeants afin de les tenir informés de notre profil de risque, y compris les informations sur les tendances, les principaux problèmes liés au risque de crédit et les variations de nos expositions, afin de faire en sorte que des mesures appropriées soient prises, le cas échéant. Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise, qui sont élaborées, communiquées et maintenues par la Gestion des risques du Groupe, établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et tiennent compte de divers contextes liés aux emprunteurs, aux transactions et à la gestion de portefeuilles. Nos politiques font partie intégrante de notre cadre de gestion du risque de crédit.

Ces politiques établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et elles se définissent comme suit :

Évaluation du risque de crédit

- Utilisation obligatoire de systèmes aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de cotes de crédit.
- Établissement de critères uniformes d'évaluation du risque de crédit.
- Établissement d'exigences standard liées au contenu dans les documents de demande de crédit.

Atténuation du risque de crédit

Montages financiers

- Comprend le recours à des garanties, à des sûretés, à des créances de premier rang et à des clauses restrictives. Des lignes directrices propres à chaque produit décrivent les montages adéquats des produits et les critères relatifs aux clients et aux garants. Les tiers garants avec qui nous faisons affaire sont principalement des organismes commandités par des États souverains.

Biens donnés en garantie

- Nous exigeons habituellement des débiteurs qu'ils donnent des biens en gage à titre de garantie lorsque nous leur accordons un prêt. Ces biens peuvent notamment être des biens immobiliers, des actifs liquides, des espèces, des obligations et des titres d'État. La mesure dans laquelle les biens donnés en garantie atténuent les risques dépend du type et de la qualité desdits biens. Nos politiques de gestion du risque de crédit énoncent les exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie.

Dérivés de crédit

- Les dérivés de crédit servent à atténuer la concentration des risques liés à un secteur d'activité et le risque lié à une seule entreprise. Les contreparties avec qui nous faisons affaire sont généralement des banques et des maisons de courtage de valeurs jouissant de cotes de première qualité. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer le risque de crédit de contrepartie, et ces contrats sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres risques de crédit. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours et de la façon dont nous gérons le risque de crédit connexe, se reporter à la note 7 des Notes complémentaires.

Approbation du risque de crédit

- Les propositions pour des produits et services de crédit, nouveaux ou modifiés, font l'objet d'un examen approfondi et sont approuvées conformément à un cadre d'évaluation des risques. Les propositions qui comportent des risques importants requièrent l'approbation du Comité d'examen de la politique.

Gestion des portefeuilles de crédit

- Les plafonds servent à nous assurer que notre portefeuille est bien diversifié, qu'il réduit la concentration du risque et qu'il s'aligne sur notre goût du risque. Nous établissons des plafonds relativement aux risques de crédit suivants : le risque lié à une seule entreprise (capital notionnel et capital économique), le risque de prise ferme, le risque lié à un secteur géographique (pays ou région), le risque lié à un secteur d'activité (capital notionnel et capital économique) et le risque lié aux produits et aux portefeuilles.

Gestion du risque de crédit

- Gestion des portefeuilles
- Gestion des garanties
- Gestion des défaillances
- Gestion des bases de données sur le risque de crédit

Risque de crédit brut

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation. Les résultats présentés dans le tableau ci-après, sous Risques liés aux prêts et autres risques, à la colonne Autres, comprennent les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

Les opérations de mise en pension de titres comprennent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres. En ce qui concerne les conventions de rachat et de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés hors cote, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de crédit n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2008.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009						2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)
	En cours	Engagements inutilisés	Autres				En cours	Engagements inutilisés	Autres			
Prêts hypothécaires résidentiels (3)	122 130 \$	11 \$	– \$	– \$	– \$	122 141 \$	122 991 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	122 993 \$
Prêts aux particuliers	71 542	51 132	47	–	–	122 721	60 727	42 462	67	–	–	103 256
Prêts sur cartes de crédit	8 701	20 113	–	–	–	28 814	8 933	19 933	–	–	–	28 866
Prêts aux petites entreprises (4)	2 851	2 382	48	–	–	5 281	2 804	2 265	49	–	–	5 118
Prêts de détail	205 224 \$	73 638 \$	95 \$	– \$	– \$	278 957 \$	195 455 \$	64 662 \$	116 \$	– \$	– \$	260 233 \$
Prêts aux entreprises (4)	5 090 \$	396 \$	23 \$	– \$	8 \$	5 517 \$	5 305 \$	409 \$	18 \$	– \$	54 \$	5 786 \$
Exploitations agricoles	3 657	1 608	144	12	248	5 669	3 999	1 856	137	20	507	6 519
Industrie automobile	6 141	2 284	435	–	234	9 094	7 389	2 085	396	–	502	10 372
Biens de consommation	7 055	8 302	2 241	18	1 411	19 027	8 146	8 371	2 443	1	1 801	20 762
Énergie	3 541	6 738	6 569	49 837	7 771	74 456	8 788	5 212	4 589	49 463	18 241	86 293
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	830	453	89	–	15	1 387	1 152	523	101	7	122	1 905
Industrie forestière	3 972	2 307	340	–	198	6 817	5 033	2 177	323	–	306	7 839
Produits industriels	1 774	1 275	543	2	335	3 929	3 947	1 206	542	69	962	6 726
Mines et métaux	21 049	2 853	1 259	–	320	25 481	22 978	3 406	1 428	7	397	28 216
Secteur immobilier et secteurs connexes	2 562	2 730	293	–	768	6 353	3 206	3 026	296	–	490	7 018
Technologie et médias	4 413	1 791	419	–	459	7 082	4 239	2 026	569	–	865	7 699
Transport et environnement	22 572	4 962	6 884	9 835	6 686	50 939	25 623	6 357	10 100	1 661	10 710	54 451
Autres	2 779	2 145	20 937	2 830	8 178	36 869	2 496	2 548	10 749	2 784	17 824	36 401
États souverains (4)	2 516	763	37 316	63 514	27 678	131 787	5 284	4 308	57 793	61 675	14 171	163 231
Banques (4)	87 951 \$	38 607 \$	77 492 \$	126 048 \$	54 309 \$	384 407 \$	107 585 \$	43 510 \$	89 484 \$	115 687 \$	86 952 \$	443 218 \$
Prêts de gros	87 951 \$	38 607 \$	77 492 \$	126 048 \$	54 309 \$	384 407 \$	107 585 \$	43 510 \$	89 484 \$	115 687 \$	86 952 \$	443 218 \$
Risque total	293 175 \$	112 245 \$	77 587 \$	126 048 \$	54 309 \$	663 364 \$	303 040 \$	108 172 \$	89 600 \$	115 687 \$	86 952 \$	703 451 \$

* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés de l'exercice 2009.

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(4) Se reporter à la note 4 des Notes complémentaires pour obtenir la définition de ces termes.

2009 par rapport à 2008

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a diminué de 40 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement les réductions liées à notre portefeuille de prêts de gros, lesquelles ont trait à la plupart des catégories de risques et de secteurs, et qui ont largement neutralisé la hausse enregistrée relativement au portefeuille de prêts de détail.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés s'est accru de 19 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, neutralisée en partie par l'augmentation des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail, les prêts hypothécaires assurés ayant représenté environ 24 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels en 2009, comparativement à 30 % en 2008, en raison essentiellement de l'augmentation des opérations de titrisation dont il est fait mention ci-dessus. Les prêts aux particuliers garantis ont représenté 54 % du total des prêts aux particuliers en cours en 2009, par rapport à 50 % en 2008, résultat qui tient surtout à la croissance des activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a reculé de 59 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des réductions générales enregistrées dans la plupart des catégories de risques et de secteurs. Le risque de crédit lié aux dérivés hors cote a diminué de 33 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement aux secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, États souverains et Banques. Ces résultats à la baisse reflètent principalement l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain tant sur les risques que sur les contrats de change libellés en dollars américains. La réduction stratégique des positions et l'incidence du resserrement des écarts de taux sur la protection de crédit acquise ont également contribué à ces résultats. Les prêts et acceptations en cours ont diminué de 20 milliards de dollars, en raison essentiellement de la réduction des taux d'utilisation de prêts dans la plupart des secteurs et, dans une mesure moindre, de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a donné lieu à des réductions générales dans la quasi-totalité des secteurs.

La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités aux États-Unis et dans les autres pays. Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques.

Prêts et acceptations

Tendance sur cinq ans

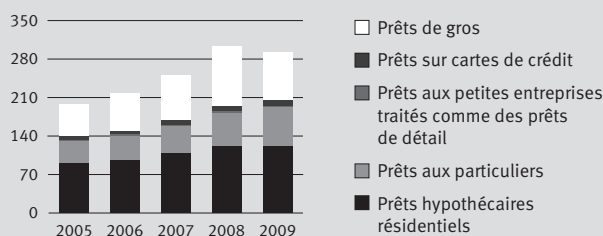
Entre 2005 et 2009, le total des prêts et acceptations a augmenté de 94 milliards de dollars, ou 47 %, dans tous les secteurs géographiques.

Les prêts de détail se sont accrues de 65 milliards de dollars, ou 46 %, résultat qui reflète en grande partie la forte croissance des volumes de tous les portefeuilles au Canada, neutralisée en partie par les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts sur cartes de crédit au Canada. Cette croissance reflète l'attention que nous continuons de prêter à l'accroissement de nos portefeuilles de prêts de détail au Canada et de nos prêts à la consommation, de manière à tirer parti des faibles taux d'intérêt. Les prêts de détail aux États-Unis et dans les autres pays ont augmenté depuis 2008, en raison principalement de l'acquisition d'ANB et de RBTT.

Les prêts et acceptations liés au portefeuille de prêts de gros ont augmenté de 29 milliards de dollars, ou 50 %, depuis 2005. Bien qu'une croissance ait été enregistrée dans la plupart des secteurs, la croissance la plus forte a été enregistrée dans le Secteur immobilier et secteurs connexes, ainsi que dans les secteurs Produits de financement, Autres services et Transport et environnement. Les risques liés au Secteur immobilier et secteurs connexes dans tous les secteurs géographiques et ceux liés aux produits de financement aux États-Unis se sont accrues au cours de la période, résultat qui reflète principalement notre croissance interne et les acquisitions effectuées au cours de la période.

La composition globale de notre portefeuille n'a pas changé considérablement depuis 2005, les prêts de détail et de gros représentant environ 70 % et 30 %, respectivement, du total des prêts en cours, résultats qui reflètent nos efforts visant à maintenir un faible profil de risque. Le portefeuille est demeuré bien diversifié, se composant à 42 % de prêts hypothécaires résidentiels, à 30 % de prêts de gros, à 24 % de prêts aux particuliers, à 3 % de prêts sur cartes de crédit et à 1 % de prêts aux petites entreprises.

Total des prêts et des acceptations par portefeuille de crédit (en milliards de dollars canadiens)



Prêts et acceptations par portefeuille et par secteur (1) Tableau 40

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Prêts hypothécaires résidentiels	122 130 \$	122 991 \$
Prêts aux particuliers	71 542	60 727
Prêts sur cartes de crédit	8 701	8 933
Prêts aux petites entreprises	2 851	2 804
Prêts de détail	205 224 \$	195 455 \$
Prêts aux entreprises		
Exploitations agricoles	5 090	5 305
Industrie automobile	3 657	3 999
Biens de consommation	6 141	7 389
Énergie	7 055	8 146
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 541	8 788
Industrie forestière	830	1 152
Produits industriels	3 972	5 033
Mines et métaux	1 774	3 947
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 049	22 978
Technologie et médias	2 562	3 206
Transport et environnement	4 413	4 239
Autres (2)	22 572	25 623
États souverains	2 779	2 496
Banques	2 516	5 284
Prêts de gros	87 951 \$	107 585 \$
Total des prêts et acceptations	293 175 \$	303 040 \$
Total de la provision pour pertes sur prêts	(3 188)\$	(2 215)\$
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	289 987 \$	300 825 \$

- (1) Le total des prêts et acceptations ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit.
- (2) Pour 2009, le poste Autres est lié à d'autres services, 10 milliards de dollars, aux produits de financement, 5,7 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 3,9 milliards, au secteur de la santé, 2,4 milliards et à d'autres éléments, 0,6 milliard. Pour 2008, le poste Autres est lié à d'autres services, 10,9 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,9 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 4,6 milliards, au secteur de la santé, 2,5 milliards et à d'autres éléments, 2,7 milliards.

2009 par rapport à 2008

Les prêts et acceptations ont diminué de 10 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution du portefeuille de prêts de gros, laquelle a été neutralisée en partie par la forte croissance des prêts de détail au Canada.

La solide croissance de 10 milliards de dollars des prêts de détail au Canada reflète la forte augmentation des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, laquelle a été contrebalancée en partie par le plus grand nombre d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Les prêts et acceptations liés au portefeuille de prêts de gros ont diminué de 20 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la baisse du taux d'utilisation des prêts et le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le taux d'utilisation des prêts de gros a, de façon générale, subi une baisse modeste, passant de 43 % à 40 %. Nous avons enregistré des réductions dans la plupart des secteurs, les réductions les plus importantes s'étant produites dans le secteur Services financiers autres que ceux fournis par des banques aux États-Unis et dans les autres pays, et principalement dans le sous-secteur courtiers et le sous-secteur fonds et fiducies. La réduction dans le secteur Banques, qui s'est produite principalement dans les autres pays, tient essentiellement à la réduction des taux d'utilisation de prêts dont il est fait mention ci-dessus. La diminution des risques liés au secteur Mines et métaux au Canada et dans les autres pays a trait principalement aux métaux de base et aux autres métaux exploités. Les risques liés au Secteur immobilier et secteurs connexes ont diminué, principalement aux États-Unis, résultat qui est attribuable à la réduction générale des risques liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels.

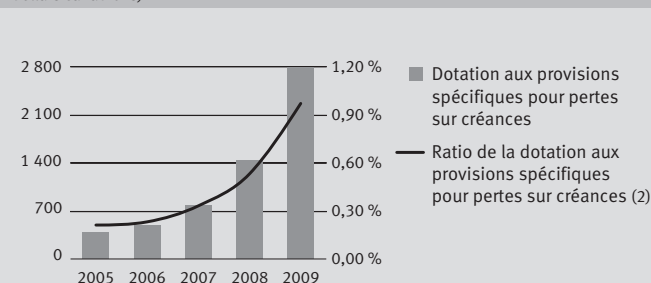
Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Tendance sur cinq ans

La dotation à la provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires. La dotation à la provision pour pertes sur créances est à la hausse depuis 2006 et cette tendance s'est poursuivie en 2009, en raison principalement de l'incidence de la détérioration du marché de l'habitation aux États-Unis et des répercussions économiques connexes, ainsi que de l'incidence de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts de détail au Canada en 2008 et en 2009, l'environnement de crédit ayant été généralement favorable avant 2007. La provision générale a augmenté depuis 2007, situation qui tient à la détérioration de notre portefeuille de crédit, laquelle découle de la détérioration de la conjoncture économique mondiale.

Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances (1) (en millions de dollars canadiens)



- (1) Pour plus de renseignements sur les reclassements effectués en 2009, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts.
- (2) Ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances : dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Tableau 41

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008
Services bancaires canadiens (1)	1 275 \$	867 \$
Services bancaires internationaux (1)	980	497
Marchés des Capitaux (1)	702	183
Services de soutien généraux (1), (2)	456	47
Canada (3)		
Prêts hypothécaires résidentiels	18 \$	8 \$
Prêts aux particuliers	467	352
Prêts sur cartes de crédit	393	266
Prêts aux petites entreprises	55	46
Prêts de détail	933	672
Prêts de gros	436	152
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 369	824
États-Unis (3)		
Prêts de détail	267	84
Prêts de gros	1 096	494
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 363	578
Autres pays (3)		
Prêts de détail	31	21
Prêts de gros	61	7
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	92	28
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	2 824	1 430
Provision générale (2)	589	165
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)	3 413 \$	1 595 \$

- (1) Les secteurs pour lesquels le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, les variations de la provision pour pertes sur créances – provision générale sont prises en compte prospectivement dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, la dotation à la provision générale avait principalement trait au secteur Services bancaires internationaux (20 millions de dollars).
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que d'un montant lié au reclassement dans les prêts de certains titres disponibles à la vente.
- (3) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

2009 par rapport à 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1,8 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 3,4 milliards, en raison principalement de la hausse de 1,4 milliard de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, ainsi que de l'augmentation de la provision générale.

La dotation aux provisions spécifiques du secteur Services bancaires canadiens s'est accrue de 408 millions de dollars, ou 47 %, résultat qui reflète principalement la hausse des taux de pertes liés aux portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis, ainsi que le nombre plus élevé de prêts douteux liés au portefeuille de prêts aux entreprises, qui tient principalement à la conjoncture de récession.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 503 millions de dollars, résultat qui a trait principalement aux États-Unis et qui reflète le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux, aux activités de financement de constructeurs résidentiels, aux prêts pour l'achat de lots, au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts hypothécaires résidentiels, en raison essentiellement de la détérioration de la conjoncture économique et des conditions du marché de l'habitation. Au deuxième semestre de l'exercice, la qualité des actifs a commencé à se stabiliser, principalement en ce qui concerne les activités de financement de constructeurs résidentiels, situation qui découle des signes de reprise de l'économie américaine et du nombre moins élevé de prêts douteux reflétant la réduction générale de ce portefeuille par rapport au premier semestre et à l'exercice précédent. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains, la hausse de 59 millions de dollars des provisions découlant de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, aux termes desquelles certains titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur ont été reclassés dans les prêts, et la prise en compte pour l'exercice complet des résultats de RBTT ont également contribué à l'augmentation. Pour de plus amples renseignements sur le reclassement, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts.

La dotation aux provisions spécifiques du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 519 millions de dollars, résultat qui reflète un certain nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et concernant des clients spécialisés dans les secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Produits de financement et Technologie et médias.

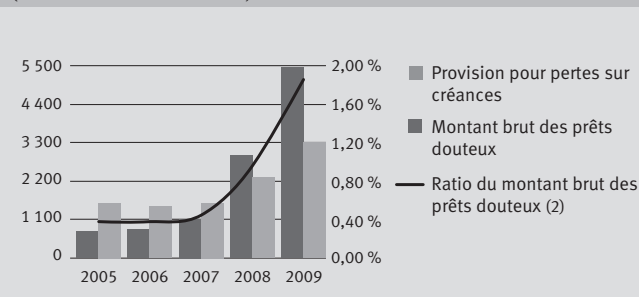
La provision générale a augmenté de 424 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et elle a trait principalement à nos services bancaires aux États-Unis. Cette augmentation tient à la détérioration de notre portefeuille de prêts commerciaux et aux taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts de détail. L'augmentation tient aussi, dans une mesure moindre, à la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts de détail non garantis et de prêts aux entreprises au Canada. Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau 70.

Montant brut des prêts douteux

Tendance sur cinq ans

Le montant brut des prêts douteux est à la hausse depuis 2005, et cette tendance s'est poursuivie en 2009, en raison principalement de l'incidence de la détérioration du marché de l'habitation aux États-Unis et des répercussions économiques connexes à l'échelle mondiale, l'environnement de crédit ayant été généralement favorable avant 2007. Les augmentations enregistrées en 2009 et en 2008 par rapport aux exercices précédents reflètent essentiellement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Montant brut des prêts douteux et provision pour pertes sur créances (1)
(en millions de dollars canadiens)



- (1) Pour plus de renseignements sur les reclassements effectués en 2009, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts.
- (2) Ratio du montant brut des prêts douteux : montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations.

Montant brut des prêts douteux

Tableau 42

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008
Services bancaires canadiens (1)	1 253 \$	811 \$
Services bancaires internationaux (1)	3 149	1 612
Marchés des Capitaux (1)	915	499
Services de soutien généraux (1)	140	–
Canada		
Prêts de détail	673 \$	428 \$
Prêts de gros	839	529
États-Unis		
Prêts de détail	227	133
Prêts de gros	3 194	1 526
Autres pays		
Prêts de détail	209	167
Prêts de gros	315	140
Total du montant brut des prêts douteux	5 457 \$	2 923 \$

- (1) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

2009 par rapport à 2008

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 2,5 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 442 millions de dollars, ou 55 %, en raison du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 1,5 milliard de dollars, résultat qui a trait principalement à nos services bancaires aux États-Unis et qui reflète la hausse de 998 millions des prêts douteux découlant de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, ainsi qu'au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à notre portefeuille de prêts commerciaux. L'augmentation est aussi imputable à la hausse du montant brut des prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts pour l'achat de lots ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété, de même qu'aux portefeuilles existants liés à nos activités dans les Antilles et au portefeuille lié à RBTT. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les radiations et par les remboursements liés à nos services bancaires aux États-Unis, qui ont trait principalement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 416 millions de dollars, résultat qui reflète un certain nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et qui ont trait à des clients spécialisés dans les secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, de même que dans le Secteur immobilier et secteurs connexes et les secteurs Autres et Banques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du montant brut des prêts douteux liés aux produits de financement.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services de soutien généraux a augmenté de 140 millions de dollars, en raison de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*.

Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau 69.

Provision pour pertes sur créances

Tendance sur cinq ans

Les provisions spécifiques et la provision générale sont à la hausse depuis 2006, en raison des conditions dont il est fait mention précédemment.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008
Services bancaires canadiens	295 \$	207 \$
Services bancaires internationaux	577	375
Marchés des Capitaux	340	186
Services de soutien généraux	2 090	1 531
Provisions spécifiques pour pertes sur créances		
Canada	417 \$	257 \$
États-Unis	667	396
Autres pays	195	114
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 279	767
Provision générale		
Prêts de détail	1 095	798
Prêts de gros	928	734
Total de la provision générale	2 023	1 532
Total de la provision pour pertes sur créances	3 302 \$	2 299 \$

2009 par rapport à 2008

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1 milliard de dollars, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse de 512 millions des provisions spécifiques reflétant les facteurs dont il est fait mention ci-dessus et de l'augmentation de 491 millions de la provision générale, laquelle a trait principalement à nos services bancaires aux États-Unis et, dans une mesure moindre, à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises au Canada. Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau 71.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises et les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et de gestion d'actif et de passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau de risque auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation.

Le risque de marché a augmenté en raison de la plus grande volatilité des marchés financiers mondiaux par rapport à l'exercice précédent, particulièrement au premier semestre de 2009. Cette volatilité s'est toutefois atténuée au deuxième semestre. Nous avons entièrement tenu compte de la plus grande volatilité enregistrée au premier semestre de 2009 dans les données historiques utilisées pour établir notre modèle de la valeur à risque (VAR) globale au cours de l'exercice, ce qui a donné lieu à une augmentation des niveaux de la VAR par rapport à l'exercice précédent.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Les risques de marché liés aux activités de négociation qui sont associés à nos activités de négociation de valeurs mobilières et de produits dérivés connexes découlent des activités de tenue de marché, des opérations pour compte propre, ainsi que des activités de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. La Gestion des risques du Groupe assure la surveillance indépendante du risque de marché lié aux activités de négociation. Les composantes de ce risque, qui reflète les répercussions défavorables possibles sur notre bénéfice et notre valeur économique, sont les suivantes :

- Le risque de taux d'intérêt découle des fluctuations des taux d'intérêt et il se compose du risque directionnel, du risque lié à la courbe de rendement, du risque de corrélation et des risques liés aux options. Il est également lié au risque d'écart de taux découlant des changements dans les écarts de taux des émetteurs.

- Le risque de change découle des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque de change à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- Le risque lié aux actions découle des variations du cours de certaines actions ou des variations du niveau des indices boursiers.
- Le risque lié aux cours des marchandises découle des variations et de la volatilité des cours des marchandises.
- Le risque spécifique de crédit découle de changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des produits à revenu fixe que nous détenons.
- Le risque d'illiquidité sur le marché découle de l'incapacité à liquider nos positions ou à acquérir des couvertures pour neutraliser nos positions de négociation.

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques du marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation, tel que le définit le BSIF, se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché lié à une stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus de négociation.

Mesure du risque

La Gestion des risques du Groupe utilise des outils de mesure des risques tels que la valeur à risque (VAR), les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et pour signaler les tendances ou les positions défavorables à la haute direction.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les besoins de trésorerie au moyen de modèles internes fondés sur la VAR, et en ce qui concerne certains dérivés de crédit structurés ainsi que les produits de taux structurés, les titres adossés à des créances hypothécaires et les dérivés sur actions, nous calculons ces besoins selon l'approche standardisée préconisée par le BSIF. Nous calculons également un nombre limité de produits de taux d'intérêt en vertu de cette approche pour déterminer le risque spécifique de crédit. Notre VAR ne tient pas compte de ces produits ni de ces risques, comme il est décrit ci-dessous.

Valeur à risque

La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période de un jour, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. Il se pourrait que des pertes plus importantes se produisent, mais une telle probabilité est faible. Par exemple, notre modèle de la VAR est fondé sur un intervalle de confiance de 99 %. Par conséquent, dans le cas d'un portefeuille ayant une VAR de 20 millions de dollars détenu sur une période de un jour, la probabilité qu'une perte supérieure à 20 millions se produise durant cette période est de 1 %.

Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, du risque spécifique de crédit, des taux de change, des cours des actions et des marchandises et nous mettons en évidence l'effet de diversification de notre portefeuille de négociation. Nous quantifions ensuite les résultats obtenus et les incluons à l'effet de diversification illustré dans le tableau de la VAR.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera identique au passé. Les scénarios historiques utilisés pour calculer la VAR pourraient ne pas refléter une volatilité extrême du marché. Par conséquent, ces scénarios pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de un jour aux fins de l'évaluation des risques laisse supposer que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans la prochaine séance, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché.

Validation

Afin que la VAR reflète efficacement notre risque de marché, nous supervisons et améliorons constamment nos méthodes. Des contrôles ex post quotidiens servent à comparer les profits et pertes hypothétiques et la VAR, afin de surveiller la validité statistique de l'intervalle de confiance de 99 % lié à l'évaluation de la VAR quotidienne. Aux fins des contrôles ex post, nous maintenons les positions et isolons l'incidence des fluctuations réelles des taux du marché au cours de la prochaine séance et des dix prochaines séances sur la valeur de marché des portefeuilles. Les variations des positions intrajournalières donnent lieu à la quasi-totalité de l'écart entre les profits et pertes établis au moyen des contrôles ex post théoriques et les profits et pertes réels. Les modèles de la VAR et les facteurs liés au risque de marché font l'objet d'examen indépendants périodiques, de manière à s'assurer de leur exactitude et de leur fiabilité. En 2009, nous avons relevé un cas où les résultats des contrôles ex post ont excédé la VAR totale. Ce cas s'est produit alors que les marchés étaient particulièrement volatils. Lorsque les données historiques utilisées aux fins des calculs de la VAR sont moins volatiles que les marchés actuels, cela peut entraîner des failles dans les contrôles ex post. Lorsque de telles failles se produisent, nous modifions fréquemment nos scénarios de manière qu'ils reflètent les événements sur les marchés.

Analyse de sensibilité et évaluations des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité servent à mesurer l'incidence des mouvements mineurs des facteurs de risque individuels tels que les taux d'intérêt et les taux de change et elles sont conçues de manière à isoler et à quantifier l'exposition aux risques sous-jacents.

Dans le cas de conjonctures de marchés plus extrêmes, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress pour mesurer notre exposition à des événements politiques, économiques ou à d'autres événements perturbateurs possibles et elles servent à aviser la haute direction de la situation. Nous procédons à plusieurs types d'évaluations des facteurs de stress touchant des événements historiques tels que l'effondrement boursier de 1987 et la volatilité sans précédent des marchés enregistrée en 2008 et au début de 2009, ainsi que des événements hypothétiques, qui représentent des événements futurs possibles plausibles, mais qui sont peu probables. En raison du contexte actuel du marché, nous avons étayé nos mesures actuelles du risque du marché au moyen de mises à jours fréquentes du scénario historique utilisé pour calculer la VAR, et nous avons également modifié les facteurs de risque utilisés aux fins des calculs, de manière qu'ils reflètent de façon appropriée les conditions actuelles sur les marchés. Les scénarios liés à ces évaluations sont revus et modifiés le cas échéant, afin de tenir compte d'événements ou de situations hypothétiques pertinents. Bien que nous nous efforcions de demeurer prudents dans le cadre de nos évaluations des facteurs de stress, rien ne garantit que nos hypothèses à cet égard tiendront compte de tous les scénarios qui pourraient se produire sur le marché.

Contrôle des risques

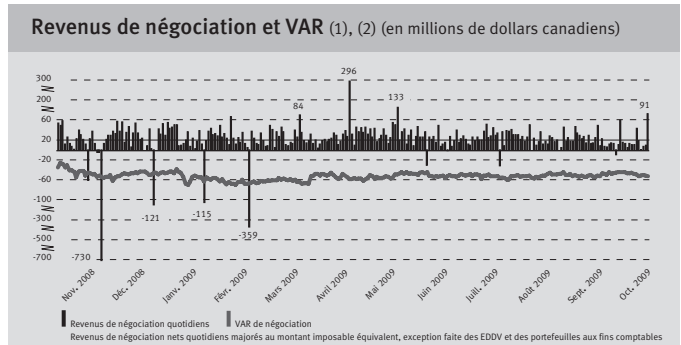
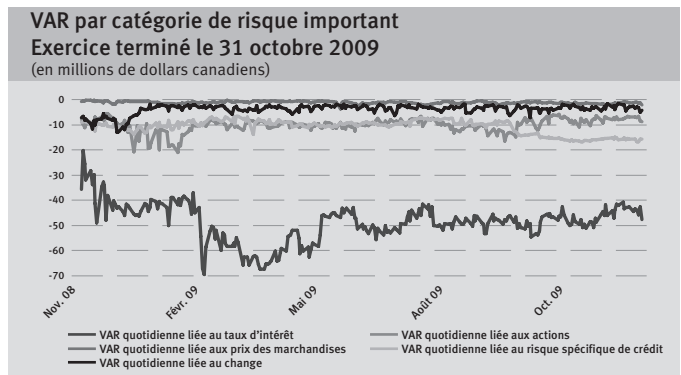
Un cadre de référence exhaustif concernant les risques du marché régit les activités de négociation et les risques liés à ces activités et il fournit des lignes de conduite sur la gestion, les unités fonctionnelles de suivi de marché et de conformité à la réglementation et les secteurs d'activité. Nous utilisons une gamme étendue de principes, de règles, de contrôles et de limites qui sont conformes aux meilleures pratiques de l'industrie. Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque du marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants. La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux

activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe, laquelle établit les plafonds et les politiques liés au risque du marché, et élabore, étudie en détail et maintient nos divers systèmes et techniques quantitatives. Des rapports à l'échelle de l'entreprise sont présentés au chef de la gestion des risques et à la haute direction et servent à contrôler la conformité aux plafonds établis aux fins de la VAR et des facteurs de stress approuvés par le Conseil d'administration. Les plafonds liés au risque relatif à la taille théorique, au risque à terme et au risque global qui sont fixés pour les pupitres de négociation, les portefeuilles et les secteurs d'activité font l'objet d'une surveillance.

Le tableau ci-après illustre notre VAR par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

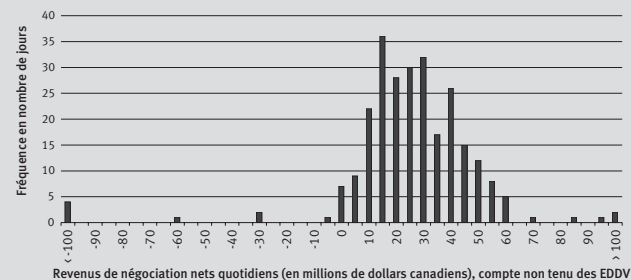
(en millions de dollars canadiens)	2009				2008			
	Pour l'exercice terminé le 31 octobre				Pour l'exercice terminé le 31 octobre			
	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas
Actions	9 \$	10 \$	21 \$	6 \$	8 \$	13 \$	28 \$	6 \$
Change	4	4	13	2	8	3	9	1
Marchandises	2	1	4	–	1	2	6	–
Taux d'intérêt	48	49	69	20	34	26	44	17
Risque spécifique de crédit	16	11	17	7	8	7	11	4
Effet de diversification	(26)	(22)	(33)	(7)	(19)	(23)	(38)	(13)
VAR	53 \$	53 \$	70 \$	26 \$	40 \$	28 \$	50 \$	18 \$

* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés de l'exercice 2009.



- (1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exception faite des revenus liés aux EDDV consolidées.
- (2) Le graphique ci-dessus ne reflète pas les pertes sur le marché inférieures à 2 millions de dollars.

Revenus de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009
(montant imposable équivalent)



VAR

Comparaison entre 2009 et 2008

La moyenne de la VAR pour l'exercice s'est établie à 53 millions de dollars, en hausse par rapport à 28 millions à l'exercice précédent. Cette hausse reflète en grande partie la volatilité accrue des marchés des taux d'intérêt et du crédit en 2009.

Revenus de négociation

Comparaison entre 2009 et 2008

Au cours de l'exercice, nous avons enregistré 13 séances de négociation marquées par des pertes nettes, comparativement à 44 séances en 2008. En ce qui concerne les cinq séances de négociation marquées par des pertes nettes que nous avons enregistrées au début de 2009, pour lesquelles les pertes ont excédé la VAR estimative pour chaque séance, les pertes les plus importantes, qui sont survenues au cours de trois de ces séances, sont essentiellement imputables aux pertes liées au contexte du marché, et les pertes survenues au cours des deux autres séances tiennent en grande partie à la volatilité importante des marchés des actions et du crédit.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Les principales sources de risque de taux d'intérêt comprennent les risques liés aux dates d'échéance et de révision des taux de certains prêts bancaires, les placements, le passif, les dérivés, les éléments hors bilan, les produits comportant des options intégrées telles que des options de remboursement anticipé et les taux plafonds et planchers. Pour des renseignements supplémentaires sur le risque de taux d'intérêt et sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan ainsi qu'aux notes 7 et 26 des Notes complémentaires. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice.

Mesure du risque

Nous cherchons constamment des moyens de déterminer et d'adopter les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de

gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus sur une base pro forma. Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de la valeur économique de nos capitaux propres aux fluctuations instantanées des points individuels sur la courbe de rendement. La valeur économique des capitaux propres correspond à la valeur actualisée nette de notre actif, de notre passif et de nos instruments hors bilan.

Validation

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Contrôle des risques

La surveillance des plafonds, des politiques élaborées par la Trésorerie générale et des normes en matière d'exploitation visant le risque de marché lié aux activités autres que de négociation incombe au Comité actif-passif. Le Comité actif-passif, le Comité de la politique de prêt et le Conseil d'administration examinent régulièrement les rapports sur le risque de taux d'intérêt. La politique structurelle régissant la gestion du risque de taux d'intérêt établit les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de plus ou moins 100 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours de l'exercice 2009, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation*

Tableau 45

(en millions de dollars canadiens)	2009						2008		2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(256)\$	26 \$	(230)\$	336 \$	3 \$	339 \$	(508)\$	45 \$	(440)\$	54 \$
diminution des taux de 100 p.b.	256	(42)	214	(109)	(3)	(112)	448	(90)	309	(111)
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 200 p.b.	(513)	26	(487)	594	25	619	(1 050)	62	(930)	97
diminution des taux de 200 p.b.	396	(73)	323	(149)	(20)	(169)	838	(279)	553	(231)

* Ce tableau fait partie intégrante des états financiers consolidés de l'exercice 2009.

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également exposés à un risque lié à la livre sterling et à l'euro en raison de nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises, les pertes de change non réalisées sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise du compte de conversion cumulatif, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif ajusté en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doit faire l'objet d'une opération de couverture.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2008.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte ou un préjudice en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Mesure du risque

Étant donné que le risque opérationnel est dans bien des cas implicite ou involontaire et qu'il est souvent regroupé avec d'autres risques, il est difficile d'effectuer une évaluation complète et précise de ce risque. Les méthodes d'évaluation actuelles utilisées dans l'industrie bancaire ne cessent d'évoluer. En vertu de l'accord de Bâle II, deux options s'offrent à nous, soit l'approche de mesures complexes et l'approche standardisée. En ce qui concerne le risque opérationnel, nous avons continué d'appliquer l'approche standardisée.

Notre programme d'assurances nous permet de transférer une partie de notre exposition au risque opérationnel en souscrivant de l'assurance, dont la nature et le montant sont établis à l'échelle de l'entreprise sur une base centralisée.

Contrôle du risque

Pour gérer le risque opérationnel, nous avons recours à l'infrastructure, aux contrôles, aux systèmes et aux ressources humaines en place au sein de l'organisation, ainsi qu'à plusieurs groupes qui concentrent leurs activités sur la gestion de risques opérationnels précis à l'échelle de l'entreprise tels que ceux liés à la fraude, à la protection des renseignements personnels, à l'impartition des services, à l'interruption des activités, aux ressources humaines et aux systèmes.

Des programmes, politiques, normes et méthodes précis ont été élaborés afin d'appuyer la gestion du risque opérationnel. Ces programmes sont les suivants :

Évaluation du contrôle et du risque

Nous ciblons les risques opérationnels et évaluons leurs répercussions possibles à l'aide de programmes intégrés d'évaluation et de surveillance du risque opérationnel et des contrôles. Notre cadre de gestion du risque opérationnel permet d'assurer l'uniformité du processus d'établissement et d'évaluation des risques opérationnels et des contrôles mis en œuvre pour gérer ces risques.

Collecte et analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel

Les événements entraînant un risque opérationnel sont intégrés dans une base de données centrale. Les informations complètes sur ces événements qui sont recueillies comprennent les montants, l'événement, la date à laquelle l'événement s'est produit et la date à laquelle il a été mis en évidence, le secteur d'activité et les produits visés, les causes fondamentales et les inducteurs de risque. Les événements pour lesquels des informations sont recueillies et analysées comprennent les pertes, les événements n'ayant aucune incidence monétaire et les événements évités de justesse. L'analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel nous aide à comprendre l'origine et la cause des risques avec lesquels nous devons composer, elle nous fournit des informations historiques sur notre expérience en matière de risque opérationnel et elle nous permet d'établir une base sur laquelle se fonde l'évaluation de notre exposition au risque opérationnel.

Analyse des pertes dans l'industrie

Nous examinons et analysons les informations sur les pertes d'ordre opérationnel que les autres institutions financières ont subies. Nous avons pour ce faire recours aux informations publiques et aux informations auxquelles nous avons accès grâce à notre adhésion à l'Operational Riskdata Xchange Association, un consortium privé qui effectue le partage de données. Ces deux sources d'information nous donnent une meilleure connaissance de l'importance et de la nature des risques auxquels nous pourrions être exposés, et nous pouvons ainsi comparer notre expérience au chapitre des pertes avec celle de nos homologues et déterminer si nous nous trouvons dans une position extrême. Nous pouvons également surveiller les faits nouveaux et les tendances qui touchent le secteur financier dans son ensemble.

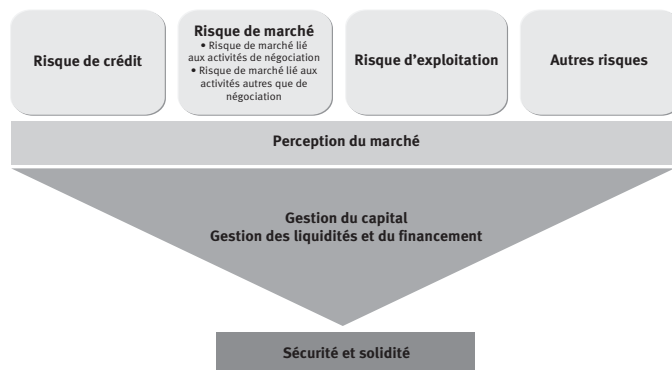
Indicateurs de risque clés

Les secteurs d'exploitation utilisent divers indicateurs de risque pour gérer leurs activités quotidiennes. La Gestion des risques du Groupe a recours à des indicateurs de risque pour surveiller le risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise. Ces indicateurs fournissent des informations sur le niveau et la nature des risques opérationnels avec lesquels nous devons composer, ainsi que sur les variations possibles de ces risques.

Gestion du capital

Le fait de maintenir une solide situation de capital et de liquidités favorise les possibilités d'expansion de l'entreprise et contribue à préserver la sécurité et la solidité de ce capital, particulièrement lors de périodes de stress.

Les risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'exploitation, pour lesquels une analyse est présentée ci-dessus, influencent l'ensemble de la gestion du capital ainsi que la gestion des liquidités et du financement. Les relations qui existent entre ces risques et notre capacité à amortir le stress de manière à préserver la sécurité et la solidité de l'organisation sont illustrées ci-dessous.



Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, tout en fournissant des rendements élevés à nos actionnaires. Nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, de nos plans d'affaires, des comparaisons avec nos homologues et de nos objectifs internes en matière de ratios de capital. Notre objectif est d'optimiser l'utilisation et la structure du capital et de soutenir nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux de tout genre, selon une démarche coordonnée et uniforme. Nous gérons et surveillons différents types de capital, notamment :

- le capital réglementaire, soit le capital requis aux fins du respect de la réglementation, conformément aux critères du BSIF;
- le capital économique, qui constitue une estimation interne des fonds propres requis pour soutenir nos risques;
- le capital affecté aux filiales, soit le montant de capital investi dans les filiales.

Notre cadre de gestion du capital comprend un processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes qui établit des objectifs en matière de fonds propres internes et définit des stratégies pour atteindre ces objectifs d'une manière qui cadre avec notre goût du risque, nos plans d'affaires et l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités.

Dans le cadre de ce processus, nous avons mis en place, dans l'ensemble de l'entreprise, un programme d'évaluation du stress visant à estimer l'incidence des multiples facteurs de stress sur les bénéfices et le capital (du point de vue économique et réglementaire). Il s'agit d'un exercice auquel participent diverses équipes, y compris la division Gestion des risques du Groupe et les équipes responsables de la trésorerie générale, des finances et de l'économie. Les résultats constituent des données essentielles à notre processus de planification du capital et nous permettent de déterminer les objectifs en matière de fonds propres internes.

Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007 et par suite de l'adoption par le BSIF des lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006, intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version* (accord de Bâle II), les grandes banques canadiennes sont tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les normes d'évaluation prescrites.

L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle II s'applique est la Banque Royale du Canada.

En vertu de l'accord de Bâle II, les banques doivent choisir, parmi des approches différentes, l'approche qu'ils adopteront pour calculer leur capital réglementaire minimum nécessaire pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'approche des notations internes avancées en vertu de l'accord de Bâle II afin de calculer le capital lié au risque de crédit aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée.

La plupart de nos risques sont présentés conformément à l'approche des notations internes avancées, mais pour certains portefeuilles considérés comme étant de moindre importance sur le plan de la consolidation, le risque de crédit est toujours présenté conformément à l'approche standardisée de l'accord de Bâle II (par exemple, nos activités bancaires dans les Antilles). En outre, l'approche standardisée continuera d'être utilisée pour des portefeuilles précis jusqu'à l'exercice 2012 pour RBC Bank (USA) et RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

Nous continuons d'utiliser l'approche standardisée pour calculer le capital lié au risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée.

En ce qui concerne le calcul du capital lié au risque de marché aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons à la fois l'approche des notations internes et l'approche standardisée.

Capital réglementaire et ratios de capital (1)		Tableau 46	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
	2009	2008	
Capital			
Capital de première catégorie	31 774 \$	25 031 \$	
Capital total	34 881	30 710	
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	185 051 \$	229 537 \$	
Risque de marché	23 321	17 220	
Risque opérationnel	36 465	31 822	
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	244 837 \$	278 579 \$	
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	13,0 %	9,0 %	
Capital total	14,2 %	11,0 %	
Coefficient actif/capital	16,3X	20,1X	

(1) Les ratios de capital pour 2008 ont été mis à jour afin de tenir compte d'un retraitement des bénéfices non répartis. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Modifications de conventions comptables.

Capital réglementaire et ratios de capital

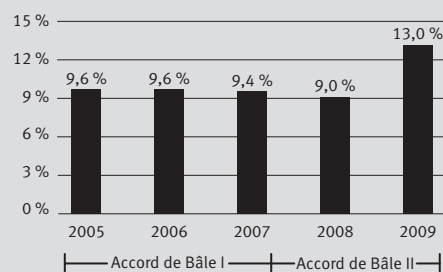
La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux et du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Le capital réglementaire comporte deux catégories : le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend le capital de la plus haute qualité et constitue une mesure principale de la capacité financière d'une banque. Le capital de première catégorie se compose des éléments de capital plus permanents, est exempt des charges fixes obligatoires portées en diminution des bénéfices et est juridiquement subordonné aux droits des déposants et des autres créanciers de l'institution financière. Le capital de deuxième catégorie se compose d'instruments de capital supplémentaires qui contribuent à la capacité globale d'une institution financière à poursuivre ses activités. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. La liste des composantes du capital de première catégorie et de deuxième catégorie est présentée dans le tableau 47. Pour plus de détails sur les modalités des diverses composantes du capital, se reporter à la rubrique Principales données concernant les actions, ainsi qu'aux notes 17 et 18 de nos états financiers consolidés.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. Le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est supérieur ou égal à 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et supérieur ou égal à 10 % pour le ratio du capital total. Les banques canadiennes doivent également s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF.

Capital (1)	Tableau 47	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		
	2009	2008
Capital réglementaire de première catégorie		
Actions ordinaires	12 959 \$	10 266 \$
Surplus d'apport	246	242
Bénéfices non répartis	20 585	19 816
Montant net après impôts des pertes à la juste valeur découlant des variations du risque de crédit propre aux institutions financières	(9)	(316)
Écart de conversion	(1 374)	(802)
Montant net après impôts de la perte sur placement non réalisée liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	(68)	(380)
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	4 811	2 657
Instruments de capital de type innovateur	3 991	3 857
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	353	357
Écart d'acquisition	(8 368)	(9 977)
Intérêts de groupe financier	(148)	(37)
Déductions relatives à la titrisation	(1 172)	(329)
Placements dans des filiales d'assurance	(13)	–
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(19)	(315)
Autres	–	(8)
Total du capital de première catégorie	31 774 \$	25 031 \$
Capital réglementaire de deuxième catégorie		
Débtentures subordonnées permanentes	878 \$	900 \$
Débtentures subordonnées non permanentes (2)	5 583	7 223
Instruments de capital de type innovateur (excédent en sus du ratio de capital de première catégorie de 15 %)	–	142
Excédent des actions privilégiées à dividende non cumulatif	–	–
Billets secondaires de fiducie	1 017	1 027
Provision générale	575	488
Intérêts de groupe financier	(147)	(277)
Placements dans des filiales d'assurance	(3 628)	(3 198)
Déductions relatives à la titrisation	(1 150)	(305)
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(20)	(315)
Autres	(1)	(6)
Total du capital de deuxième catégorie	3 107 \$	5 679 \$
Total du capital réglementaire	34 881 \$	30 710 \$

- (1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retiré. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés.
- (2) Les débtentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur après amortissement.

Ratio du capital de première catégorie (1)



(1) Les ratios du capital de première catégorie de l'accord de Bâle I et de l'accord de Bâle II ne sont pas directement comparables.

Notre situation de capital s'est améliorée en 2009, par suite de l'émission de capital réglementaire supplémentaire à des fins commerciales générales et par l'intermédiaire de capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices. Le produit de l'émission a soutenu notre position de capital et nous a donné la souplesse voulue pour continuer d'investir dans les activités existantes. Nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles réglementaires prescrites par le BSIF.

Au 31 octobre 2009, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,0 % et notre ratio du capital total, de 14,2 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 400 points de base par rapport à l'exercice précédent, augmentation qui tient principalement à l'émission de 4,8 milliards de dollars d'actions

ordinaires et privilégiées, à la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques et aux capitaux autogénérés à l'interne, contrebalancés en partie par la hausse des déductions au capital.

Notre ratio du capital total a augmenté de 320 points de base, en raison principalement des mêmes facteurs dont il est fait mention ci-dessus, contrebalancés en partie par le rachat et l'arrivée à échéance de certaines débentures subordonnées.

Au 31 octobre 2009, notre coefficient actif/capital s'établissait à 16,3 fois, comparativement à 20,1 fois pour l'exercice précédent. Notre coefficient actif/capital demeure inférieur au maximum prescrit par le BSIF.

Actif ajusté en fonction des risques

En vertu de l'accord de Bâle II, le BSIF exige que les banques satisfassent à des exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques en ce qui concerne le risque de crédit, le risque opérationnel et, si elles effectuent d'importantes activités de négociation, le risque de marché. L'actif ajusté en fonction des risques est calculé pour chacun de ces types de risque, et le total de l'actif ajusté en fonction des risques représente la somme de chacun des montants calculés.

Au cours de l'exercice, l'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 33,7 milliards de dollars, en raison principalement d'une diminution des risques de crédit liés aux prêts de gros, des améliorations apportées à notre classification des risques liés aux actifs et à l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la conversion de nos actifs libellés en devises, contrebalancés en partie par la détérioration du crédit des grandes entreprises et par l'augmentation des exigences en matière de capital en ce qui concerne le risque de marché et le risque opérationnel.

Actif ajusté en fonction des risques – accord de Bâle II

Tableau 48

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009					2008
	Risque (1)	Facteur de pondération moyen des risques (2)	Actif ajusté en fonction des risques			Total
			Approche standardisée	Approche avancée	Autres	
Risque de crédit						
Risques liés aux prêts et autres risques						
Prêts hypothécaires résidentiels	106 625 \$	6 %	1 396 \$	4 954 \$	6 350 \$	7 442 \$
Autres prêts de détail	162 692	20 %	7 461	25 360	32 821	31 928
Prêts aux entreprises	140 422	60 %	32 517	51 567	84 084	97 326
États souverains	25 861	9 %	315	1 957	2 272	1 826
Banques	40 595	6 %	1 584	791	2 375	9 000
Total des risques liés aux prêts et autres risques	476 195 \$	27 %	43 273 \$	84 629 \$	– \$	127 902 \$
Risques liés aux activités de négociation						
Mise en pension de titres	126 048 \$	1 %	289 \$	824 \$	1 113 \$	3 115 \$
Dérivés hors cote	54 309	32 %	1 941	15 232	17 173	25 896
Total des risques liés aux activités de négociation	180 357 \$	10 %	2 230 \$	16 056 \$	– \$	18 286 \$
Total des risques liés aux prêts et autres risques et aux activités de négociation	656 552 \$	22 %	45 503 \$	100 685 \$		146 188 \$
Instruments d'intermédiation bancaire	2 125	89 %	–	1 896	1 896	2 826
Risques liés aux opérations de titrisation	52 211	17 %	895	7 733	8 628	7 294
Facteur scalaire réglementaire	s.o.	s.o.	s.o.	6 619	6 619	7 491
Autres actifs	35 686	61 %	s.o.	s.o.	21 720 \$	21 720
Total du risque de crédit	746 574 \$	25 %	46 398 \$	116 933 \$	21 720 \$	185 051 \$
Risque de marché						
Taux d'intérêt			4 194 \$	3 942 \$	8 136 \$	4 829 \$
Actions			381	1 037	1 418	2 573
Change			449	21	470	348
Marchandises			427	3	430	347
Risque spécifique			6 813	6 054	12 867	9 123
Total du risque de marché			12 264 \$	11 057 \$		23 321 \$
Risque opérationnel			36 465 \$	s.o.	s.o.	36 465 \$
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	746 574 \$		95 127 \$	127 990 \$	21 720 \$	244 837 \$

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique ou de toute réduction de valeur partielle et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et les garanties détenues.

(2) Représente le facteur de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(en millions de dollars canadiens)	2009		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires émises			
À des fins générales		65 263	2 301 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1)		5 279	232
Options sur actions levées (2)		5 808	158
Actions privilégiées émises			
À dividende non cumulatif, série AX	29 avril 2009	13 000	325
À dividende non cumulatif, série AV	1 ^{er} avril 2009	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AT	9 mars 2009	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR	29 janvier 2009	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AP	14 janvier 2009	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AN	8 décembre 2009	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AL	3 novembre 2009	12 000	300
Rachat d'instruments de capital innovateurs			
RBC Bank (USA)			
Titres de capital, série A (94 millions de dollars US)	13 octobre 2009		98
Titres de Triangle Capital (20 millions de dollars US)	13 octobre 2009		21
Capital de deuxième catégorie			
Rachat de débentures subordonnées (3)			
1 ^{er} juin 2009			1 000
15 mars 2009 (125 millions de dollars US)			159
27 janvier 2009			500

- (1) Depuis le 1^{er} mai 2009, des actions ordinaires ont été émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes à un prix 3 % moins élevé que le cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes, et le premier dividende sera payé le 22 mai 2009.
- (2) Le montant comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de l'exercice, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions, et à même les attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Pour plus de détails, se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

En 2009, nous n'avons racheté aucune action ordinaire dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui est arrivée à échéance le 31 octobre 2009. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2009, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter jusqu'à concurrence de 20 millions de dollars d'actions ordinaires, offre qui prendra fin le 31 octobre 2010.

En 2009, nous n'avons émis aucune action sur le capital autorisé en vertu du régime général d'épargne et d'achat de titres, qui comprend notre régime d'épargne et notre régime d'actionnariat des employés.

Dividendes

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, notre ratio de distribution

cible, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. Notre objectif à moyen terme en ce qui a trait au ratio de distribution relatif aux dividendes sur actions ordinaires est de 40 % à 50 %. En 2009, le ratio de distribution s'est établi à 78 %, en hausse comparativement à 59 % en 2008. Cette hausse reflète la baisse du bénéfice, qui a été touché par la charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition et par un nombre plus élevé de pertes sur créances, et la déclaration par le conseil d'administration d'un taux de dividendes constant tout au long de l'exercice. Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 2,8 milliards de dollars, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent.

Principales données concernant les actions (1)

Tableau 50

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	2009			2008			2007		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 417 610	13 075 \$	2,00 \$	1 341 260	10 384 \$	2,00 \$	1 276 260	7 300 \$	1,82 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation									
À dividende non cumulatif, série N	–	– \$	– \$	–	– \$	0,88 \$	12 000	300 \$	1,18 \$
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	1,15	8 000	200	1,15	8 000	200	1,22
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,06
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	0,95
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	1,11	8 000	200	1,11	8 000	200	0,77
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	0,65
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	1,41	8 500	213	0,81	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400	1,49	16 000	400	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	1,48						
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225	1,50						
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275	1,34						
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350	1,27						
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	1,11						
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	1,01						
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	0,87						
Actions autodétenues – privilégiées	(65)	(2)		(260)	(5)		(249)	(6)	
Actions autodétenues – ordinaires	(2 127)	(95)		(2 258)	(104)		(2 444)	(101)	
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324		6 750	324				
Options sur actions									
Octroyées	17 877			21 773			26 623		
Pouvant être levées	12 806			17 247			21 924		
Dividendes									
Actions ordinaires	2 819				2 624			2 321	
Actions privilégiées	233				101			88	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 18 des Notes complémentaires.
- (2) Les actions privilégiées de premier rang, série W, comportent une option de conversion et, au 31 octobre 2009, ces actions n'étaient pas encore convertibles.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 30 novembre 2009, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 420 680 000 et à 17 611 000, respectivement. Au 30 novembre 2009, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 13 000 et à 2 697 000, respectivement. Se reporter aux notes 18 et 21 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur notre capital-actions.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales, ce qui correspond au capital requis pour demeurer solvable dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre objectif de maintenir une cote de crédit d'au moins AA. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction de l'évaluation des risques de la part de la direction. Il fournit des mesures de comparaison du rendement au sein de nos secteurs d'exploitation telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, comme il est présenté à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Le capital économique aide également la haute direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs.

Par ailleurs, le capital économique sert à évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux disponibles qui excède considérablement le capital économique. Le capital disponible se définit comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres instruments de capital dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, tels que les actions privilégiées et les instruments innovateurs de capital de première catégorie.

Le capital économique est calculé et attribué en fonction d'un plus grand nombre de risques que le capital réglementaire calculé conformément au pilier 1 de l'accord de Bâle II, lequel est calibré principalement en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation) et du risque opérationnel. Le capital économique est calculé en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque opérationnel, du risque commercial, des risques liés aux immobilisations corporelles, ainsi que du risque d'assurance, et il comprend l'attribution du capital lié à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels.

- Le risque commercial est le risque de pertes ou de préjudices dus à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies.
- Le risque lié aux immobilisations corporelles constitue le risque que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable.

Se reporter aux rubriques pertinentes sur la gestion du risque, du capital et des liquidités pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance.

Le calcul et l'attribution du capital économique nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements par la direction. Ceux-ci font l'objet d'une surveillance dans le but de s'assurer que le cadre de gestion du capital économique demeure exhaustif et uniforme. Les modèles sont comparés avec les principales pratiques du secteur au moyen de sondages, d'examen des méthodes et des relations permanentes établies avec des professionnels du secteur spécialisés en gestion des risques.

Capital économique		Tableau 51	
(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	2009	2008	
Risque de crédit	10 100 \$	8 100 \$	
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 450	1 750	
Risque opérationnel	3 550	2 850	
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 350	2 200	
Risque d'assurance	150	150	
Capital-risque	18 600 \$	15 050 \$	
Écart d'acquisition et actifs incorporels	11 250	7 700	
Capital économique	29 850 \$	22 750 \$	
Sous-attribution de capital	600	1 900	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 450 \$	24 650 \$	

Le capital économique a augmenté de 7,1 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel ont également contribué à cette augmentation. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont augmenté principalement en raison d'une hausse de l'écart d'acquisition par rapport aux acquisitions effectuées à l'exercice précédent, en partie contre-balançée par la charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition liée au secteur Services bancaires internationaux. Le risque de crédit a augmenté essentiellement en raison d'une qualité de crédit moins élevée et de la croissance des activités. Le risque de marché s'est accru principalement en raison de la croissance du portefeuille et de la volatilité des marchés, tandis que l'augmentation du risque opérationnel découle d'une hausse des revenus.

Notre structure financière demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital économique requis pour soutenir tous nos risques importants.

Capital affecté aux filiales

Notre cadre de gestion du capital comprend la gestion du capital affecté aux filiales. Nous investissons le capital à l'échelle de l'entreprise, afin de satisfaire aux exigences des autorités de réglementation locales en matière d'adéquation des fonds propres et de maximiser les rendements pour nos actionnaires. Nous investissons dans nos filiales au besoin au cours de l'exercice, notamment RBC Bank (USA), en fonction des attentes des autorités de réglementation ainsi que de la conjoncture et des conditions du marché qui sont toujours extrêmement difficiles aux États-Unis. Nous établissons des lignes directrices pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour gérer le lien qui existe entre les capitaux investis dans les filiales et notre capital consolidé pour nous assurer un accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire consolidé.

Chaque filiale est responsable d'assurer sa conformité aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres prescrites par les autorités de réglementation locales, lesquelles pourraient comprendre des restrictions liées au transfert d'actifs sous forme d'espèces, de dividendes, de prêts ou d'avances. Actuellement, la Trésorerie générale est responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital consolidé de toutes les entités.

Autres facteurs influant sur le capital

Le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres dans d'autres entités se fonde sur diverses lignes directrices d'ordre comptable et réglementaire et sur le montant ou la nature du placement. Nous avons recours aux trois démarches générales suivantes :

- Consolidation : nous effectuons la consolidation intégrale des entités dans lesquelles nous détenons une participation conférant le contrôle dans nos bilans consolidés. Dans le cas des coentreprises, nous appliquons la méthode de la consolidation proportionnelle.
- Déduction : certains titres détenus sont portés en déduction aux fins du calcul du capital réglementaire. Ces titres comprennent tous les « intérêts de groupe financier » non consolidés [tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur les banques* (Canada)], ainsi que tous les placements dans des filiales d'assurance.
- Pondération des risques : un facteur de pondération des risques est attribué aux placements en titres de capitaux propres non consolidés qui ne sont pas portés en déduction du capital, en fonction du taux prescrit aux fins du calcul des charges de capital.

Nous surveillons l'évolution du contexte réglementaire tant au pays qu'à l'étranger, afin d'évaluer l'incidence sur notre position de capital actuelle et future. En réaction aux perturbations récentes des marchés financiers, les autorités de réglementation bancaire à l'échelle mondiale et d'autres organismes tels que le comité de Bâle sur la supervision bancaire se sont engagés à renforcer la réglementation et la supervision des institutions financières ainsi que la gestion des risques auxquels elles s'exposent. On propose notamment de mettre l'accent sur l'augmentation de la quantité de capital, l'amélioration de la qualité du capital, l'harmonisation à l'échelle internationale des règles de calcul du ratio de levier financier et l'établissement d'un cadre pour la constitution de coussins de capital contracycliques. Étant donné que les propositions n'ont pas été définies en détail, l'incidence sur le niveau des fonds propres ne peut être déterminée pour l'instant. Par ailleurs, les modifications de l'accord de Bâle II qui entreront en vigueur en 2011, y compris la révision du cadre de gestion du risque de marché, devraient entraîner des exigences plus strictes en matière de capital. Nous continuerons de surveiller l'évolution du contexte et de revoir nos stratégies et activités de gestion du capital de façon à tenir compte des changements.

Gestion des liquidités et du financement

Le risque d'illiquidité et de financement (risque d'illiquidité) est le risque qui se produit lorsque nous ne sommes pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements.

Notre cadre de gestion des liquidités est élaboré de manière à satisfaire à nos engagements actuels et éventuels, tout en assurant notre situation de capital ainsi que notre sécurité et notre solidité dans des conditions de stress. Afin d'atteindre ces objectifs, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité :

- l'établissement d'un équilibre approprié entre le niveau de risque que nous assumons et les coûts engagés pour atténuer ce risque, tout en tenant compte de l'incidence éventuelle que des événements extrêmes mais plausibles pourraient avoir;
- un accès élargi à des sources de financement, y compris le maintien d'un nombre crédible de dépôts de base provenant des clients et la prise de mesures à cet effet, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros et notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs données;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise;
- le recours à un processus approprié et transparent aux fins de l'établissement des prix de transfert des liquidités et de la répartition des coûts.

Nos politiques, pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités renforcent ces stratégies d'atténuation du risque. Aux fins de la gestion du risque d'illiquidité, nous favorisons une démarche centralisée afin de maximiser l'efficacité au chapitre du financement et l'efficacité opérationnelle. Cependant, des questions liées aux marchés, à la réglementation, à l'imposition et à l'organisation influent sur la mesure dans laquelle nous pouvons centraliser notre démarche.

Mesure des risques

Nous utilisons divers paramètres et diverses mesures fondés sur des plafonds pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés et d'hypothèses basées sur le cours normal des activités et sur des conditions de stress. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

Risque d'illiquidité structural (à plus long terme)

Nous utilisons à la fois un modèle de capital en liquidités et un modèle de l'horizon de survie, qui visent principalement à mettre en évidence les décalages entre les échéances réelles de tous les actifs et passifs, pour mesurer et contrôler les risques liés au bilan et pour élaborer notre stratégie de financement à terme. Nous tenons compte de conditions de stress, y compris une perte prolongée des dépôts en gros non garantis utilisés pour financer les actifs non liquides.

Risque d'illiquidité stratégique (à plus court terme)

Nous établissons des limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de fonds en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes (allant de un jour à neuf semaines), et attribuons des plafonds ajustés en fonction des risques à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, de même que des plafonds individuels à chaque type d'activité de mise en gage, afin de mesurer notre risque d'illiquidité à plus court terme. Nos positions liées aux flux nets de trésorerie reflètent les flux de trésorerie connus et prévus liés à tous les actifs et passifs importants non grevés et aux activités hors bilan. Les actifs qui sont gagés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Risque d'illiquidité éventuel

La gestion du risque d'illiquidité éventuel permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités, que la Trésorerie générale maintient et administre, nous aide à prendre les mesures voulues et à réagir lorsqu'une crise de liquidité se produit. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres des principaux secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux qui sont des spécialistes des questions considérées, contribue à l'élaboration du processus d'évaluation des facteurs de stress et des plans de financement, et elle se réunit régulièrement pour évaluer les facteurs de stress ainsi que notre état de préparation relativement au plan d'urgence relatif aux liquidités.

Nos évaluations des facteurs de stress se basent sur des modèles qui permettent d'évaluer notre exposition possible à des événements mondiaux, à des événements touchant un pays ou à des événements touchant RBC (ou encore à une combinaison de ces événements), et elles tiennent compte d'événements historiques et hypothétiques. Différents degrés de gravité sont pris en considération relativement à chaque type de crise. Ces évaluations exhaustives font appel à des éléments, à des scénarios et à des techniques utilisés aux fins des analyses de sensibilité et des évaluations des facteurs de stress. Dans tous les cas, l'incidence de la crise est évaluée en fonction d'un horizon de neuf semaines, que nous utilisons également pour évaluer le risque d'illiquidité stratégique et qui constitue selon nous le laps de temps le plus critique lorsque survient un événement touchant les liquidités. Afin de gérer le risque lié à des crises d'une plus longue durée, nous actualisons régulièrement nos principales évaluations et nous avons recours à des mesures du risque d'illiquidité structural qui tiennent compte d'un environnement de stress. Les principaux tests ont lieu mensuellement, et les autres tests, trimestriels. La fréquence des tests dépend de la probabilité et des répercussions des scénarios. Après avoir examiné les résultats, l'équipe modifie parfois le plan d'urgence relatif aux liquidités et les autres pratiques de gestion du risque d'illiquidité et de financement, de même que les plafonds.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence, y compris des critères d'admissibilité aux avances consenties par les banques centrales.

Contrôle du risque

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction. Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et, en ce qui concerne les principales unités fonctionnelles, nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable. Ce processus consiste notamment à analyser notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales, et à convertir les fonds en devises. Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.

Politiques

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement servent à définir les paramètres de tolérance aux risques. Elles habitent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des activités et des produits donnés qui régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information.

Pouvoirs et limites

Les plafonds relatifs à nos positions en matière de risque d'illiquidité structural sont approuvés au moins une fois l'an et font l'objet de contrôles hebdomadaires, mensuels ou trimestriels. Les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets sont approuvés au moins une fois l'an. Selon l'importance de chaque entité publiante, les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets font l'objet d'un contrôle quotidien ou hebdomadaire concernant les principales devises, les succursales, les filiales et les secteurs géographiques. Toutes les dérogations possibles aux plafonds établis sont immédiatement signalées à la Trésorerie générale, qui fournit ou obtient les approbations requises après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

La Trésorerie générale, de concert avec la Gestion des risques du Groupe et les secteurs d'exploitation, effectue un examen périodique du traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses, afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds. Ce processus permet de nous assurer qu'un lien étroit est maintenu entre la gestion du risque d'illiquidité et de financement et celle du risque d'illiquidité sur le marché et du risque de crédit, et que la Gestion des risques du Groupe approuve les lignes de crédit entre entités. Par suite de l'expérience que nous avons tirée de la volatilité des marchés au cours des deux dernières années, nous avons modifié notre traitement des liquidités touchant certaines catégories d'actifs, de manière qu'il reflète notre point de vue selon lequel la liquidité des marchés visant ces produits demeurera sporadique pendant un certain temps. Le cas échéant, nous avons réduit les plafonds de manière à tenir compte des résultats découlant des évaluations des facteurs de risque que nous avons modifiés.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise sur laquelle repose notre position de liquidité structurale. Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées pour ce qui est de la provenance géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et de l'échéance. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et au Japon. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le maintien de cotes de crédit concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de l'adéquation de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. Il n'existe aucune certitude que nos cotes de crédit et les perspectives de cote qui nous sont attribuées par des agences de notation ne seront pas révisées à la baisse, ni que ces agences de notation ne publieront pas des commentaires défavorables à notre sujet, ce qui pourrait possiblement avoir une incidence négative sur notre capacité de financement et sur notre accès aux marchés financiers. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations, et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le tableau suivant présente nos principales cotes de crédit au 31 décembre 2009. Toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Cotes de crédit*

Tableau 52

Au 31 décembre 2009 (1)	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

* Ce tableau fait partie intégrante des états financiers consolidés de l'exercice 2009.

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Profil des dépôts

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds fiables. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus imaginables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté d'environ 6 % au cours de l'exercice et représentaient 63 % du total de nos dépôts.

Sources de financement à terme*

Tableau 53

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Encours du financement à long terme	58 831 \$	70 906 \$	51 540 \$
Total des titres adossés à des créances hypothécaires vendus	28 815	15 196	14 239
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales vendus	1 916	2 159	2 405
Créances sur cartes de crédit financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation	2 913	3 163	2 759

* Ce tableau fait partie intégrante des états financiers consolidés de l'exercice 2009.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme en émettant de façon sélective, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant, directement ou par l'intermédiaire de nos filiales, 5,5 milliards de dollars. Cependant, le total du financement à long terme en cours a diminué de 12,1 milliards de dollars, car nous avons davantage eu recours à des opérations de titrisation. Les titres d'emprunt de premier rang en circulation comportant des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit, qui entraînerait un remboursement anticipé, constituent une très petite tranche du total de l'encours de notre dette.

Autres sources de liquidités et de financement

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires résidentielles, à des créances hypothécaires commerciales et à des créances sur cartes de crédit à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs.

Nous avons conservé des droits dans nos programmes de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit. Le total de l'encours de nos titres adossés à des créances hypothécaires vendus a augmenté de 13 619 millions de dollars sur douze mois. Nos créances sur cartes de crédit, financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation, ont diminué de 250 millions de dollars sur douze mois. Se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan et à la note 5 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Incidence des faits nouveaux touchant les marchés mondiaux sur la gestion des liquidités

Malgré les conditions difficiles qui ont sévi sur les marchés financiers pendant une bonne partie des deux dernières années, nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement demeure appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Les initiatives mises en œuvre dans le secteur public au cours de cette période ont contribué à l'amélioration graduelle des conditions sur les marchés mondiaux et fait en sorte que le système financier soit moins vulnérable. Bien que nous ayons continué de profiter d'un financement de gros plutôt favorable au chapitre de l'accès et des prix au cours de l'exercice, nous avons participé de façon sélective à certains programmes de crédit offerts par les gouvernements et les banques centrales afin de compléter nos sources de financement en place. Les enchères de titres adossés à des créances hypothécaires annoncées par le gouvernement du Canada en octobre 2008 nous ont aidés à renforcer notre position de liquidité en 2009 en nous fournissant un autre canal pour les prêts hypothécaires résidentiels titrisés au cours d'une période où les marchés du financement à terme étaient aux prises avec une importante réduction des liquidités. Nous avons renforcé davantage notre position de liquidité au cours de l'exercice en faisant preuve d'un plus grand dynamisme aux fins de l'obtention de dépôts de base, de la réduction des exigences en matière de garanties et de l'émission de capital. Plus récemment, une reprise générale s'est produite sur le marché du financement à terme bancaire garanti par des organismes non gouvernementaux, car nous avons assisté à une importante compression des écarts de taux liés aux divers niveaux de qualité du crédit. Les écarts liés aux nouvelles émissions de titres d'emprunt à terme de premier rang au Canada ont atteint leur plus bas niveau depuis la fin de 2007, ce qui nous donne

d'autres occasions, le cas échéant, de renforcer davantage notre position de liquidité. Nous ne nous attendons pas à d'importantes répercussions par suite de la réduction ou de l'annulation des programmes de financement ou de liquidité du secteur public.

Nous avons maintenu une position de liquidité et de financement qui demeure selon nous appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque. Sauf en ce qui concerne les préoccupations liées à la viabilité de la reprise économique et les répercussions connexes en ce qui a trait à la résilience des marchés des capitaux, il n'existe aucune autre tendance ou demande connues ni aucun autre engagement ou événement connus susceptibles de faire en sorte que cette position change considérablement.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2008. Toutefois, certaines limites et stratégies ont été révisées compte tenu des conditions du marché.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens) (1)	2009				Total	2008	2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	33 684 \$	24 057 \$	9 595 \$	2 436 \$	69 772 \$	58 615 \$	49 131 \$
Obligations couvertes	204	–	3 407	2 129	5 740	5 248	–
Débitures subordonnées	103	–	–	6 461	6 564	8 258	6 343
Obligations décollant de contrats (2)	566	926	668	1 202	3 362	3 196	3 161
	34 557 \$	24 983 \$	13 670 \$	12 228 \$	85 438 \$	75 317 \$	58 635 \$

* Ce tableau fait partie intégrante des états financiers consolidés de l'exercice 2009.

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Presque tous les engagements contractuels sont en cours.

Aperçu d'autres risques

Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation représente le risque qu'une action accomplie par une entreprise ou par un de ses représentants ternisse son image aux yeux de la collectivité ou la confiance que lui accorde le public, ce qui pourrait entraîner une diminution des affaires, des actions en justice ou l'assujettir à une surveillance réglementaire accrue.

Un certain nombre d'événements peuvent entraîner un risque lié à la réputation, et ce risque est principalement d'ordre réglementaire, juridique ou opérationnel. Les défaillances d'exploitation ainsi que la non-conformité aux lois et aux règlements peuvent avoir une incidence importante sur la réputation de l'organisation.

Nous appliquons les principes suivants à notre cadre général de gestion du risque lié à la réputation :

- Nous devons agir avec intégrité en tout temps afin de maintenir la réputation solide et favorable dont nous jouissons.
- Il incombe à tous nos employés, y compris la haute direction, de protéger notre réputation, et cette responsabilité incombe aussi à tous les membres du Conseil d'administration.

Code de déontologie

Nos valeurs et notre Code de déontologie soutiennent la gestion du risque lié à notre réputation et favorisent notre culture au chapitre de la déontologie. La sensibilisation de nos employés et de nos administrateurs aux comportements qui protègent notre réputation et à ceux qui y nuisent repose sur notre Code de déontologie.

Contrôle du risque

Nous avons élaboré des politiques et des procédures qui nous aident à gérer le risque lié à la réputation dans toute l'organisation. Les politiques stipulent des exigences exhaustives aux fins de l'établissement et de

l'évaluation des risques liés à la réputation, y compris des contrôles et procédures aux fins du contrôle préalable s'inscrivant dans le cadre du programme « Bien connaître son client », des exigences liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, des exigences concernant l'indépendance des vérificateurs, les normes en matière de recherche et le signalement de situations douteuses, ainsi que des exigences liées à la gestion des conflits d'intérêts.

Bien que notre Code de déontologie et nos politiques nous aident à prévenir les risques liés à la réputation, nous savons que des situations susceptibles de ternir notre réputation pourraient quand même se produire. Afin d'atténuer les risques liés à la réputation possibles découlant de ces situations, nous avons mis en œuvre des protocoles détaillés et rigoureux aux fins de la communication ascendante, de la présentation de l'information et de la résolution des problèmes.

Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique

Le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique correspond au risque que des facteurs défavorables influent sur les activités commerciales, les résultats ou le capital, les relations avec les organismes de réglementation ou la réputation, par suite d'un manquement, ou de l'incapacité à s'adapter, à la réglementation, aux lois, aux codes d'activité économique, aux attentes des organismes de réglementation ou aux normes déontologiques.

La Gestion globale de la conformité a élaboré un Cadre réglementaire de gestion générale de la conformité (CRGGC) qui s'aligne sur les directives du BSIF et des autres organismes de réglementation. Ce cadre vise à promouvoir la gestion proactive du risque lié à la conformité et à l'environnement réglementaire. Il s'applique à tous nos secteurs d'exploitation et à toutes nos activités, à nos entités juridiques et à nos employés à l'échelle mondiale, et il confirme les obligations de rendre

compte de tous les employés, de manière à assurer le maintien de programmes rigoureux et efficaces de gestion du risque lié à l'environnement réglementaire et des contrôles de la conformité. Le CRGGC comporte cinq éléments aux fins de la gestion du risque lié à l'environnement réglementaire. Le premier élément enclenche le processus en établissant la nature de nos activités commerciales et de nos opérations. Le deuxième élément nous permet d'élaborer des programmes de conformité qui satisfont le plus efficacement possible aux exigences réglementaires. Les troisième et quatrième éléments ont trait à l'établissement et à la mise en œuvre de contrôles précis, de même qu'au suivi et à la surveillance de l'efficacité de ces contrôles. Grâce à cette démarche, tous nos programmes de conformité peuvent reposer sur un point de vue global applicable à l'entreprise dans son ensemble. Le cinquième élément permet d'assurer la communication ascendante et la résolution des problèmes au moment opportun, de même que la clarté et la transparence de l'information communiquée. Cette étape cruciale permet aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration de s'acquitter avec efficacité de leurs responsabilités au chapitre de la gestion et de la surveillance.

Mesure du risque

Le processus d'établissement et d'évaluation du risque lié à l'environnement réglementaire comprend des activités officielles d'évaluation des risques dans toute l'organisation, tant au chapitre des activités et de l'exploitation que de l'entreprise dans son ensemble. Pour mesurer le risque, nous évaluons l'incidence des changements d'ordre réglementaire et organisationnel, du lancement de nouveaux produits et services, ainsi que de l'acquisition ou de la création de nouveaux secteurs d'activité. Nous évaluons également l'efficacité des contrôles établis afin d'assurer la conformité aux exigences et aux attentes des organismes de réglementation. Bien que le recours à des paramètres pour évaluer les questions de conformité soit relativement nouveau et qu'il existe peu de méthodes ayant fait leurs preuves pour déterminer les principaux indicateurs, nous sommes en voie de mettre au point et d'élaborer de nouvelles mesures qualitatives et quantitatives. Entre-temps, nous utilisons les mesures dont nous disposons afin de déterminer les questions et les tendances.

Contrôle du risque

Notre culture au chapitre de la déontologie et de la conformité est bien établie et elle s'appuie sur notre Code de déontologie. Nous revoyons et mettons à jour le Code de déontologie régulièrement, de manière qu'il continue de répondre aux attentes des organismes de réglementation et des autres parties prenantes. Tous nos employés doivent réaffirmer leur compréhension du Code et leur engagement envers ce dernier au moins tous les deux ans, et les employés occupant certains postes clés, notamment la haute direction et les employés responsables de la surveillance des finances doivent faire de même tous les ans.

Nous fournissons à tous les employés un programme d'apprentissage électronique et individuel concernant le Code de déontologie ainsi que la conformité aux règles sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Les employés concernés bénéficient également d'une formation visant d'autres questions concernant la conformité et le risque lié à l'environnement réglementaire. Cette formation leur est fournie à l'aide d'outils de formation électroniques et de la documentation de travail (dans le cadre de la formation régulière des employés), de programmes d'orientation des nouveaux employés et dans le cadre de programmes d'apprentissage électronique, individuels ou diffusés sur le Web offerts périodiquement.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte financière susceptible de se produire lorsque les paiements réels aux termes d'une police d'assurance ou d'un traité de réassurance diffèrent des prévisions (p. ex., le nombre, le montant et l'échéancier). Le risque d'assurance est lié principalement aux résultats techniques défavorables au chapitre de la mortalité, de la morbidité, de la longévité, de la fréquence et de la gravité des sinistres, du comportement des titulaires de polices et des charges. Toutes nos activités d'assurance, qui se composent des activités d'assurances vie, maladie, crédit, habitation, automobile et voyage et de nos activités de réassurance, donnent lieu à un risque d'assurance. Le risque d'assurance se compose des risques secondaires suivants :

- Le risque lié aux sinistres constitue le risque que la gravité, la fréquence ou la survenance des sinistres diffèrent des hypothèses utilisées aux fins de l'établissement des primes ou des réserves. Ce risque peut résulter : i) d'une estimation inappropriée des sinistres prévus par rapport aux sinistres réels; ii) du fait que les critères utilisés aux fins de la tarification du risque ne concordent pas avec

les estimations concernant le montant, la fréquence et la survenance des sinistres. Les composantes du risque lié aux sinistres comprennent le risque de mortalité, le risque de longévité, le risque de morbidité, le risque lié aux assurances habitation et automobile et le risque lié à l'assurance voyage.

- Le risque lié au comportement des titulaires de polices constitue le risque que le comportement réel des titulaires de polices à l'égard des paiements de primes, des retraits ou avances sur polices, des polices tombées en déchéance, des rachats et de l'exercice d'autres options aux termes des polices diffère du comportement hypothétique utilisé aux fins de l'établissement des primes ou des réserves.
- Le risque lié aux charges constitue le risque que les charges au titre de l'acquisition ou de la gestion de polices, ou celles au titre du traitement des sinistres, excèdent les coûts hypothétiques utilisés aux fins de l'établissement des primes.

Mesure du risque

Nous évaluons le risque d'assurance régulièrement pour nous assurer que notre profil de risque fait l'objet d'une supervision adéquate, que des informations à son sujet sont communiquées et qu'il s'aligne sur les hypothèses concernant nos activités. Nous utilisons ces mesures du risque aux fins de la quantification du capital économique et de l'évaluation des provisions techniques et de manière à nous conformer aux obligations de déclaration. La Gestion des risques du Groupe – Assurance gère ce processus au moyen de modèles.

Les modèles utilisés aux fins de la mesure du risque font l'objet d'un processus d'examen et de communication rigoureux et systématique, conformément à notre politique en matière de gestion des risques liés aux modèles. Les éléments clés de cette politique incluent le maintien de documents appropriés concernant les modèles, un processus d'approbation visant à assurer la répartition appropriée des responsabilités, des examens indépendants et périodiques des modèles et un processus de responsabilisation et de surveillance bien défini.

Contrôle du risque

Les politiques et les procédures qui étayent la gestion du risque d'assurance énoncent les stratégies que nous utilisons pour déterminer les risques d'assurance, pour les classer par ordre de priorité et pour les gérer. Les politiques en matière de risque d'assurance établissent les attentes et les paramètres en fonction desquels nous pouvons exercer nos activités d'assurance, elles communiquent notre tolérance au risque et elles assurent la responsabilisation au moyen de l'établissement de rôles et de responsabilités précis.

Pouvoirs et limites

Le Conseil d'administration établit les pouvoirs d'approbation des risques et les limites de risque et il les délègue aux cadres dirigeants des unités fonctionnelles, de manière à orienter les activités d'assurance. Ces pouvoirs et limites délégués permettent d'assurer que notre portefeuille d'assurance est bien diversifié et qu'il est conforme au goût du risque approuvé par le Conseil d'administration.

Surveillance et approbation des risques

La Gestion des risques du Groupe – Assurance assure une surveillance indépendante de nos activités d'assurance, notamment l'élaboration des produits, l'établissement des primes et la gestion du processus de tarification et des sinistres. Elle approuve également les pouvoirs relatifs aux activités qui excèdent les pouvoirs et limites des unités fonctionnelles, ainsi que les pouvoirs relatifs à certaines activités qui présentent un risque important.

Atténuation des risques

Les principaux éléments auxquels nous avons recours pour cerner, évaluer et gérer les risques d'assurance incluent un processus d'examen et d'approbation des risques aux fins de l'élaboration des produits et de l'établissement des primes, ainsi que le recours à des lignes de conduite et pratiques efficaces aux fins de la gestion du processus de tarification et des sinistres; les opérations de réassurance, dans le cadre desquelles nous transférons les risques d'assurance à des sociétés d'assurances indépendantes, nous permettent également de diversifier nos risques d'assurance, de limiter les risques importants auxquels nous sommes exposés et de disposer de capacités supplémentaires aux fins de la croissance future de nos activités.

Provisions techniques

Les provisions techniques tiennent compte de provisions précises pour détérioration des résultats afin d'assurer leur caractère adéquat et elles font l'objet d'un processus de validation indépendant.

Le risque environnemental correspond au risque que l'incidence de problèmes environnementaux n'entraîne une perte de valeur financière ou opérationnelle ou une atteinte à notre réputation. Il découle de nos activités commerciales et de nos activités d'exploitation. Par exemple, les questions d'ordre environnemental liées à l'achat et à la vente, par nos clients, de propriétés contaminées ou au développement de projets à grande échelle, pourraient faire en sorte que nous soyons exposés au risque de crédit et au risque lié à la réputation. Nous pourrions être obligés de composer avec le risque opérationnel et le risque lié à l'environnement juridique lorsque des questions d'ordre environnemental surviennent dans nos succursales, nos bureaux ou nos centres de traitement des données.

Le Groupe des affaires environnementales (GAE) établit les exigences prescrites dans nos politiques à l'échelle de l'entreprise, aux fins de la mise en évidence, de l'évaluation, du contrôle, de la surveillance et de la présentation du risque environnemental. La haute direction et le comité de la gouvernance et des affaires publiques sont responsables de la surveillance. Les secteurs d'exploitation et les Services de soutien généraux doivent pour leur part incorporer dans leurs activités les exigences et contrôles liés à la gestion du risque environnemental. Le GAE fournit également des services-conseils et des services de soutien aux secteurs d'exploitation, aux fins de la gestion de risques environnementaux précis dans le cadre des opérations commerciales.

Mesure du risque

L'importance des risques environnementaux liés aux activités commerciales dépend de plusieurs facteurs, notamment le secteur d'activité, le type et l'envergure de l'opération, la capacité de l'emprunteur à gérer les questions environnementales et la question de savoir si les biens immeubles sont donnés en garantie. Certains risques environnementaux, notamment les coûts relatifs à la décontamination environnementale de propriétés utilisées pour garantir les prêts, peuvent aisément être quantifiés, tandis que les autres, y compris les risques liés aux effets physiques des changements climatiques ou de la rareté de l'eau pour un secteur donné, sont évalués sur une base qualitative.

Contrôle du risque

Afin de gérer le risque environnemental, nous maintenons un système de gestion qui se fonde sur les exigences prescrites dans nos politiques, sur des stratégies de gestion et d'atténuation des risques et sur la présentation d'information.

Notre Politique en matière d'environnement exprime clairement le caractère primordial de notre engagement envers l'environnement. Nous appliquons des politiques de gestion du risque de crédit lié à l'environnement, y compris des politiques et des lignes directrices propres aux secteurs d'activité et à nos secteurs d'exploitation. Nous avons une politique distincte, intitulée « Évaluation sociale et environnementale aux fins de financement de projets », pour refléter notre adhésion aux Principes d'Équateur.

Les principales composantes du processus de gestion et d'atténuation des risques sont les suivantes :

- nous surveillons les lois et règlements pertinents ainsi que les autres exigences auxquels RBC se conforme;
- nous assurons un suivi des pertes sur prêts découlant de questions environnementales;
- nous donnons aux employés une formation sur la détermination et la gestion des risques environnementaux;
- nous évaluons notre rendement et le comparons à nos objectifs, ce qui nous permet de cerner les points que nous pouvons améliorer;
- nous nous assurons périodiquement que nos politiques et processus de gestion du risque environnemental sont mis en œuvre de la façon envisagée.

Nous fournissons annuellement, ou plus souvent selon les besoins, des informations sur les activités de gestion du risque environnemental ainsi que sur les questions et les tendances liées à ces risques à la haute direction et au comité de la gouvernance et des affaires publiques du Conseil d'administration.

Le GAE communique régulièrement des informations sur les questions liées à la gestion du risque environnemental aux parties prenantes internes et externes. Nous fournissons annuellement des informations exhaustives sur la gestion du risque environnemental dans le Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et la Déclaration de responsabilité publique.

Outre les risques décrits aux rubriques Gestion du risque, du capital et des liquidités et Aperçu d'autres risques, maints autres facteurs de risque pourraient faire en sorte que nos résultats diffèrent sensiblement de nos plans, de nos objectifs et de nos estimations. Les déclarations prospectives énoncées dans le présent rapport comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, notre vision et nos objectifs stratégiques, les perspectives économiques et les perspectives du marché pour 2010, pour les économies canadienne, américaine et internationale, les perspectives et priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation et présentées à la rubrique Gestion des liquidités et du financement. Ces déclarations sont présentées afin d'aider nos détenteurs de titres et analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourraient ne pas être appropriées à d'autres fins. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont un grand nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque d'illiquidité et de financement et d'autres risques susmentionnés et ceux expliqués en détail ci-après.

Conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où nous exerçons nos activités

La conjoncture, le manque de liquidités sur certains marchés, le niveau d'activité et la volatilité sur les marchés financiers, ainsi que la stabilité de divers marchés des capitaux, pourraient avoir une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Les taux d'intérêt, les taux de change et les habitudes d'épargne et de dépenses des consommateurs, de même que les habitudes d'emprunt et de remboursement des consommateurs, les investissements des entreprises, les dépenses publiques et l'inflation ont aussi des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, finalement, sur notre volume d'activité dans cette région et sur les revenus que nous en tirons. Par exemple, plusieurs pays vivent actuellement une récession, qui entraîne une hausse du chômage ainsi qu'une baisse du revenu familial, du bénéfice des sociétés, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, ce qui pourrait faire en sorte que la demande concernant nos prêts et autres produits et services fléchisse. Cette conjoncture de récession a donné lieu à une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en raison de la hausse des pertes sur créances, dont le montant pourrait être important, entraînant par le fait même une diminution du bénéfice. De même, un ralentissement plus prononcé dans un marché précis des actions ou des titres de créance pourrait entraîner une baisse additionnelle des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, ou des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduirait par un recul des honoraires, des commissions et autres revenus.

Modification des normes comptables et conventions comptables et estimations

De temps à autre, le Conseil des normes comptables (CNC) modifie les normes de comptabilisation et de publication de l'information financière qui guident la préparation de nos états financiers. Il est difficile de prévoir ces modifications qui peuvent avoir une incidence importante sur la façon dont nous comptabilisons et présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Dans certains cas, nous devons appliquer une nouvelle norme ou une norme révisée de manière rétroactive, ce qui nous oblige à retraiter les états financiers des périodes précédentes.

Les conventions et méthodes comptables que nous utilisons servent à déterminer la façon dont nous présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation, et leur application exige que la direction établisse des estimations, y compris des estimations de la dotation aux provisions, des provisions et des évaluations, ou se fonde sur des hypothèses touchant des questions de par leur nature incertaines. Ces estimations et ces hypothèses pourraient nécessiter des changements susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation et sur notre situation financière. Les principales conventions comptables sont décrites à la note 1 des Notes complémentaires.

Comme il est expliqué en détail dans la rubrique Conventions comptables critiques et estimations, nous avons relevé huit conventions comptables « critiques » qui s'appliquent à la présentation de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, car : i) la direction

est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines; ii) il est probable que des montants considérablement différents soient présentés selon des hypothèses ou des estimations différentes.

Nous sommes tenus d'adopter les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011. L'adoption des IFRS pourrait avoir une incidence sur : i) nos conventions comptables actuelles; ii) notre capital et nos ratios de capital en raison des différences importantes entre les IFRS et les PCGR du Canada en vigueur en ce qui a trait à la constatation et à l'évaluation, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Politiques gouvernementales, fiscales, monétaires et autres

Les politiques fiscales, monétaires et autres adoptées par la Banque du Canada et divers autres organismes de réglementation canadiens, par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et par d'autres organismes de réglementation aux États-Unis, ou par les organismes internationaux, dans les territoires où nous exerçons nos activités, ont une incidence sur nos activités et notre bénéfice. Par ailleurs, de telles politiques peuvent avoir des répercussions négatives sur les activités de nos clients et contreparties au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, ce qui peut faire augmenter le risque de défaut de paiement de ces clients ou contreparties.

Niveau de concurrence

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix et les caractéristiques de nos produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. Les avantages accordés à nos concurrents américains et internationaux en vertu de lois et de règles édictées par leur gouvernement en réaction à la conjoncture pourraient continuer d'avoir une incidence sur notre capacité de livrer concurrence. D'autres établissements de services financiers, comme des compagnies d'assurance, ainsi que les entreprises non financières, offrent de plus en plus des services traditionnellement offerts par des banques. Une telle concurrence pourrait aussi entraîner une réduction des intérêts créditeurs nets et des commissions et avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Modifications des lois et des règlements

Des lois et des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients et des investisseurs, ainsi que l'intérêt public. Des modifications des lois, notamment des lois fiscales, ainsi que des règlements ou des politiques de réglementation, y compris les changements dans la façon dont les lois sont interprétées, mises en œuvre ou exécutées, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. Par ailleurs, notre non-respect des lois, des règlements ou des politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières imposées par les organismes de réglementation qui seraient susceptibles de ternir notre réputation ou d'avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Jugements d'ordre juridique ou réglementaire et procédures judiciaires

Nous prenons des mesures que nous jugeons raisonnables afin d'assurer notre conformité avec les lois, règlements et politiques de réglementation des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais, injonctions, pertes de permis ou d'enregistrements qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice.

Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités. Nous exerçons nos activités dans un environnement de plus en plus réglementé et litigieux, lequel pourrait éventuellement faire en sorte que nous soyons exposés à des passifs et à d'autres coûts dont il pourrait être difficile d'estimer le montant. Le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats, ou pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influencer sur nos perspectives commerciales futures.

Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers vérifiés ou d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou s'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

Mise en œuvre de notre stratégie

Notre capacité à réaliser nos objectifs et à mettre en œuvre notre stratégie a une influence sur notre performance financière. S'il nous est impossible de mettre en œuvre avec succès les stratégies choisies ou les plans et décisions connexes, si nous faisons des choix stratégiques inappropriés ou si nous apportons des modifications à nos objectifs stratégiques, cela pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Acquisitions et coentreprises

Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques ou de coentreprises au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous recevrons l'approbation requise des autorités de réglementation ou des actionnaires, ou que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions ou de former des coentreprises selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que nos objectifs financiers stratégiques ou les réductions de coûts prévues se concrétiseront par suite des acquisitions ou de la formation de coentreprises. Notre rendement dépend de notre capacité à intégrer avec succès les acquisitions et les coentreprises, à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises et des coentreprises, et rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'y parvenir.

Élargissement et intégration de nos réseaux de distribution

Nous examinons régulièrement des occasions d'élargir nos réseaux de distribution, au moyen d'acquisitions ou de croissance interne, notamment par l'ajout de nouveaux bureaux de vente d'assurance, comptes d'épargne en ligne, guichets automatiques et succursales dans des marchés réceptifs à forte croissance au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure d'élargir ces réseaux de distribution ou de les intégrer efficacement, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels incluent les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, la mise au point réussie, au moment opportun, de nouveaux produits et services, notre capacité à effectuer plus de ventes croisées à nos clients, les changements technologiques et la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composants de l'infrastructure, le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers nous et nos affiliés en ce qui a trait à la gestion d'informations confidentielles, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'externe, l'incidence possible, sur nos activités, d'une épidémie ayant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, d'une panne de l'infrastructure publique, notamment les transports, la communication, les réseaux d'électricité ou d'aqueducs, de conflits internationaux et d'autres questions politiques, y compris celles liées à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à notre égard, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs propres à l'industrie et à la Banque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Au 31 octobre 2009, tous les titres disponibles à la vente comportant des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. Les instruments de créance pour lesquels la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Dans le cas des titres de participation pour lesquels la direction a jugé improbable le recouvrement de la juste valeur de ces titres avant qu'ils ne soient cédés ou pour lesquels des pertes sont non réalisées

pendant une période prolongée, ces titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La direction a déterminé que les pertes non réalisées sur les titres restants étaient de nature temporaire et elle conservera les titres restants jusqu'au recouvrement de leur valeur, ce qui pourrait survenir à l'échéance. Pour de plus amples renseignements sur l'évaluation des pertes de valeur durables, veuillez vous reporter à la note 3 des Notes complémentaires.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Tableau 55

(en millions de dollars canadiens)	2009				2008			
	Coût après amortissement	Juste valeur	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Coût après amortissement	Juste valeur	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	22 166 \$	22 622 \$	456 \$	(17)\$	24 297 \$	24 386 \$	89 \$	7 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 057	1 852	(205)	(173)	4 280	3 550	(730)	(363)
Titres adossés à des actifs	4 516	4 427	(89)	(45)	5 193	4 796	(397)	(25)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 718	14 711	(7)	(198)	13 301	12 984	(317)	(162)
Titres de participation	2 437	2 412	(25)	(207)	3 057	2 683	(374)	(88)
Titres de substitut de prêt	256	186	(70)	–	256	227	(29)	(1)
Total (1)	46 150 \$	46 210 \$	60 \$	(640)\$	50 384 \$	48 626 \$	(1 758)\$	(632)\$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 156 millions de dollars (205 millions en 2008) qui sont groupés avec les titres disponibles à la vente dans le bilan.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente s'est établi à 46,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009, en baisse de 4,2 milliards par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'à la vente de certains titres émis par le gouvernement canadien et par des agences américaines, d'actions ordinaires de banques canadiennes et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain. La diminution reflète également le reclassement dans les prêts de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain au cours de l'exercice, conformément aux modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Ce résultat à la baisse a été neutralisé en partie par l'achat de certificats de dépôt auprès d'institutions financières mondiales et de bons du Trésor américain. Pour plus de détails au sujet du reclassement, veuillez vous reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts.

Au cours de l'exercice, nous avons comptabilisé dans les résultats des pertes nettes de 640 millions de dollars, dont une tranche de 485 millions (320 millions après impôts et écritures de compensation) est liée au contexte du marché (se reporter au tableau 59). Ces pertes sont en grande partie imputables aux actions ordinaires de banques canadiennes, aux titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et aux titres d'emprunt de sociétés et autres créances. Les pertes nettes d'un montant de 207 millions de dollars sur les titres de participation sont en grande partie imputables à la baisse de valeur prolongée d'actions de banques canadiennes détenues à des fins de couverture économique de certains régimes de rémunération à base d'actions. Les pertes nettes de 198 millions de dollars sur les titres d'emprunt de sociétés et autres créances découlent essentiellement des pertes sur des titres considérés comme ayant subi une perte de valeur, que nous comptons vendre dans le but de gérer efficacement les risques auxquels nous sommes exposés à l'égard de certaines sociétés et de repositionner certains portefeuilles. Les pertes de 173 millions de dollars sur les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain ont trait à des pertes sur des titres que nous avons vendus ou que nous

prévoyons vendre en vue de réduire notre exposition à certaines années de montage et catégories d'actifs. Les pertes de 632 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent sont principalement imputables à des pertes de 565 millions découlant de facteurs liés au contexte du marché, y compris la réduction de valeur des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et les pertes découlant de la vente d'actions privilégiées des agences américaines Federal National Mortgage Association (Fannie Mae) et Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac).

Au 31 octobre 2009, le portefeuille affichait des gains nets non réalisés de 60 millions de dollars, comparativement à des pertes nettes non réalisées de 1 758 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement une augmentation de la valeur de la plupart des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et non garantis par une agence aux États-Unis, des titres à enchères sur le marché américain et des créances liées à des institutions financières mondiales, en raison du resserrement des écarts de taux et de la baisse des taux d'intérêt.

Les gains nets non réalisés de 456 millions de dollars sur les titres de gouvernements et d'agences sont essentiellement attribuables aux gains sur les titres canadiens, lesquels ont été en partie contrebalancés par des pertes non réalisées liées aux titres à enchères sur le marché américain et aux titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis. Les pertes nettes non réalisées sur les titres adossés aux créances hypothécaires totalisant 205 millions de dollars sont beaucoup moins élevées que celles enregistrées à l'exercice précédent, ce qui reflète la hausse des prix stimulée par l'amélioration des conditions du marché de l'habitation aux États-Unis et des marchés financiers. Le portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires se compose principalement de tranches de premier rang supérieur de titres de catégorie Alt-A et de titres à taux préférentiel américains. La tranche restante du montant net des pertes non réalisées a trait principalement à des titres adossés à des actifs (TAA) et à des titres de substitut de prêts. Les TAA jouissent d'une cote élevée et d'un soutien du crédit important et ont connu des hausses de prix importantes au cours de l'exercice. Les titres de substitut de prêts se composent pour la plupart d'actions privilégiées perpétuelles jouissant de cotes élevées attribuées par des agences de notation canadiennes.

En 2009, nous avons reclassé dans les prêts certains titres de créance disponibles à la vente et détenus à des fins de transaction, conformément aux modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui permet le reclassement des titres de créance qui ne sont pas cotés sur un marché actif et que la direction n'a pas l'intention de vendre dans un avenir proche. La juste valeur estimative des titres disponibles à la vente détenus au 31 octobre 2009 qui ne sont pas cotés sur un marché actif s'élève à 11 milliards de dollars. Ces titres comprennent certains titres à enchères, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain, des titres de créance de gouvernements et des titres d'emprunt de sociétés. La juste valeur des titres qui ont fait l'objet d'un reclassement dans les prêts, principalement des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain, s'établissait à 871 millions de dollars au 31 octobre 2009. Ces titres ont été reclassés parce qu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif et qu'ils ont subi d'importantes pertes non liées au crédit dans le passé. L'incidence sur le bénéfice net après impôts s'est chiffrée à 64 millions de dollars, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 67 millions pour l'exercice 2009, comme l'illustrent le tableau ci-dessous et le tableau 59. Le reste des titres de créance qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs demeurent classés dans les titres de créance disponibles à la vente, et leur juste valeur surpasse leur valeur comptable; nous prévoyons donc de les détenir jusqu'à ce que leur juste valeur égale à nouveau leur valeur comptable.

Reclassement de titres dans les prêts – Incidence sur le bénéfice net **Tableau 56**

(en millions de dollars canadiens)	2009 Augmentation (diminution)		
	Services bancaires internationaux	Services de soutien généraux	Total
Revenu net d'intérêt	(54)\$	(2)\$	(56)\$
Revenus autres que d'intérêt	180	27	207
Total des revenus	126 \$	25 \$	151 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	59	8	67
Bénéfice net avant impôts	67 \$	17 \$	84 \$
Charge d'impôts	19	1	20
Bénéfice net	48 \$	16 \$	64 \$

Les modifications au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* exigent également que les prêts et créances que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche soient classés comme détenus à des fins de transaction. Nous avons également classé dans la catégorie Détenus à des fins de transaction des prêts hypothécaires destinés à la vente de 179 millions de dollars qui étaient classés dans les prêts, puisque nous avons l'intention de vendre ces prêts hypothécaires dans un avenir proche. Le reclassement a eu une incidence minimale sur le bénéfice net.

Incidence du contexte du marché

Nous avons continué à subir des pertes liées au contexte du marché en 2009. Ces pertes, dont le rythme de croissance est analogue à celui des pertes enregistrées en 2008, se sont toutefois atténuées par suite de l'amélioration des conditions du marché, principalement au deuxième semestre. Le total des pertes nettes liées au contexte du marché s'est accru de 99 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement les pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et les pertes au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement à nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et de titres disponibles à la vente ainsi que par les gains découlant des ajustements des évaluations de crédit à l'égard de certains contrats dérivés. Ces pertes ont entraîné une baisse des revenus de 2,1 milliards de dollars en 2009, principalement au premier semestre de l'exercice, et elles se composent de pertes liées au contexte du marché de 1,4 milliard comptabilisées relativement à nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et de titres

Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur le reclassement et les ajustements transitoires effectués le 1^{er} novembre 2008.

Reclassement de titres dans les prêts – Incidence sur le bilan

Tableau 57

(en millions de dollars canadiens)	2009 Augmentation (diminution)
Actifs	
Valeurs mobilières	(871)\$
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	1 132
Autres actifs	(79)
	182 \$
Passifs et capitaux propres	
Bénéfices non répartis	130 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu	52
	182 \$

Reclassement de titres dans les prêts – Incidence sur la qualité du crédit

Tableau 58

(en millions)	2009 Augmentation (diminution)	
	Services bancaires internationaux	Données consolidées
Information sur la qualité du crédit		
Montant brut des prêts douteux	998 \$	1 138 \$
Provision pour pertes sur créances	121	189

	2009		
	Incidence du reclassement		
	Avant le reclassement	Après le reclassement	Augmentation (diminution)
Montant brut des prêts douteux (en millions de dollars canadiens)	4 319 \$	5 457 \$	1 138 \$
Provision pour pertes sur créances	3 113	3 302	189
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	148 p.b.	186 p.b.	38 p.b.
Ratio de la couverture totale (1)	72 %	61 %	(11)%
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	95 p.b.	97 p.b.	2 p.b.

(1) Total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux.

disponibles à la vente, et de pertes de 0,7 milliard découlant des variations des écarts de taux, comme l'illustre le tableau 59. Des pertes de 1,1 milliard de dollars ont été portées en réduction du bénéfice net de 2009.

En 2009, les revenus des secteurs Marchés des Capitaux, Services de soutien généraux et Services bancaires internationaux ont été touchés de façon défavorable par des pertes liées au contexte du marché de 1 489 millions de dollars, de 607 millions et de 18 millions, respectivement. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 67 millions de dollars en raison de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Une tranche de 59 millions de dollars de ce montant a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux et une tranche de 8 millions, dans le secteur Services de soutien généraux. Le bénéfice net des secteurs Marchés des Capitaux, Services de soutien généraux et Services bancaires internationaux a reculé en raison de pertes liées au contexte du marché de 648 millions de dollars, de 431 millions et de 61 millions, respectivement, comptabilisées au cours de l'exercice considéré.

Sommaire de l'incidence du contexte du marché – Tableau 59 gains (pertes)

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Gains (pertes) sur les portefeuilles touchés			
Titres détenus à des fins de transaction (1)	(889)\$	(2 220)\$	(393)\$
Titres disponibles à la vente (2)	(485)	(565)	–
Incidence sur les revenus	(1 374)\$	(2 785)\$	(393)\$
Écritures de compensation	317	613	131
Économies d'impôts	343	754	89
Total après impôts et écritures de compensation connexes	(714)\$	(1 418)\$	(173)\$
Gains (pertes) liés aux écarts de taux			
Ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard de certains dérivés excluant les assureurs spécialisés	46 \$	(118)\$	– \$
Ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction	(586)	533	88
Swaps sur défaillance	(200)	393	–
Incidence sur les revenus	(740)\$	808 \$	88 \$
Écritures de compensation	174	(204)	(20)
Économies d'impôts	190	(227)	(25)
Total après impôts et écritures de compensation connexes	(376)\$	377 \$	43 \$
Pertes sur créances liées aux titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts			
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(67)	–	–
Économie d'impôts	17	–	–
Total après impôts	(50)\$	– \$	– \$
Total de l'incidence du contexte du marché sur le bénéfice net	(1 140)\$	(1 041)\$	(130)\$

- (1) Prêts à risque sur le marché américain – Des titres garantis par des créances (TGC) liés à des TAA, des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et d'autres gains d'un montant de 23 millions de dollars qui ont été enregistrés pour la période allant du 1^{er} février 2009 au 31 octobre 2009 ont été exclus du tableau ci-dessus. Des pertes de 358 millions de dollars enregistrées au premier trimestre de 2009 sont incluses dans le tableau ci-dessus. Des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain et des contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain ainsi que d'autres titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain ont été exclus du tableau ci-dessus. Si le tableau tenait compte de ces portefeuilles, des gains de 23 millions de dollars auraient été présentés pour l'ensemble de ces portefeuilles pour l'exercice 2009. Les gains ne sont pas reflétés dans le tableau ci-dessus puisqu'ils ne sont plus considérés comme des gains découlant du contexte du marché, car le risque auquel nous sommes actuellement exposés n'est pas important.
- (2) Conformément aux modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, nous avons reclassé dans les prêts certains titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Par conséquent, des pertes de valeur de 229 millions de dollars portées en résultat net en 2008 relativement à ces titres ont fait l'objet d'une écriture de compensation transitoire le 1^{er} novembre 2008, et une provision pour pertes sur créances de 139 millions a été constituée. Pour de plus amples renseignements, se reporter au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* à la section portant sur le reclassement de titres dans les prêts et à la rubrique Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC.

Pertes sur les instruments détenus à des fins de transaction

Nous avons comptabilisé des pertes de 889 millions de dollars sur les instruments détenus à des fins de transaction au cours de l'exercice considéré.

Nous avons constaté une perte de 420 millions de dollars au cours de l'exercice, qui tient à l'augmentation des ajustements de l'évaluation de crédit découlant de la hausse de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA Inc., un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit relatif aux tranches de premier rang supérieur liées à nos activités de crédit structuré, la juste valeur des actifs sous-jacents ainsi que d'autres paramètres d'entrée. La protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque.

Nous avons également subi des pertes de 358 millions de dollars, qui sont liées principalement à un portefeuille de négociation du secteur Marchés des Capitaux comprenant des TGC liés à des swaps sur défaut-

lance de sociétés. Nous avons abandonné les activités liées à ce portefeuille et nous avons effectué une série de transactions et d'opérations de transfert d'obligations avec une institution financière tierce notée AA en vue d'atténuer le risque.

Nos solutions d'assurance et de retraite sur les marchés des capitaux aux États-Unis fournissent des contrats à valeur stable liés aux polices d'assurance vie détenues par une banque que les banques souscrivent relativement à un groupe d'employés admissibles. Nous n'exerçons plus d'activités de montage de polices d'assurance vie détenues par une banque. Au 31 octobre 2009, nous avions des pertes de 111 millions de dollars pour l'exercice, dont la quasi-totalité avait trait à un contrat qui faisait l'objet d'un investissement en fonction de stratégies de financement par emprunt et sans emprunt. Ce contrat d'une valeur notionnelle de 2 024 millions de dollars (juste valeur de 987 millions) au 31 octobre 2009 a été restructuré de manière à éliminer les répercussions économiques de la résiliation avant l'échéance d'une police d'assurance vie détenue par une banque, en établissant une date d'échéance et une valeur notionnelle fixes à l'égard des dérivés. Le contrat restructuré permet aussi de réduire l'investissement en fonction de stratégies de financement par emprunt. La juste valeur de notre paiement estimatif à l'échéance en vertu du contrat restructuré s'établit à 250 millions de dollars et elle été comptabilisée comme une perte en 2008 et en 2009. Le reste des contrats à valeur stable liés aux polices d'assurance vie détenues par une banque, d'une valeur notionnelle de 6 276 millions de dollars (juste valeur de 5 855 millions), sont investis en fonction de stratégies de financement sans emprunt qui comprennent principalement des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence sur le marché américain ainsi que des titres du gouvernement américain. La valeur notionnelle représente la valeur de placement totale protégée en vertu des contrats à valeur stable et est présentée dans les produits à valeur stable à la note 25 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés. La juste valeur représente l'estimation actuelle des investissements liés aux contrats à valeur stable.

Le secteur Marchés des Capitaux a comptabilisé un gain de 46 millions de dollars au titre des ajustements des évaluations de crédit à l'égard de certains contrats dérivés autres que ceux conclus avec des assureurs spécialisés, lequel reflète la variation de la juste valeur de tous les dérivés attribuable à la qualité du crédit des contreparties prenant part aux opérations sur dérivés. Ces ajustements de l'évaluation de crédit sont calculés à l'aide de modèles internes, et nos méthodes tiennent compte de l'incidence de nos écarts de taux et de ceux des contreparties sur la position actuelle et la position future possible des contreparties prenant part aux opérations sur dérivés en ce qui concerne l'actif et le passif. Les écarts de taux des contreparties se sont resserrés, et notre exposition nette au risque de crédit lié aux contreparties prenant part aux opérations sur dérivés a diminué au cours de l'exercice.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain décollant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux prêts à risque et aux créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain. Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient 0,4 % du total de notre actif au 31 octobre 2009, comparativement à 0,5 % à l'exercice précédent.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 86 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 249 millions de dollars liées à MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain a diminué de 176 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la mise en œuvre des modifications au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, puisque certains titres à risque du marché américain ont été reclassés dans les prêts, et du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 66 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, comparativement à 96 % à l'exercice précédent. Au 31 octobre 2009, les placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA, sur une base nette, représentaient 37 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 48 % en 2008. Notre exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 489 millions de dollars au 31 octobre 2009, ce qui représente 0,07 % du total de l'actif, en hausse de 196 millions par rapport à l'exercice précédent, en grande partie en raison du reclassement susmentionné et du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de

988 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 761 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète le reclassement de certains titres de catégorie Alt-A sur le marché américain dans les prêts et le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Moins de 50 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 1 287 millions de dollars au 31 octobre 2009, ce qui représente 0,20 % du total de l'actif, en hausse de 335 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du reclassement susmentionné et du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 22 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 4 millions liées à MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Ce montant reflète une baisse de 71 millions de dollars par rapport à 2008, et représente moins de 8 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 300 millions en 2009. La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture de 278 millions de dollars au 31 octobre 2009, a diminué de 215 millions par rapport à 2008, ce qui reflète principalement la vente et les pertes liées à certaines positions de même que le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Tableau 60

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
Juste valeur des titres, compte tenu des opérations de couverture	335 \$	988 \$	26 \$	1 349 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	32 \$	116 \$	– \$	
AA	24	86	–	
A	1	44	–	
BBB	–	55	–	
Inférieure à BBB- (1)	29	687	22	
Total	86 \$	988 \$	22 \$	1 096 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	19 \$	49 \$	– \$	
2004	8	97	–	
2005	54	351	17	
2006	2	323	5	
2007	3	168	–	
Total	86 \$	988 \$	22 \$	1 096 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	228 \$	837 \$	– \$	1 065 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	261 \$	450 \$	– \$	711 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	575 \$	2 275 \$	22 \$	2 872 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(4)\$	(23)\$	(1)\$	
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	–	(7)	1	
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(2)	(32)	(1)	
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(2)	(50)	(1)	

(1) Les risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque auxquels nous sommes exposés dont la cote est inférieure à BBB- représentent le montant net de la position de couverture que nous avons acquise.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 octobre 2009, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Notre exposition au financement avec endettement au 31 octobre 2009 était minime.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Outre l'assurance spécialisée décrite précédemment, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs non liés au marché des prêts à risque. Le tableau suivant présente nos polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés	Tableau 61	
	Au 31 octobre 2009	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
(en millions de dollars canadiens)		
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	286 \$	26 \$
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	259	15
AMBAC Financial Group (AMBAC)	108	6
Total	653 \$	47 \$

Au 31 octobre 2009, nous détenions des polices d'assurance totalisant 653 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 47 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 458 millions de dollars au 31 octobre 2009. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 336 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de néant avait été prélevée au 31 octobre 2009.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 398 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Mesures du rendement

Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)

Nous utilisons le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) selon l'approche préconisée dans l'accord de Bâle II, pour laquelle une analyse détaillée est fournie à la rubrique Gestion du capital. Nous sommes d'avis que le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie).

Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)	Tableau 62	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008
Capital de première catégorie	31 774 \$	25 031 \$
Déduire : Montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres Instruments de capital innovateur de première catégorie (1)	353	357
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	3 991	3 857
	4 811	2 657
Capital-actions ordinaire de première catégorie	22 619 \$	18 160 \$
Actif ajusté en fonction des risques	244 837 \$	278 579 \$
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)	9,2 %	6,5 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres

attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué, ou capital économique, tient compte du capital de risque attribué nécessaire pour soutenir les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion du capital, et des montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (1).

Nous utilisons le rendement du capital de risque pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités courantes. Nos calculs du rendement du capital de risque se fondent sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que le capital non attribué).

L'attribution du capital et du capital de risque suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur l'information sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteur que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

- (1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total du capital attribué est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la moyenne du capital attribué est classé à titre de capital non attribué, lequel est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque
Tableau 63

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	2009							2008	2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	2 607 \$	553 \$	486 \$	(1 504)\$	1 706 \$	(223)\$	3 625 \$	4 454 \$	5 404 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 400 \$	1 100 \$	1 150 \$	3 050 \$	7 000 \$	900 \$	18 600 \$	15 050 \$	14 450 \$
Ajouter : Sous-attribution (surattribution) de capital	-	-	-	-	-	600	600	1 900	1 850
Écart d'acquisition et capital incorporel (3)	1 850	2 800	150	4 700	1 100	650	11 250	7 700	5 550
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	7 250 \$	3 900 \$	1 300 \$	7 750 \$	8 100 \$	2 150 \$	30 450 \$	24 650 \$	21 850 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	550	-	-	550	-	-
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajustée	7 250 \$	3 900 \$	1 300 \$	8 300 \$	8 100 \$	2 150 \$	31 000 \$	24 650 \$	21 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,9 %	14,2 %	37,0 %	(19,4)%	21,0 %	n.s.	11,9 %	18,1 %	24,7 %
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	13,3 %	-	-	3,0 %	-	-
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	35,9 %	14,2 %	37,0 %	(6,1)%	21,0 %	n.s.	14,9 %	18,1 %	24,7 %
Rendement du capital de risque	48,4 %	49,2 %	42,9 %	(49,1)%	24,3 %	n.s.	19,5 %	29,6 %	37,4 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant au secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la moyenne pour les logiciels, par suite du reclassement de certains logiciels dans les actifs incorporels en vertu de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, avec prise d'effet à l'exercice 2009. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Modifications de conventions comptables.
- (4) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
- n.s. : non significatif

Valeur intrinsèque

La valeur intrinsèque est une mesure de la valeur procurée aux actionnaires et inhérente au bilan du secteur Assurances, compte non tenu de toute valeur associée aux nouveaux contrats futurs. Nous utilisons la variation de la valeur intrinsèque entre les périodes considérées comme une mesure de la valeur créée par le secteur Assurances au cours de l'exercice.

Nous définissons la valeur intrinsèque comme étant la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances plus la valeur des contrats en vigueur (les polices en vigueur). La valeur des contrats en vigueur correspond à la valeur actualisée du bénéfice futur prévu découlant des contrats en vigueur, déduction faite de la valeur actualisée des capitaux servant à maintenir ces contrats en vigueur. Elle est calculée à l'aide de taux d'actualisation conformes à ceux d'autres sociétés d'assurances. Les capitaux requis sont déterminés selon les exigences des pays où nous exerçons nos activités.

Les principaux facteurs qui influent sur la variation de la valeur intrinsèque d'une période à l'autre sont les nouvelles ventes, le rendement des placements, les résultats au chapitre des sinistres et des provisions techniques, les modifications apportées aux hypothèses actuarielles, les fluctuations des taux de change et les variations des capitaux propres découlant des transferts de capital.

La valeur intrinsèque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable directement aux mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Étant donné que cette mesure s'applique uniquement à notre secteur Assurances et que des taux d'actualisation servent à calculer la valeur actualisée du bénéfice futur prévu et des capitaux servant à maintenir les contrats en vigueur, il n'y a pas lieu d'effectuer un rapprochement avec l'information présentée dans les états financiers.

Mesures hors PCGR
Mesures ajustées

Les mesures ajustées sont le bénéfice net ajusté, le bénéfice par action ajusté, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, et le taux d'imposition effectif ajusté. Nous utilisons et présentons des mesures ajustées conformément à notre cadre de gestion. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée à l'exercice 2009 constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités, qui permettra au lecteur de mieux

comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Ces mesures ajustées devraient également accroître la comparabilité de notre performance financière pour l'exercice 2009 par rapport aux exercices précédents. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul des mesures ajustées.

	2009		2008	
	Montant déclaré	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Montant ajusté	Montant déclaré
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)				
Bénéfice avant impôts	5 526 \$	1 000 \$	6 526 \$	6 005 \$
Charge d'impôts	1 568	–	1 568	1 369
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	3 958 \$	1 000 \$	4 958 \$	4 636 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	100	–	100	81
Bénéfice net	3 858 \$	1 000 \$	4 858 \$	4 555 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(233)	–	(233)	(101)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 625 \$	1 000 \$	4 625 \$	4 454 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 398 675		1 398 675	1 305 706
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,59 \$	0,71 \$	3,31 \$	3,41 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 412 126		1 412 126	1 319 744
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,57 \$	0,71 \$	3,28 \$	3,38 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 450 \$		31 000 \$	24 650 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	11,9 %		14,9 %	18,1 %
Taux d'imposition effectif	28,4 %		24,0 %	22,8 %

(1) Basé sur les soldes réels avant arrondissement.

Levier d'exploitation défini de 2009

Conformément à notre cadre de gestion, nous utilisons et présentons le levier d'exploitation défini.

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent et l'incidence des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les résultats des activités d'assurance sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contre-balançées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini. Le levier d'exploitation défini n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini.

Levier d'exploitation défini de 2009		Tableau 65	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2009	2008	Variation
Total des revenus	29 106 \$	21 582 \$	
Ajouter : ajustement lié au montant imposable équivalent	366	410	
Déduire : revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV)	(22)	(48)	
revenus tirés des activités d'assurance	5 715	2 610	
Total des revenus (ajusté)	23 779 \$	19 430 \$	22,4 %
Frais autres que d'intérêt	14 558 \$	12 351 \$	
Déduire : frais autres que d'intérêt liés aux activités d'assurance	559	576	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	13 999 \$	11 775 \$	18,9 %
Levier d'exploitation défini			3,5 %

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Mise en application des conventions comptables critiques et estimations

Nos principales conventions et estimations comptables sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés annuels de 2009. Certaines de ces conventions, ainsi que des estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et parce qu'il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon diverses hypothèses. Nos conventions comptables critiques et nos estimations visent la juste valeur des instruments financiers, la perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance, les opérations de titrisation, la provision pour pertes sur créances, les entités à détenteurs de droits variables, l'écart d'acquisition et autres actifs incorporels, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les impôts sur les bénéfices. Nos conventions comptables critiques et nos estimations ont été examinées et approuvées par notre Comité de vérification, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales conventions comptables et estimations.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé ou désigné comme instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. Un instrument financier peut être désigné comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale, à condition qu'il réponde à certains critères, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome; les variations de la juste valeur de ces dérivés sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers disponibles à la vente sont également évalués à la juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des

taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu, sauf en ce qui concerne les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, lesquels sont évalués au coût. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 octobre 2009, environ 302 milliards de dollars, ou 46 %, de nos actifs financiers et 202 milliards, ou 33 %, de nos passifs financiers étaient inscrits à la juste valeur (340 milliards, ou 47 %, de nos actifs financiers et 252 milliards, ou 36 %, de nos passifs financiers au 31 octobre 2008).

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, établit une hiérarchie à trois niveaux aux fins de la présentation de l'information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur, laquelle est essentiellement la même que la hiérarchie établie en vertu des PCGR des États-Unis. Le classement des actifs et des passifs dans la hiérarchie est fondé sur le caractère observable ou non observable des données de la méthode d'évaluation. Les données observables reflètent l'information tirée du marché ou fondée sur le marché obtenue de sources indépendantes, alors que les données non observables reflètent nos estimations sur les données liées au marché. La hiérarchie à trois niveaux pour l'évaluation à la juste valeur qui suit est fondée sur la transparence des données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont inobservables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La juste valeur de nos instruments financiers au 31 octobre 2009 est présentée à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Par juste valeur, on entend le montant pour lequel un instrument financier pourrait être acheté ou vendu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance et sans contrainte effectuée entre deux parties consentantes et averties, autre que dans le cadre d'une vente forcée ou d'une liquidation. Ce qui atteste le mieux la juste valeur des instruments, dans un marché actif, est le cours du marché ou le cours vendeur, selon le cas. Si le cours du marché et le cours vendeur ne sont pas disponibles, nous utilisons le cours de clôture de la plus récente opération visant cet instrument, sous réserve des ajustements au titre des liquidités mentionnés ci-dessous. Si un cours du marché n'est pas disponible relativement à un instrument financier donné, nous utilisons le cours du marché d'un instrument financier doté de caractéristiques et de profils de risque semblables ou des modèles d'évaluation internes ou externes fondés sur des facteurs du marché observables pour déterminer la juste valeur.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. Toutefois, la direction doit exercer un jugement si un cours du marché ou des paramètres observables ne sont pas disponibles. La direction exerce également un jugement lorsqu'elle détermine quels ajustements de l'évaluation boursière doivent être effectués pour déterminer la juste valeur. Ces ajustements comprennent les ajustements de l'évaluation pour tenir compte des liquidités relatives aux instruments financiers qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif, lorsque nous estimons qu'il est possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Ils comprennent également les ajustements de l'évaluation qui sont calculés lorsque aucun cours du marché n'est observable en raison du volume insuffisant d'activités boursières ou de l'absence d'activités boursières récentes dans un marché moins actif ou inactif.

La plupart de nos instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés et les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, comportent ou visent des titres de créance et des titres de participation activement négociés, qui sont inscrits à la juste valeur en fonction des cours du marché disponibles. Étant donné que peu de dérivés et d'instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction au moyen de l'option de la juste valeur sont activement cotés, nous nous basons principalement sur des modèles internes d'établissement des prix ainsi que sur des modèles standards du secteur, tels que le modèle de Black et Scholes, pour déterminer la juste valeur. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement

observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt du G7, les taux de change, ainsi que la volatilité de certains prix et taux. Toutefois, pour évaluer certains dérivés, nous nous appuyons sur d'importants facteurs de marché non observables tels que les corrélations entre les défaillances. Ces facteurs font l'objet d'un nombre considérablement plus élevé d'analyses quantitatives et de jugements par la direction. Lorsque les paramètres d'entrée ne sont pas fondés sur des données observables dans le marché, nous reportons les revenus de négociation initiaux jusqu'à ce que les montants reportés aient été réalisés par suite de la réception ou du versement d'espèces, ou lorsque les paramètres d'entrée sont observables dans le marché. Nous comptabilisons également des ajustements de la juste valeur afin de tenir compte de l'incertitude relative à l'évaluation découlant de l'incertitude caractérisant les risques et les paramètres liés au modèle lorsque nous évaluons des instruments financiers complexes ou des instruments financiers qui sont négociés moins activement. De plus amples renseignements sur nos instruments dérivés sont fournis à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, comme il est décrit à la section Vue générale des résultats financiers, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon les taux de financement effectifs de RBC au début et à la fin de la période, et comptabilisons aux résultats la variation non réalisée de la valeur actualisée.

Le calcul de la juste valeur lorsque aucun cours du marché n'est disponible et que l'établissement des ajustements de l'évaluation appropriés nécessite l'exercice d'un jugement de la part de la direction se fonde sur des recherches et des analyses quantitatives. Notre groupe de gestion des risques est chargé d'élaborer les méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. Ces méthodes font l'objet d'un examen continu, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce la Gestion des risques du Groupe dans le cadre du processus d'évaluation vise également à s'assurer que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant. De plus amples renseignements sur la sensibilité des instruments financiers utilisés aux fins des activités de négociation et des activités autres que de négociation sont présentés à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités.

Contrôles relatifs aux évaluations des instruments financiers

Une infrastructure de contrôle indépendante est essentielle pour s'assurer que les évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont fiables, constantes et effectuées en fonction des valeurs de sortie. Notre infrastructure de contrôle des évaluations prévoit un processus de surveillance par la direction et elle est indépendante des unités fonctionnelles qui négocient des instruments financiers ou effectuent des investissements dans de tels instruments. Les évaluations sont régies par des politiques et des contrôles, y compris des vérifications indépendantes des prix, un examen quotidien des profits et des pertes, et le calcul des ajustements des évaluations concernant des cours du marché ou des paramètres non facilement observables. La mise en œuvre de ces politiques et de ces contrôles incombe à des membres du personnel possédant des compétences et des connaissances appropriées à l'égard des instruments et des marchés sur lesquels nous effectuons des opérations. Ces politiques et contrôles prévoient un examen de toutes nos nouvelles activités, de manière à assurer le respect de normes minimales avant que ces activités soient approuvées.

Parte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance

Les titres susceptibles de vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance qui présentent des pertes non réalisées sont évalués à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie, afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la juste valeur de l'un quelconque de ces titres devient inférieure à son coût après amortissement, la direction doit évaluer si la perte de valeur est durable. Aux fins de cette évaluation pour les titres disponibles à la vente, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment : i) le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût après amortissement et l'importance de cet écart; ii) l'importance de la perte de valeur; iii) la cause de la perte de valeur ainsi que la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur et iv) notre volonté et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que survienne la remontée prévue de la juste valeur. La décision de comptabiliser une perte de valeur, le montant de ladite perte de valeur et la période au cours de laquelle cette perte est comptabilisée sont fondés sur le jugement de la direction. Si la direction juge que la perte de valeur est durable, les variations cumulatives des

justes valeurs des titres susceptibles de vente qui étaient auparavant inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net au cours de cette période. Nous évaluons nos titres détenus jusqu'à l'échéance afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur en utilisant le même modèle relatif à la perte de valeur que pour les prêts. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires commerciaux en vendant ceux-ci à des structures d'accueil ou à des fiduciaires qui émettent des titres aux investisseurs. L'une des principales décisions comptables aux fins de la titrisation de nos prêts consiste à déterminer si la cession des prêts satisfait aux critères établis pour que ladite cession soit considérée comme une vente et, si tel est le cas, à évaluer les droits que nous avons conservés dans les prêts titrisés. La note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 fournit une description détaillée de la convention comptable liée aux opérations de titrisation de prêts.

Lorsque nous titrisons des prêts et que nous conservons un droit dans lesdits prêts, nous devons exercer un jugement pour déterminer si les prêts ont été isolés juridiquement. Le cas échéant, nous obtenons des avis juridiques afin d'obtenir l'assurance que les prêts cédés ont été isolés juridiquement. Dans bien des cas, nous conservons des droits dans des prêts titrisés tels que des coupons détachés, des droits de gestion ou des comptes de réserve. Lorsque aucun cours du marché n'est disponible, l'évaluation des droits conservés sur les actifs vendus se fonde sur notre meilleure estimation de plusieurs hypothèses clés, telles que le taux de remboursement des prêts cédés, la durée moyenne pondérée des créances pouvant être prépayées, la marge excédentaire, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation. La juste valeur de ces droits conservés calculée au moyen de ces hypothèses influe sur le gain ou la perte qui est constaté au titre de la vente des prêts. La note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 fournit des renseignements sur les volumes de titrisation de nos prêts ainsi que sur le gain ou la perte constaté à la vente, de même qu'une analyse de sensibilité des principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits que nous avons conservés.

Une autre décision comptable clé consiste à déterminer si nous sommes tenus de consolider la structure d'accueil utilisée aux fins de la titrisation et de la vente de nos prêts. Comme il est décrit à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, nous avons conclu qu'aucune des structures d'accueil que nous utilisons pour titriser nos actifs financiers ne doit être consolidée.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances estimatives désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais qui ne peuvent encore être déterminées à la date du bilan. La provision est liée aux risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés.

La provision est établie en fonction de la détermination et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes à l'égard des pertes estimatives liées au reste du portefeuille et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du crédit du portefeuille et les changements de la conjoncture économique et commerciale. La provision pour pertes sur créances est composée des provisions spécifiques et de la provision générale.

Le processus qui sert à calculer les provisions consiste notamment à effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives au moyen d'informations actuelles et historiques sur les créances. Notre portefeuille de prêts fait l'objet d'un examen continu, de manière à déterminer si certains prêts devraient être classés à titre de prêts douteux et s'il y a lieu de constituer une provision ou de procéder à une radiation. Le processus nécessite forcément la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des cotes de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risque en fonction de la pertinence des données historiques compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux radiations et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications

de ces hypothèses ou le recours à d'autres jugements raisonnables pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

Provisions spécifiques

Des provisions spécifiques sont comptabilisées afin de constater les pertes estimatives sur les prêts de détail et de gros classés à titre de prêts douteux. Les pertes liées aux prêts de gros sont estimées selon le jugement de la direction quant à la réalisation des flux de trésorerie futurs que l'on peut raisonnablement s'attendre à recevoir des emprunteurs ou de garants financièrement responsables, ou par suite de la réalisation d'une sûreté réelle. Les coûts de recouvrement estimatifs sont déduits des montants que l'on s'attend à récupérer, et ces montants sont actualisés au taux d'intérêt effectif de l'obligation. Les pertes liées aux portefeuilles de prêts de détail sont gérées collectivement et sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes. Aucune provision spécifique n'est constituée au titre des cartes de crédit, les soldes étant radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du prêt est à peu près inexistante.

Provision générale

La provision générale est établie afin de couvrir les pertes sur créances estimatives subies à l'égard de nos portefeuilles de prêts qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. Dans le cas des portefeuilles de prêts de gros, la détermination de la provision générale est fondée sur l'application d'une probabilité de défaillance estimative, sur le montant brut assujéti aux défaillances et sur les facteurs de perte, lesquels sont établis en fonction des pertes historiques et sont définis selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles de prêts de détail, la provision générale est déterminée en fonction des taux de pertes historiques. Pour déterminer le niveau de la provision générale, la direction considère également les tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, la conjoncture économique, l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs.

Total de la provision pour pertes sur créances

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision pour pertes sur créances, à savoir 3 302 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives subies par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2009. Ce montant comprend une tranche de 114 millions de dollars au titre de lettres de crédit, de garanties et d'engagements non provisionnés, classée dans les autres passifs.

Entités à détenteurs de droits variables

La NOC-15 fournit des directives sur la façon d'appliquer les principes de consolidation à certaines entités constituant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité constitue une EDDV, le principal bénéficiaire est tenu de consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'EDDV. Le principal bénéficiaire est l'entité qui, en raison des droits variables qu'elle détient, assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15) ou reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de cette dernière (tels qu'ils sont définis dans la NOC-15) ou les deux.

Nous avons recours à divers processus d'estimation complexes reposant sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour déterminer si une entité constitue une EDDV et, le cas échéant, pour analyser et calculer les pertes prévues et les rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à attribuer les flux de trésorerie aux parties désignées qui détiennent des droits variables afin de déterminer le principal bénéficiaire de l'EDDV. Nous devons par ailleurs exercer un jugement important pour interpréter les dispositions de la NOC-15 et pour les appliquer à chacune de nos opérations.

La NOC-15 s'applique à un certain nombre de nos opérations, y compris les fonds multicédants que nous administrons, les EDDV de création de produits de crédit et les EDDV de financement structuré. La section Arrangements hors bilan et la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 fournissent de plus amples renseignements sur les EDDV auxquelles nous avons recours.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En vertu des PCGR, l'écart d'acquisition n'est généralement pas amorti et est réparti entre les unités d'exploitation qui se situent au niveau immédiatement inférieur à nos secteurs d'exploitation. L'écart

d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements qui indiquent que la juste valeur d'une unité d'exploitation pourrait se situer en deçà de sa valeur comptable.

Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition s'amorce par le calcul de la juste valeur de chaque unité d'exploitation et la comparaison avec sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation doit être déterminée et comparée à sa valeur comptable. La juste valeur de l'écart d'acquisition est répartie en déterminant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité d'exploitation. On considère que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur lorsque sa valeur comptable excède sa juste valeur. Cet excédent correspond à la perte de valeur qui doit être passée en charges dans la période où l'excédent est constaté. Les reprises ultérieures de pertes de valeur ne sont pas permises.

La direction se fonde en grande partie sur son jugement pour déterminer la juste valeur de nos unités d'exploitation et y parvient essentiellement à l'aide d'une approche fondée sur les bénéfices qui tient compte des prévisions internes de chaque unité d'exploitation à l'égard des produits et des charges. L'utilisation de cette méthode, et de façon plus générale, de nos processus de détermination de la perte de valeur exige l'utilisation d'estimations et d'hypothèses, y compris celles ayant trait aux taux d'actualisation, aux taux de croissance et aux taux finaux de croissance. Les variations des estimations ou hypothèses pourraient avoir une incidence sur le calcul de la juste valeur de nos unités d'exploitation et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Outre l'approche fondée sur les bénéfices, nous utilisons, dans la mesure du possible, une approche fondée sur le marché en vue d'évaluer à quoi correspond la juste valeur appropriée de chaque unité d'exploitation dans le marché actuel en fonction de la conjoncture et de sociétés comparables.

Les autres actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, qui n'excède généralement pas 20 ans, et ils sont également soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe des conditions pouvant indiquer que les flux de trésorerie nets futurs estimatifs provenant d'un actif ne seront pas suffisants pour recouvrer sa valeur comptable. La détermination de tels événements ou conditions pourrait être assujettie au jugement de la direction. L'estimation de la juste valeur d'un actif incorporel ayant une durée de vie limitée en vue de déterminer si ce dernier a subi une perte de valeur exige également de la direction qu'elle formule des estimations et des hypothèses, et toute modification de ces estimations et hypothèses pourrait avoir une incidence sur la détermination de la juste valeur des actifs incorporels et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Nous ne possédons pas d'actifs ayant une durée de vie indéfinie.

Modifications de conventions comptables

Modifications importantes apportées en 2009 aux conventions comptables et à la présentation de l'information

PCGR du Canada

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (chapitre 3064), qui apporte des précisions sur les critères à respecter pour la comptabilisation d'un actif incorporel, y compris les actifs incorporels générés en interne. Il remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*.

Par suite de l'adoption du chapitre 3064, un montant de 789 millions de dollars au titre des logiciels a été reclassé du poste Locaux et matériel au poste Autres actifs incorporels de notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2008, et l'amortissement correspondant de 221 millions a été reclassé du poste Frais autres que d'intérêt – Matériel au poste Frais autres que d'intérêt – Amortissement des autres actifs incorporels de notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Dépréciation d'actifs financiers

En août 2009, l'ICCA a publié diverses modifications au chapitre 3855, notamment : les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif peuvent être classés au titre des prêts et créances; les prêts et créances pour lesquels nous ne pouvons pas recouvrer la quasi-totalité de notre investissement initial, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, doivent être classés comme disponibles à la vente et les prêts et créances que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche doivent être classés comme détenus à des fins de transaction. Les modifications permettent également le reclassement dans la catégorie des prêts et créances de certains actifs financiers qui étaient auparavant classés comme détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente. Les pertes de valeur des instruments de créance classés comme disponibles à la vente peuvent faire l'objet d'une reprise dans certaines

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à prestations ou à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite agréés, les régimes de retraite complémentaires et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires, d'assurance invalidité et d'assurance vie. Ces régimes de retraite fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen annuel. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations constituées. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Impôts sur les bénéfices

La direction exerce un jugement pour estimer la charge d'impôts. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part des contribuables et des autorités fiscales visées. La charge d'impôts représente l'interprétation par la direction des lois fiscales pertinentes ainsi que son estimation de l'incidence des opérations effectuées et des événements survenus au cours de la période sur les impôts exigibles et les impôts futurs. Un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition futurs qui devraient être en vigueur et des hypothèses de la direction quant au moment auquel la résorption de l'écart temporaire devrait avoir lieu. Nous évaluons les indications tant positives que négatives pour déterminer si la réalisation des actifs d'impôts futurs est plus probable qu'improbable.

circonstances et la dépréciation d'instruments de créance classés dans les prêts et créances sera évaluée au moyen du modèle de dépréciation utilisé pour les prêts.

Nous avons adopté ces modifications de manière rétroactive à compter du 1^{er} novembre 2008, comme l'exige la norme. Par conséquent, nous avons reclassé dans les prêts des titres détenus à des fins de transaction d'un montant de 179 millions de dollars ainsi que des titres disponibles à la vente d'un montant de 929 millions. L'incidence à l'adoption s'est traduite par : i) une augmentation de 66 millions de dollars, déduction faite d'impôts de 30 millions, des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2008, correspondant à un ajustement de la perte de valeur découlant du calcul effectué au moyen du modèle de dépréciation utilisé pour les prêts et ii) une augmentation de 104 millions, déduction faite d'impôts de 57 millions, du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} novembre 2008, correspondant au cumul des ajustements à la valeur de marché préalablement comptabilisés. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir de l'information supplémentaire.

Informations à fournir sur la juste valeur et le risque d'illiquidité

En juin 2009, l'ICCA a publié les modifications intitulées *Informations à fournir sur la juste valeur et le risque d'illiquidité – modifications au chapitre 3862, intitulé Instruments financiers – informations à fournir*, afin d'étoffer les obligations d'information concernant la juste valeur et le risque d'illiquidité en exigeant que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie aux fins de la présentation de l'information. Cette hiérarchie est essentiellement la même que pour les PCGR des États-Unis (Topic 820). Nous avons adopté ces modifications pour notre exercice terminé le 31 octobre 2009.

PCGR des États-Unis

Cadre d'évaluation de la juste valeur

En ce qui nous concerne, le Topic 820, intitulé *Fair Value Measurements and Disclosures* (Topic 820) (FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value*

Measurements [FAS 157] et les prises de position connexes), a pris effet le 1^{er} novembre 2008, sauf en ce qui a trait à certains actifs non financiers et passifs non financiers pour lesquels les modifications prendront effet le 1^{er} novembre 2009. Le Topic 820 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans la hiérarchie aux fins de l'évaluation à la juste valeur et évalués en fonction des lignes directrices pour ces niveaux.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

Le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié des lignes directrices en vertu du Topic 825-10, intitulé *Financial Instruments* (Topic 825-10) (Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* [FAS 159]). Ces lignes directrices permettent à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établissent de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. Nous avons adopté ces lignes directrices le 1^{er} novembre 2008. L'incidence à l'adoption a consisté en une augmentation de 81 millions de dollars après impôts du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, qui correspond à l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des éléments admissibles pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie au 1^{er} novembre 2008.

Perte de valeur durable d'un titre

Les lignes directrices en vertu du Topic 320, intitulé *Investments – Debt and Equity Securities* (FSP FAS 115-2 et FAS 124-2, *Recognition and Presentation of Other-than-Temporary Impairments*), ont pris effet le 1^{er} mai 2009 en ce qui nous concerne. Elles modifient les directives en matière d'évaluation d'une perte de valeur et les principes de constatation de la perte de valeur durable pour les titres de créance et accroissent les exigences de présentation et d'informations à fournir pour les titres de créance et de capitaux propres. L'incidence à l'adoption a consisté en une augmentation de 225 millions de dollars des bénéfices non répartis et en une diminution correspondante du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Compensation de montants liés à certains contrats

Nous avons adopté les lignes directrices du FASB (Staff Position FIN 39-1, intitulé *Amendment of FASB Interpretation No. 39*) qui modifient certains aspects du Topic 210-20, intitulé *Balance Sheet – Offsetting*, et du Topic 815 (FIN 39, *Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*) le 1^{er} novembre 2008. Ces lignes directrices permettent que la juste valeur des instruments dérivés et le droit de récupérer les garanties en espèces (créance) ou l'obligation de rembourser les garanties en espèces (dette) soient compensés par la juste valeur des instruments dérivés conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même accord général de compensation, peu importe s'il y a intention ou non de procéder à un règlement net. Conformément à cette norme, nous avons compensé la juste valeur dans nos bilans consolidés préparés selon les PCGR des États-Unis, qui tiennent compte des résultats des périodes comparatives, de la façon suivante : au 31 octobre 2009, la juste valeur des instruments dérivés déduite des actifs et des passifs dérivés s'établissait à 62,9 milliards de dollars (76,2 milliards au 31 octobre 2008) et, au 31 octobre 2009, une garantie en espèces de 7,9 milliards et de 3,5 milliards, respectivement (5,0 milliards et 7,5 milliards au 31 octobre 2008, respectivement) a été portée en déduction des actifs et des passifs dérivés. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir de l'information additionnelle.

Ajustements comptables

Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons corrigé certaines erreurs liées aux périodes antérieures, lesquelles sont décrites à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent. Cependant, comme la correction de ces erreurs au premier trimestre de 2009 aurait faussé considérablement le bénéfice net du trimestre, nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Modifications futures de conventions comptables et présentation d'information

PCGR du Canada

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations sans contrôle*. Le chapitre 1582 apporte des clarifications à l'égard de ce qu'un acquéreur doit évaluer

lorsqu'il obtient le contrôle d'une entreprise, du mode d'évaluation et de la date à laquelle l'évaluation devrait être établie. Des frais connexes à l'acquisition doivent être comptabilisés à titre de charges au cours des périodes où ils sont engagés, sauf en ce qui a trait aux frais engagés pour émettre des titres de créance ou du capital-actions. La nouvelle norme sera applicable aux acquisitions que nous conclurons à compter du 1^{er} novembre 2011, mais pour faciliter le passage aux IFRS en 2011, l'adoption dès 2010 est autorisée.

Le chapitre 1601 établit des normes de préparation des états financiers consolidés après la date d'acquisition. Le chapitre 1602 établit des normes de comptabilisation et de présentation des participations sans contrôle. Ces deux normes doivent être adoptées en même temps que le chapitre 1582.

PCGR des États-Unis

Regroupements d'entreprises

En décembre 2007, le FASB a publié les directives en vertu du Topic 805, intitulé *Business Combinations* [Statement No. 141 (révisé en 2007), *Business Combinations*], qui remplacent les lignes directrices précédentes en vertu du Topic 805 (Statement No. 141, *Business Combinations*). Les nouvelles directives qui, en ce qui nous concerne, prendront effet le 1^{er} novembre 2009, comprennent les exigences suivantes : davantage de catégories d'actifs acquis et de passifs pris en charge doivent être évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition, les passifs liés à une contrepartie conditionnelle doivent être évalués à la juste valeur et réévalués à chaque période subséquente et tous les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

Modifications des normes de comptabilisation des transferts d'actifs financiers

En juin 2009, le FASB a publié le Statement No. 166, intitulé *Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (FAS 166) qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2010. Le FAS 166 élimine l'exemption de consolidation des structures d'accueil admissibles. Il élimine également l'exemption qui permet de comptabiliser comme une vente certaines opérations de titrisation de prêts hypothécaires lorsque le contrôle n'a pas été entièrement transféré par le cédant.

Modifications des principes de consolidation

En juin 2009, le FASB a publié le Statement No. 167, intitulé *Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)* (FAS 167) qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1^{er} novembre 2010. Le FAS 167 modifie les caractéristiques permettant d'identifier une entité à détenteurs de droits variables, fournit de nouveaux critères pour la détermination du bénéficiaire principal et augmente la fréquence des évaluations requises pour déterminer si une entité est le bénéficiaire principal d'une entité à détenteurs de droits variables.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision de l'ICCA, nous commencerons à présenter nos états financiers, y compris les données correspondantes pour 2010, en vertu des Normes internationales d'information financière (IFRS) le 1^{er} novembre 2011. Aux fins de la gestion du passage aux IFRS, nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif qui porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, ainsi que les communications et la formation.

En 2008, nous avons mené à terme un processus de diagnostic exhaustif afin d'évaluer l'étendue et la complexité du passage aux IFRS pour nous, dans le cadre duquel nous avons mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada actuels. De façon générale, les éléments qui auront la plus grande incidence sur notre situation financière et sur notre capital comprennent la décomptabilisation et la consolidation du bilan, les regroupements d'entreprises et les écarts cumulatifs de conversion des devises. Toutefois, au fil de l'évolution des IFRS, nous continuons de surveiller et de revoir fréquemment nos conclusions préliminaires afin de déterminer les autres conséquences sur notre situation financière, sur notre capital et sur nos activités d'exploitation.

Tout au long de 2009, nous avons continué de gérer le passage aux IFRS par la réalisation d'activités et de livrables qui visent à soutenir les principaux éléments touchés susmentionnés. À ce jour, nous avons :

- procédé à une première évaluation des divers choix de conventions comptables à faire en vue de la première adoption des IFRS;
- amorcé de nombreux projets dans le cadre d'un programme qui vise à effectuer des analyses des PCGR plus approfondies, à évaluer l'incidence financière et économique ainsi qu'à cibler les exigences des processus et des systèmes afin d'assurer la réussite de la transition;

- établi des communications fréquentes et récurrentes avec le Conseil d'administration, le Comité de vérification, la direction et la haute direction afin de nous assurer que des décisions sont prises en temps opportun relativement aux principaux problèmes et risques;
- fourni des mises à jour fréquentes à nos vérificateurs internes et aux vérificateurs externes ainsi qu'au BSIF sur les principaux éléments liés à l'état d'avancement du programme, à la structure du programme et à la première évaluation des incidences comptables;
- élaboré un modèle de ressourcement afin de nous assurer que des ressources suffisantes liées au programme sont disponibles pour produire les principaux livrables;
- ciblé des exigences de communication externes provisoires pour les investisseurs et les analystes;
- tenu des séminaires de formation interne pour les principales parties prenantes de RBC dans les diverses plateformes d'exploitation et unités fonctionnelles.

Pendant que nous nous préparons à notre transition, nous continuons de surveiller les changements constants des IFRS et d'ajuster nos plans de transition et de mise en œuvre en conséquence. Notre transition continue d'évoluer selon notre calendrier de mise en œuvre et nous sommes en voie de réaliser les principales étapes de notre échéancier de passage aux IFRS.

Pour de l'information supplémentaire à l'égard des modifications de nos principes comptables actuels et futurs, se reporter aux notes 1 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Obligations au titre des régimes de retraite

Grâce à un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées, nous fournissons des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Nos régimes à prestations déterminées fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite. Nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offrent notamment une protection au titre des soins de santé, des soins dentaires, de l'assurance invalidité et de l'assurance vie.

Nous capitalisons nos régimes de retraite à prestations déterminées en fonction des montants déterminés par calcul actuariel requis pour respecter nos obligations au titre des avantages sociaux conformément aux réglementations en vigueur en matière de régimes de retraite. Nous continuons de capitaliser nos régimes de retraite conformément aux réglementations fédérale et provinciales.

Nous avons évalué nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite au 30 septembre 2009. En 2009, les rendements des obligations de sociétés, qui ont une incidence sur le choix du taux d'actualisation que nous utilisons pour évaluer nos

obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite, ont diminué pour s'établir dans les parties inférieure et médiane de la courbe en raison de l'amélioration des conditions des marchés. Cette situation s'est traduite par une perte actuarielle de 389 millions de dollars liée à nos obligations au titre des prestations, ce qui a contrebalancé les gains de 272 millions liés à nos actifs au titre des régimes de retraite et a accru notre passif total découlant des régimes de retraite. Les gains et les pertes sur nos actifs au titre des régimes de retraite sont amortis sur les années de service résiduelles moyennes estimatives du régime, ce qui atténue la volatilité de nos charges comptabilisées chaque année. Le raffermissement du dollar canadien à la fin de l'exercice s'est traduit par une diminution de notre passif au titre des régimes de retraite à l'égard de nos régimes aux États-Unis et à l'étranger. Par suite de la récente évaluation de notre situation de capitalisation au 1^{er} janvier 2009, nous avons dû verser des cotisations aux régimes de 610 millions de dollars au cours de l'exercice. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Canada et des États-Unis est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans ces lois. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à assurer la collecte et la communication de cette information à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de l'administration et chef des finances, afin de permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Au 31 octobre 2009, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par les autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 octobre 2009.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard

de l'information financière est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. Toutefois, étant donné ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ni déceler des inexactitudes en temps opportun.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances, et avec leur participation, la direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière en se fondant sur les critères énoncés en vertu du *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission et, en se fondant sur cette évaluation, a conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2009 est efficace et qu'aucune faiblesse importante n'a été mise en évidence relativement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2009. Se reporter au rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi qu'au rapport des comptables agréés inscrits indépendants.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux

normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Se reporter aux notes 9 et 27 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.